

M. Bellemare à Ottawa

Le rapport Woods est inutilisable au Québec

Le Duan, successeur logique de Ho Chi Minh

HANOI (d'après l'AFP) — Cinq personnalités nord-vietnamiennes vont être appelées à jouer un rôle important après la disparition du président Ho Chi Minh. Leurs noms figurent d'ailleurs parmi les membres du comité d'organisation des obsèques nationales de celui qui fut le fondateur de la jeune République démocratique du Vietnam.

Il s'agit de MM. Le Duan, premier secrétaire du parti des travailleurs, Truong Chinh, président de l'Assemblée nationale, Pham Van Dong, premier ministre, Vo Nguyen Giap, ministre de la défense nationale et Ton Duc Thang, vice-président de la République.

C'est avec ces derniers que se sont entretenus les membres de la délégation du parti communiste chinois, dirigée par M. Chou En Lai, hier après-midi à Hanoi.

La délégation, qui s'est rendue à Hanoi pour assister aux obsèques du président Ho Chi Minh, fixées au 10 septembre, lui a rendu hommage en déposant une couronne au pied de son portrait, dans le bureau présidentiel.

D'ici l'élection d'un nouveau président, c'est le vice-président de la République, M. Ton Duc Thang, qui assurera les fonctions présidentielles, aux

Voir page 2: Le Duan



À l'ouverture de la conférence des ministres du travail, hier à Ottawa, le ministre québécois, M. Maurice Bellemare (à gauche) s'est entretenu jovialement avec son collègue du gouvernement fédéral, M. Bryce Mackasey. (Téléphoto CP)

Robert Bourassa à SGW

La priorité des années 70: le progrès économique

par Jean-Luc Duguay

M. Robert Bourassa, député de Mercier, dont la candidature au prochain congrès de leadership du parti libéral ne fait maintenant plus de doute, a défini, hier soir, devant l'Association des diplômés de l'université Sir George Williams, ce qu'il considère comme les priorités du gouvernement des années 70 et, en même temps, tracé les grandes lignes des thèmes sur lesquels, sans doute, il fera porter sa campagne en vue de la direction du parti libéral.

Après avoir rappelé les "anciennes priorités" (mise sur pied d'une infrastructure administrative, réforme de l'éducation, négociations avec le gouvernement central pour le convaincre "qu'il devait respecter la constitution fédérale

rale du pays", pour "arracher au Trésor fédéral les ressources fiscales dont on avait besoin pour réformer et alimenter la machine gouvernementale québécoise"), priorités qui, a dit M. Bourassa, sont aujourd'hui en grande partie réalisées, le député a déclaré que la révolution tranquille peut s'engager dans des voies nouvelles.

À la tête des priorités des années 70, M. Bourassa place le développement économique. Viennent ensuite l'atténuation du fossé entre les générations, l'efficacité gouvernementale et la réforme constitutionnelle.

(On trouvera, à la page 5, le texte intégral de l'allocation de M. Bourassa.)

Le plein emploi

M. Bourassa a déclaré, en ce qui concerne le développement économique, qu'il fallait relever "énergiquement" le défi du plein emploi si l'on veut empêcher que les jeunes Québécois quittent la province.

Il faut absolument être en mesure de fournir des emplois aux quelque 50.000 jeunes travailleurs qui, chaque année, sortent des CEGEP et des universités. De la même façon, le Québec devra voir à ne pas laisser croître en chômage les milliers de travailleurs qui seront mis à pied à la suite de la rationalisation des secteurs primaires, telles l'agriculture et la forêt, et de la contraction des secteurs en déclin de l'industrie manufacturière.

"Quand je pense que des milliards ont été investis pour former des compétences, il est essentiel que ces dernières puissent profiter au Québec et non à des provinces où à des pays plus riches que le nôtre", a dit M. Bourassa.

Les générations

Il semble évident à M. Bourassa que la jeunesse a des réserves très sérieuses "et souvent justifiées en ce qui a trait à la volonté de nos gouvernements de gouverner". Soulignant que les radicaux et les contestataires posaient des questions "très pertinentes" auxquelles on répond le plus souvent par des clichés, le député a dit que, pour intégrer la jeunesse à l'ensemble de la collectivité, il faut un nouveau style de leadership, de nouvelles méthodes de gouvernement.

"Il faut, a-t-il encore dit, de nouveaux leaders capables de se mettre sur la longueur d'onde du nouveau cinéma, des nouvelles formes d'art, de la nouvelle littérature, capables de saisir la nouvelle philosophie de l'existence, d'apprécier la nouvelle conception des rapports sociaux qui sont l'apanage de la jeunesse d'aujourd'hui."

Etre efficace

Au chapitre de l'administration publique, M. Bourassa croit qu'il faut procé-

der "au grand nettoyage du gouvernement qui s'impose", notamment "en serrant la vis".

Les économistes, a-t-il rappelé, soutiennent que l'on pourrait ainsi, en deux ou trois ans, rogner au moins cinq pour cent du budget de l'Etat, soit \$100 millions, sans que la qualité des services publics en souffre. Certains ministères, pense-t-il, tel celui de la santé, doivent être complètement réorganisés. D'autres, tel celui de l'industrie et du commerce, doivent être étoffés. L'organisation du gouvernement lui-même doit être revue, et il faudra réformer,

Voir page 2: Bourassa

Hamani Diori au Canada

OTTAWA (PC) — Le président de la République du Niger, M. Hamani Diori, effectuera une visite officielle au Canada du 17 au 29 septembre, en réponse à une invitation qui lui a été faite par le gouverneur général du Canada, M. Roland Michener, a annoncé hier la résidence du gouverneur général.

Le président Diori doit passer les deux premiers jours de sa visite à Ottawa, où il aura des entretiens avec

les autorités fédérales et notamment le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau.

Le président Diori a été porté à l'attention du public canadien par le rôle qu'il a joué l'hiver dernier à titre d'hôte d'une conférence internationale sur la francophonie, à laquelle le gouvernement fédéral s'est fait représenter, de même que le gouvernement du Québec,

Voir page 2: Hamani Diori

La Jordanie à l'heure palestinienne

1- Un dernier vestige du grand rêve hashémite

un reportage de Jean Bertolino

Avant la guerre des six jours, les touristes ou les pèlerins qui se rendaient à Jérusalem faisaient une escale à Djerach, l'antique Gerasa, fondée sous Alexandre, élevée au rang de grande cité par l'empereur Hadrien qui la couvrit de temples, de théâtres et de forum. Au retour de Jérusalem, et avant de regagner l'Europe, touristes et pèlerins prenaient cette fois la route d'Aqaba pour aller visiter Petra, l'étonnante métropole nabatéenne, bi-millénaire, taillée dans des roches couleur de porphyre qui forment des canyons vertigineux.

Aujourd'hui, rares sont les étrangers qui se rendent en Jordanie, car la Terre Sainte se trouve maintenant en territoire occupé. Djerach et Petra, villes mortes, malgré leur fascinante beauté, ne valent pas à elles seules le prix d'un séjour. Le Pactole que le tourisme apportait chaque année à la Jordanie, comme les eaux du Jourdain

détournées de leur cours pour arroser les terres du Neghev, a changé de direction. Quant au Jourdain, il est devenu une frontière interdite.

Du pont Hussein qui, depuis 1967, a remplacé le célèbre pont Allenby, gisant effondré et envahi par les ronces à quelques mètres de là, on peut voir les soldats israéliens monter nonchalamment la garde, assis sous les ombrages. Régulièrement, des camions chargés d'agrumes le franchissent, après avoir changé leur plaque d'immatriculation. Ce sont des transporteurs cis-jordaniens qui apportent à Amman les produits maraîchers des paysans palestiniens que les Israéliens refusent d'acheter pour ne pas faire tomber les cours de leurs propres produits, beaucoup plus élevés en raison de la mécanisation poussée des fermes et des kibboutz. Grâce à ce modus vivendi qui n'a pas, on s'en doute, été accepté uniquement par souci philanthropique, c'est

Un groupe terroriste kidnappe l'ambassadeur américain au Brésil

RIO DE JANEIRO (AFP) — L'ambassadeur des Etats-Unis au Brésil, M. Burke Elbrick, a été enlevé à 14h50, heure locale, hier, par des inconnus en voiture que l'on soupçonne d'appartenir au mouvement révolutionnaire brésilien dirigé par MM. Marighela et Lamarca.

M. Burke Elbrick venait de quitter sa résidence de la rue Sao-Clemente, quand deux voitures ont bloqué sa Cadillac noire.

Les ravisseurs sont descendus d'une fourgonnette Volkswagen, ils se sont précipités sur l'ambassadeur, et lui ont appliqué sur le visage un tampon d'éther avant de l'entraîner dans le véhicule.

M. Burke Elbrick, diplomate de carrière, était en poste à Rio depuis quelques mois à peine.

Le chauffeur du diplomate, seul avec lui dans la voiture, semble-t-il, n'a pu donner le signal des ravisseurs.

La voiture qui a servi à l'enlèvement de M. Elbrick a été retrouvée plus tard dans le quartier de Gavea, à environ un mille du lieu de l'enlèvement. A l'intérieur du véhicule, la police a trouvé un document dans lequel les ravisseurs posent deux conditions à la libération du diplomate: ils demandent.

1) Que vingt prisonniers politiques soient libérés par le gouvernement militaire brésilien.

2) Que la junte militaire se proclame officiellement militariste, dictatoriale et impérialiste.

Le texte de ce document a été diffusé par la radio et la télévision de Rio de Janeiro.

On croit savoir, d'autre part, que la voiture utilisée par les ravisseurs et qui portait une plaque minéralogique de Sao



Charles D. Elbrick

Paulo, était piégée à l'aide d'une charge explosive destinée à détruire le véhicule au moment où les policiers l'examineraient. Cette nouvelle n'a cependant reçu aucune confirmation.

Pour la police, il ne fait aucun doute que les ravisseurs appartiennent au mouvement révolutionnaire brésilien "Vanguarda armada revolucionaria", que dirige l'ex-capitaine Lamarca, qui, le 15 août, s'empara d'une station de Sao Paulo pour diffuser une proclamation de l'ancien député communiste Carlos Marighela.

Voir page 2: Enlèvement

Saint-Léonard

La LIS et le MIS reviendront à la charge mercredi

par Gilles Francoeur

La LIS et le MIS tiendront une autre assemblée publique "ouverte à toutes les personnes qui voudront discuter intelligemment mercredi soir prochain, à huit heures, à l'école Jérôme Le Royer de St-Léonard, une semaine exactement après la flambée de violence qui fit rage au même endroit alors que les anglo-italiens de l'endroit ont tenté d'empêcher la tenue d'une réunion organisée par ces deux organismes. M. Raymond Lemieux, président du MIS, a demandé pour sa part que le Québec cesse d'accepter des immigrants pour une période indéterminée. Il a, au cours d'une conférence de presse tenue hier, fortement pris à partie certaines personnalités de St-Léonard, en particulier le maire Ouellet, pour leur rôle "incertain" lors de ces événements.

Accusant les Anglo-Saxons de la région métropolitaine de se battre "par personnes interposées" et souhaitant les voir s'engager ouvertement dans la lutte qui les oppose à la LIS et au MIS, M. Lemieux a précisé que les événements de mercredi soir démasquaient les vrais tenants de la violence. "De notre côté, a-t-il ajouté, nous avons déjà attaqué des institutions, des régimes politiques et même des édifices, mais jamais des personnes humaines."

Le président du MIS a incité les autorités locales — le maire Ouellet et la famille Barone — à utiliser leur prestige de façon à calmer les esprits lors de la prochaine réunion.

Une marche présèdera la réunion de mercredi prochain; le départ aura lieu à l'angle des rues Jean-Talon et Pie IX. Un service d'ordre — probablement organisé par les Chevaliers de l'indépendance — verra à calmer les esprits le cas échéant... puisque le chef de police de St-Léonard ne semble pas vouloir laisser agir ses policiers dans ce sens, a précisé M. Lemieux.

Immigration

Le président du MIS a demandé au gouvernement "de fermer les portes à l'immigration jusqu'à ce que le problème linguistique au Québec soit réglé". M. Lemieux a expliqué que les immigrants, quels qu'ils soient, ne sont pas avertis de la situation au Québec avant

d'y venir et que leur présence et le fait qu'ils s'anglicisent massivement à leur arrivée, brouille les cartes au détriment de la majorité de la population francophone.

Citant M. Lévesque qui aurait affirmé que la création d'un emploi au Québec coûte en moyenne \$10.000 à la population, M. Lemieux s'est dit d'avis que le Québec ne peut se permettre de dépenser \$500 millions par année pour créer de l'emploi aux 50.000 immigrants qui nous arrivent annuellement. Le chômage, la rareté des investissements, etc., sont parmi les raisons qu'il a citées et qui militent en faveur d'un arrêt tempo-

Voir page 2: Saint-Léonard

Les parents anglophones refusent la solution Cardinal

par Gilles Provost

A l'issue d'une réunion des représentants des parents anglophones de Saint-Léonard, les porte-parole des anglophones ont déclaré que la solution du ministère de l'éducation était inacceptable en principe et aussi en pratique.

Ils n'ont pas voulu révéler le contenu des discussions avec Mlle Baron, sous-ministre à l'éducation. Cette dernière, de son côté, s'est enfermée aussi dans un mutisme complet. Elle s'est contentée de dire qu'elle ne pouvait rien révéler avant d'en avoir discuté avec le ministre Cardinal, aujourd'hui, à Québec.

Il ne semble pas, toutefois, que les solutions de rechange suggérées par les parents anglophones aient été acceptables

Voir page 2: Les parents

Candidature maintenant certaine?

Le député de Mercier, M. Robert Bourassa, sera très certainement en lice lorsqu'il s'agira, en janvier ou en février prochains, de choisir un successeur à M. Jean Lesage, chef sortant du parti libéral du Québec.

Hier soir, au terme d'une allocution qu'il prononçait devant les diplômés de Sir George Williams, M. Bourassa a déclaré: "J'entends consacrer toutes mes énergies au sein du parti libéral du

Voir page 2: Candidature

au gré du temps

Papillon

Après la France tout entière, le Québec se passionne pour le récit des aventures d'un ex-forçat au grand cœur qui a réussi de peine et de misère à briser ses chaînes et à refaire non pas sa vie mais une autre plus digne.

Entraînés en croupe sur les nombreuses cales de l'aventure auto-biographique, les lecteurs oublient les traverses de la vie quotidienne. Les voici devenus avec l'auteur limousin de barreaux, passagers d'embarcations de fortune, bagnards repris mais préparant déjà d'autres départs vers les jungles suspectes et les libertés plus ou moins fallacieuses; les voici sur les ailes de l'heureux Papillon triomphant de tous les obstacles semés par l'autorité et de toutes les contraintes érigées par l'administration.

C'est le cri des gens détendus à ceux qui n'ont pas encore trouvé ce magnifique remède aux ennuis de ces jours: "Comment, vous n'avez pas encore lu Papillon?"

La voilà bien la vraie littérature d'évasion!

Louis-Martin TARD

suites
de la première
page

BOURASSA

dans les plus brefs délais, l'administration municipale qui n'a pas subi de modifications importantes depuis le siècle dernier.

Le député de Mercier estime qu'un réaménagement des pouvoirs, des compétences législatives entre les deux niveaux de gouvernement est "plus que jamais nécessaire".

M. Bourassa propose, par exemple, que le système d'allocation familiale et de pensions de vieillesse devienne unique, ce qui permettrait, selon lui, de sauver des sommes importantes par une meilleure distribution et une réduction de frais administratifs.

En outre, maintenant que le Québec possède le taux de natalité le plus bas du pays, M. Bourassa croit qu'il est plausible qu'une politique familiale plus énergique devienne nécessaire à brève échéance. "Mais, ajoute-t-il, je suis prêt à voir ce que l'on pourrait tirer de la boîte de Pandore du pouvoir fédéral de dépenser, que M. Trudeau a eu l'audace d'ouvrir lors des récentes conférences constitutionnelles."

HAMANI DIORI

du Nouveau-Brunswick et d'Ontario, selon une formule de représentation à l'étranger compatible avec la structure politique fédérale canadienne.

Outre Ottawa, les étapes de la visite du président Diori au Canada comprendront Toronto, Québec, Montréal, de même que Moncton et Fredericton au Nouveau-Brunswick, ainsi que Winnipeg et Saint-Boniface au Manitoba, Saskatoon, Saskatchewan, Calgary et Banff, Alberta et enfin, Vancouver, en Colombie-Britannique.

SAINT-LÉONARD

raire de l'immigration. "Temporaire" signifie ici: "tant que le gouvernement refusait de trancher la question" en faveur des Québécois francophones.

M. Lemieux, qui semblait remis de sa blessure à la tête, a rejeté la responsabilité des "troubles" survenus à la réunion de mercredi soir à l'école Le Royer, sur le gouvernement et sur le ministre de l'éducation, M. Cardinal.

"La juste colère des Québécois ne devrait pas se retourner contre les immigrants et même contre les Anglo-Saxons mais contre le gouvernement "qui promettrait de faire du français la langue nationale au Québec" et qui aurait reculé au lieu d'avancer dans ce sens.

Visant M. Cardinal, il a reproché au gouvernement d'avoir permis aux anglophones de construire "75 pour cent de leurs projets" de polyvalentes alors que seulement "20 pour cent des projets de construction des francophones ont vu le jour". Le président du MIS a de plus reproché à M. Cardinal de subventionner McGill à 70 pour cent et d'admettre par la suite que "lui s'est qu'un ministre et qu'il ne pouvait dicter de politique à McGill et seulement lui faire des suggestions".

Enquête

La LIS et le MIS devraient entreprendre prochainement des démarches judiciaires contre le maire de St-Léonard. M. Lemieux reproche à ce dernier trois choses. D'abord, le maire a envenimé la situation en présidant une "explosion raciale" à St-Léonard, il y a un mois. Faisant allusion aux liens de parenté qui unissent M. Ouellet à la communauté italienne de St-Léonard, M. Lemieux a commenté: "Si Ouellet disait ça, il était bien placé pour le savoir".

En deuxième lieu, le LIS-MIS reproche au maire de n'avoir pas prévu la mise en place d'un dispositif de sécurité qui aurait pu empêcher l'explosion de violence qu'il avait prévue et qui s'est effectivement produite. M. Lemieux a précisé que l'assistant-chef de police, M. Quenneville, avait "reçu des ordres stricts de ne pas expulser ces gens-là" malgré ses demandes répétées.

De plus, selon M. Lemieux, le maire a véritablement "jeté de l'huile sur le feu" en refusant de parler français alors qu'il s'adressait à la foule vers 11 heures, mercredi soir, devant l'école Le Royer.

S'il y a lieu, M. Lemieux demandera une enquête publique au ministère de la justice et au ministère des affaires municipales sur la conduite du maire Ouellet vis-à-vis son groupe. M. Lemieux a expliqué que l'épouse du maire Ouellet faisait partie de l'influente famille Di Zazzo de St-Léonard, qui elle-même aurait des intérêts économiques communs avec la famille Barone, représentée à la commission scolaire et au conseil municipal.

M. Lemieux n'a pas écarté la possibilité que certains "fiers-à-bras" aient été payés pour fomenter les troubles que l'on sait. Il a aussitôt ajouté qu'il n'avait cependant pas de preuves à ce sujet mais que c'était dans le style électoral de Barone.

CANDIDATURE

Québec, en toute fonction ou capacité que le parti me jugera capable d'assumer."

A vrai dire, cette allusion du député de Mercier à sa candidature au congrès de leadership n'a rien d'étonnant si l'on considère que les observateurs, dès l'annonce de la démission de M. Lesage, ont fait de M. Bourassa un candidat "de la première heure".

Cependant, M. Bourassa refuse encore de trancher la question. Au cours d'une conférence de presse précédant son discours, il a dit qu'il serait en mesure de rendre publique sa décision d'ici quelques semaines. Il a révélé que des pressions s'exercent pour qu'il pose sa candidature mais, a-t-il ajouté, il s'agit d'une décision très importante, non seulement pour moi mais aussi pour ma famille et mon parti. Pour l'instant, il procède à des consultations et réfléchit.

Un autre fait ressort de l'allocation de M. Bourassa. Celui-ci, au tout début de son discours, a avoué, "en toute candeur", qu'il avait accepté "avec un certain empressement" de remplacer M. Lesage qui devait, d'abord se rendre à Sir George, hier soir. Une telle affirmation ne peut, naturellement, que renforcer l'hypothèse qui veut que M. Bourassa soit le dauphin de M. Lesage.

A ce sujet, M. Bourassa a déclaré hier aux journalistes qu'il faudrait poser la question à M. Lesage mais, a-t-il laissé entendre, il n'y aura peut-être pas de réponse. M. Lesage ayant déclaré sa neutralité dans la course au leadership.

Quoi qu'il en soit, M. Bourassa, après avoir affirmé que les heures mouvementées qu'a vécues le parti libéral depuis quelque temps étaient un signe de santé pour un parti politique, a dit ne pas partager l'opinion de ceux qui souhaitent voir le chef du parti se démettre immédiatement de son poste.

"J'ai pu constater presque quotidiennement la vigueur de M. Lesage, sa compréhension profonde des problèmes économiques et sociaux du Québec, qu'il en soit, les jeux sont faits, pour le meilleur ou pour le pire. Le parti libéral, qui a été l'instrument par excellence du progrès social au Québec pendant les années 60, doit désormais se trouver un nouveau chef", a déclaré le député de Mercier.

LES PARENTS

pour le ministère. Les propositions étaient au nombre de trois:

Premièrement, on exigeait "la convocation immédiate de l'assemblée nationale pour modifier tout de suite la loi de l'instruction publique afin 1) de reconnaître explicitement le droit des parents de choisir la langue d'éducation de leurs enfants et, 2) d'obliger les commissions scolaires à fournir telle éducation ou les facilités appropriées".

Deuxièmement, on demandait au gouvernement des octrois immédiats "pour financer la reprise et le maintien des classes temporaires jusqu'au moment où les autorités scolaires de Saint-Léonard auront été amenées à respecter nos droits".

Troisièmement, les parents demandaient qu'au cas où la 2ème solution ne serait pas adoptée, le ministre fasse immédiatement des ententes avec les commissions scolaires avoisinantes pour accueillir les enfants anglophones.

Pour expliquer leur rejet des propositions gouvernementales, le comité ad hoc déclare que la solution de l'école privée revient à priver de leurs droits les anglophones. "80% de justice n'est pas justice" disent-ils.

De plus, ils rappellent que pour être déclarés d'intérêt public, une institution doit en faire la demande 90 jours avant l'ouverture des classes, comme la loi l'indique. En somme, "sans ignorer la loi et les règles qui l'ont rédigées, le ministre ne pourrait donner suite en temps utile à la proposition qu'il prétend être la solution au problème de St-Léonard".

Tout ceci revient à dire que l'impasse est encore totale et qu'aucune solution ne semble en vue. A la réunion d'hier soir, on n'aurait étudié aucune autre proposition concrète. A cette réunion participaient M. Beauregard et Mlle Baron, du ministère de l'éducation. Du côté des anglophones, on pouvait voir le président du PACT, le président de l'Association des enseignants de langue anglaise de Montréal, le président de l'Association des parents catholiques de langue anglaise, le prés. et le vice-prés. de l'Ass. des parents de St-Léonard et enfin l'avocat des parents de langue anglaise, M. Sheppard.

LE DUAN

termes de la constitution du 1er décembre 1959.

Aucun délai n'est fixé, dans la constitution pour cette élection.

Par contre, "Radio-Libération", l'émetteur clandestin du gouvernement révolutionnaire provisoire, capté à Saigon, fait état d'un comité de 26 membres qui a été chargé des affaires courantes au Nord Vietnam depuis la mort du président Ho Chi Minh.

En tête de la liste des membres de ce comité vient M. Le Duan, premier secrétaire du parti des travailleurs, suivi par Ton Duc Thang.

A Saigon, les observateurs ont noté que c'était la première fois que le vice-président Thang venait en second lieu, après Le Duan, et avant Truong Chinh, le numéro trois du parti.

M. Le Duan est né en 1908 au Sud-Vietnam. Son ascension dans la hiérarchie du parti est très rapide. En 1957, il est chargé de l'organisation des maquis vietnamiens. En septembre 1960, lors du troisième congrès nord-vietnamien, il succède à la direction du parti à Ho Chi Minh en devenant premier secrétaire.

M. Dan Xuan Khy, 61 ans, alias Truong Chinh (la longue marche) est l'un des théoriciens du parti nord-vietnamien. Il passe pour être un partisan de la tendance chinoise. Après avoir milité et combattu avec les communistes chinois, comme l'indique son surnom, Truong Chinh vient en France où il fait ses études d'instituteur. Il regagne la Chine en 1940 et participe à la fondation du mouvement vietnamien. Elu secrétaire général du Parti des travailleurs en 1946, il quitte ce poste dix ans plus tard après les échecs de la réforme agraire. Il est depuis avril 1964 président de l'Assemblée nationale nord-vietnamienne.

M. Pham Van Dong, considéré avec le général Giap comme l'un des disciples fidèles du président Ho Chi Minh, est né en 1906 à la cour impériale de Hué (Annam) dans une famille de mandarins. Organisateur d'une grève à l'université de Hanoi en 1925, il doit se réfugier à Canton où il fait la connaissance d'Ho Chi Minh.

Après un stage dans une école de cadres communistes, il rentre clandestinement en Indochine. En 1941, il fonde avec Ho Chi Minh le mouvement vietnamien. Ministre des Finances et secrétaire d'Etat à la Défense nationale du gouvernement Ho Chi Minh en 1945, il est depuis 1954 le premier ministre du Nord-Vietnam et vice-président du Conseil de la Défense nationale. Lors des négociations de Genève avec la France, (avril-juillet 1954) il fait preuve de la même ténacité qu'il déploiera par la suite dans la guerre contre les Etats-Unis.

Le général Vo Nguyen Giap, 57 ans, le vainqueur de Dien Bien Phu, l'homme qui s'est hissé au niveau des plus grands stratèges de la guerre révolution-

Medicare
au Manitoba:
réduction
de 88 pour cent

WINNIPEG (PC) — Le ministre de la Santé du Manitoba, M. Sidney Green, a annoncé, jeudi, que les primes d'assurance-maladie au Manitoba seront réduites d'environ 88 pour cent à compter du 1er novembre.

Les primes d'assurance-maladie au Manitoba seront réduites d'environ 88 pour cent à compter du 1er novembre.

Les primes familiales seront réduites mensuellement de \$9.00 à \$1.10 tandis que celle d'un individu sera de 95 cents au lieu de \$4.90.

Le ministre a précisé que ces réductions coûteront environ \$25 millions annuellement et que ce fonds sera prélevé au moyen d'un autre impôt.

Les primes combinées pour les soins médicaux et l'assurance-hospitalisation totaliseront \$99.60 par année par famille et \$49.80 pour un individu. Elles sont présentement de \$204 et \$102 respectivement.

Les juges de
la Cour suprême
devraient
être bilingues

OTTAWA (PC) — Le Barreau canadien applaudit l'actuelle poussée vers le bilinguisme canadien, mais estime qu'il faudra du temps pour que le bilinguisme imprègne l'administration judiciaire au pays.

Me Jules Deschênes, de Montréal, a déclaré à un colloque du congrès du Barreau à Ottawa qu'il serait grand temps, quant à lui, qu'un avocat francophone puisse faire "capter son message" par la Cour suprême du Canada quand il a plaidé devant cette cour.

Il a déclaré que le printemps dernier, ayant à plaider devant la Cour suprême, il a dû formuler sa plaidoirie en anglais parce qu'il était interpellé en anglais par le président du tribunal.

"Il est grand temps, a-t-il dit, que l'on s'assure que les juges du plus haut tribunal du pays soient raisonnablement bilingues."

M. E. Neil McKelvey, président de la Société de Droit de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, a déclaré pour sa part qu'il faudra "au moins une génération" avant que le bilinguisme soit étendu à tous les tribunaux du Nouveau-Brunswick et aux tribunaux des autres provinces.

Le personnel bilingue des tribunaux au Nouveau-Brunswick est de beaucoup insuffisant, a-t-il dit, ajoutant qu'il y avait même insuffisance dans le personnel unilingue anglophone des tribunaux dans cette province.

naire, est un ancien professeur d'histoire d'un lycée de Hanoi. Incarcéré à 18 ans par les Français pour ses idées nationalistes, s'inscrivant à sa sortie de prison au Parti communiste, il a été l'organisateur des premiers maquis vietnamiens.

Commandant en chef des forces vietnamiennes, la chute de Dien Bien Phu lui assura la victoire, le 7 mai 1954, sur le corps expéditionnaire français. Nommé vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale, on pense que son génie tactique et ses capacités manœuvrières inspirèrent les chefs du F.N.L. lors de l'offensive du Tet au Sud-Vietnam qui constitua une surprise totale pour le haut commandement américain.

M. Ton Duc Thang qui est depuis juillet 1960 vice-président de la République préside le comité central du Front patriotique qui regroupe depuis 1955 les trois partis politiques et les diverses organisations de masse au Nord-Vietnam. Communiste de la première heure, il fut condamné en 1930 par les autorités françaises en Indochine à 15 ans de prison. Il fit partie de la délégation vietnamienne aux pourparlers de Fontainebleau en 1946.

Quoi qu'il en soit, une période de deuil national de sept jours a été décrétée par Hanoi, et les messages de condoléances continuent d'affluer. A Paris, les pourparlers de paix n'ont pas eu lieu hier mais ils reprendront la semaine prochaine.

Enlèvement

Les groupes du mouvement, que la faiblesse de leurs effectifs empêche de monter des actions de masse, ont choisi de se livrer à des actes isolés, mais spectaculaires, destinés à frapper l'opinion publique.

M. Burke Elbrick avait l'habitude de se déplacer dans la ville sans escorte. Sa résidence est située dans une artère où la circulation, intense, est souvent paralysée aux heures de pointe. Néanmoins, les ravisseurs ont opéré à une heure où la circulation était assez fluide.

Le président Nixon a convoqué hier après-midi le secrétaire d'Etat William Rogers en apprenant l'enlèvement de l'ambassadeur. M. Nixon avait été informé de cet événement par son conseiller pour les affaires étrangères, le docteur Henry Kissinger.

Un porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que le président Nixon était très préoccupé par l'enlèvement de l'ambassadeur et suivait personnellement très attentivement l'évolution de la situation.

M. Elbrick est le deuxième ambassadeur victime d'un enlèvement dans un pays latino-américain.

Le premier incident de ce genre dans l'histoire diplomatique des Etats-Unis s'est produit au Guatemala le 28 août 1968, lorsque des inconnus ont sorti de force l'ambassadeur John Gordon Mein de sa voiture et l'ont tué à coups de revolver alors qu'il essayait de leur échapper.

Le parc national Forillon n'a
pas encore de limites arrêtées

QUEBEC (PC) — Les limites du futur parc national de Forillon, en Gaspésie, ne sont pas établies de façon définitive; elles restent ouvertes à la discussion mais elles auront fixées selon les critères des parcs nationaux.

C'est ce qu'a déclaré hier

Le PNB
atteindrait
les \$78
milliards

OTTAWA (PC) Le produit national brut du Canada atteindra peut-être les \$78,000,000,000 cette année.

Un porte-parole du ministère des finances révélait, hier, que la nouvelle méthode de calcul des revenus et dépenses du pays faciliteront la tâche des économistes qui doivent établir ces projections.

Cependant, les nouveaux chiffres fournis ne modifient pas les prévisions budgétaires présentées par le ministre des Finances, M. Edgar Benson le 3 juin dernier, qui avait alors annoncé que le produit national brut s'accroîtrait cette année de neuf pour cent au regard du total de l'année dernière.

Les premiers chiffres cités par le Bureau fédéral de la statistique annonçaient un PNB de \$67,368,000,000 pour 1968 ce qui aurait donné, pour cette année, un PNB de \$73,000,000,000.

Au ministère des Finances, on précise que cette révision du mode de calcul a été établie en collaboration avec le BPS et le Conseil économique du Canada et que M. Benson était au courant de ces travaux.

Grâce à cette nouvelle méthode, les prochaines prévisions pourront être encore plus exactes.

Les nouveaux chiffres permettent aussi de déterminer que les émoluments et salaires, de même que les profits des sociétés représentent une portion plus considérable du revenu canadien qu'il n'apparaissait auparavant dans les données du bureau fédéral de la statistique.

INUTILE
D'ATTENDRE
ACHETEZ
MAINTENANT!

Profitez de la meilleure période de l'année pour acheter votre Renault!

Les modèles 1970 seront ici à la mi-septembre, soyez donc assurés de faire le meilleur achat avant la fin de nos modèles 1969.

Voyez ce que vous pouvez obtenir:

Pas 2 mais 4 portes
4 freins à disque
— pas en supplément
mais de série

Pas moins de 40 milles
au gallon
Suspension indépendante
non pas 2 à 4 roues

Rien de moins que le
véritable confort Renault!
Fabriquée au Québec
et non à des milliers
de milles d'ici

Faites vite, venez nous voir
pendant qu'il en reste
encore quelques-unes!

RENAULT CANADA

SUCCURSALES DÉTAIL

6875 Côte de Liesse
735-1331

1824 Ste-Catherine O.
937-9551

4950 Jean-Talon O.
738-1143

dans une interview M. Michel Lefebvre, ingénieur du ministère du Tourisme, de la chasse et de la pêche et l'un des responsables du projet de Forillon.

M. Lefebvre était invité à commenter la nouvelle volonté que le gouvernement songe à inclure le secteur de la presqu'île de Penouille dans le territoire du parc de Forillon.

Penouille est cette presqu'île aux plages sablonneuses, baignée par les eaux de la baie de Gaspé et habitée pendant la belle saison par une centaine de familles qui y ont une maison d'été.

Lors du passage du ministre du Tourisme, de la chasse et

de la pêche M. Gabriel Loubier, en Gaspésie il y a une dizaine de jours, des propriétaires de Penouille ont présenté au ministre un mémoire dans lequel ils revendiquent le droit de conserver leurs propriétés dans ce secteur de la péninsule, advenant son inclusion dans les limites du parc.

Cette démarche a soulevé l'ire de nombreux résidents du territoire du futur parc et une trentaine d'entre eux qui se sont réunis à Cap-aux-Œufs, en fin de semaine dernière, ont décidé de former un comité qui tentera de faire échec aux protestataires de Penouille.

Dingé par M. Alfred Briard,

ce comité veut faire une première démarche auprès du gouvernement afin d'obtenir le plus d'information possible sur ses intentions vis-à-vis les citoyens qui seront expropriés.

M. Briard a particulièrement fustigé ceux des propriétaires qui "par égoïsme et manque de sens social" tentent de soustraire l'une des plus belles parties du territoire aux limites du parc.

Pour sa part, M. Lefebvre a déclaré que les limites du parc de Forillon ne sont pas gelées et que Penouille, tout comme d'autres points, fait l'objet de discussions en vue de les inclure dans le futur parc.

COMPTABLES AGRÉÉS

MEMBRES DE
L'INSTITUT DES COMPTABLES AGRÉÉS THE INSTITUTE OF CHARTERED
DE QUÉBEC ACCOUNTANTS OF QUÉBEC

-- Établi en 1880 --
C.-D. Mellor, C.A., Directeur Administratif
Édifice des Comptables Agréés, 630 ouest, rue Lagachetière - Tél. 861-1891

**ARCHAMBAULT, MARCHAND
BOIVIN, ARBOUR, LAFLEUR
& CIE**
Comptables agréés
159 o., rue Craig 861-1491

**ARMAND, FILLION
& ASSOCIÉS**
Comptables agréés
3785 ouest, Jean-Talon
RE 1-7601
Ville Mont-Royal

**BASTIEN, BARRIÈRE
& ASSOCIÉS**
Comptables agréés
F.J. Bastien, C.A. R. Barrière, C.A.
O. Borduas, C.A. B. Pelletier, C.A.
J.M. Jodry, C.A.
Édifice Banque Canadienne Nationale,
300 Place d'Armes, Suite 1504
Montréal 126, Qué. - 844-4445

**BENOIT, DIRY, BERTRAND,
PAQUETTE & CIE**
Comptables Agréés
1500 St-Jacques, Suite 306
Montréal 24, Qué.
Téléphone 527-9231

**LORENZO, BÉLANGER
& ASSOCIÉS**
Montréal - Paris, France
Chicoutimi, Qué.
En collaboration avec
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
ÉCONOMIQUES ET
COMPTABLES
Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'Ordre de Paris
Paris, France - Montréal
1980 ouest, rue Sherbrooke
937-4238

**BESNER, TREMBLAY
BOURDELLAIS & CIE**
EDOUARD RICHARD & ASS.
Comptables Agréés
Chartered Accountants
Montréal - Québec
222 est. Henri-Bourassa
Montréal 357, Qué.
Tél.: (514) 389-5995

BERNIER & BISSON
Comptables agréés
60 St-Jacques, Suite 601
Montréal 845-0209

PAUL E. BONNIER
Comptable agréé
Suite 3100, Place Victoria
Montréal 3, Qué.
861-5741

CLARKSON, GORDON & CIE
Comptables agréés
R.V. Barnett, C.A. H.E. Bell, C.A.
A.M. Cammard, C.A. M.M. Caron, C.A.
L.J. Corriveau, C.A. M.A. Denege, C.A.
W.A. Farlinger, C.A. A.W. Gilmore, C.A.
J.B. Glick, C.A. J.P. Gervais, C.A.
G. Gosselin, C.A. K.A. McKenna, C.A.
G.P. Keating, C.A. R. Pearl, C.A.
R. Normandeau, C.A. W.J. Smith, C.A.
S.S. Sutherland, C.A.

**Associés-résidents
Montréal - Québec**
Hollax, Saint-Jean (N.B.), Ottawa,
Toronto, Hamilton, Kitchener, London,
Windsor, Port Arthur, Winnipeg,
Regina, Calgary, Edmonton,
Vancouver, Victoria.

**CLOUTIER, FONTAINE
CROTEAU & ASSOCIÉS**
Comptables Agréés
Cloutier, M.S.C. C. Guy Croteau, C.A.
506 est, rue Ste-Catherine
Suite 810
Montréal 132 849-9281

**COURTOIS, FREDETTE,
CHARETTE & CIE**
Florian Fredette, C.A. Guy Charette, C.A.
Roger Poupart, C.A. Martin Laplante, C.A.
Robert Roy, C.A. J. Claude Charette, C.A.
Jean Bellet, C.A. Gilles Fousse, C.A.
Honoré Mercier, C.A. Jean Paul Bern, C.A.

**DECARUFFEL, DECARUFFEL
& L'ESPERANCE**
Comptables Agréés
50 ouest, Place Crémazie
Suite 1010 Tél. 384-1890

**DENIS, DESMARIS, HOULE
MOONEY ET ASSOCIÉS**
Comptables agréés
J.P. Denis, B.A., B.S., L.S.C., C.A.
Roger Houle, B.A., L.S.C., C.A.
Gaston Desmaris, C.A.
Duncan J. Mooney, C.A.
Olivier Saville, B.A., L.S.C., C.A.

**60, rue Saint-Jacques
Montréal 845-5208**

**GAUVIN, PRENOVOST, DUMAIS
ET ASSOCIÉS**
Comptables agréés
561 est, boul. Crémazie
Montréal 11 384-1430

**GLENDINNING, JARRETT
GOULD & CIE**
Comptables Agréés
715 Carre Victoria 844-3307
Montréal, Québec, Toronto, Buffalo,
Winnipeg, Calgary, Kamloops, Vancouver

KENDALL, TRUDEL & CII
Comptables agréés
1015 Cote Beaver Hall
866-8563

**LACHANCE, BROUSSEAU,
ALLARD & CIE**
Comptables agréés
Benoit Lachance, C.A.
Pierre T. Brousseau, C.A.
Glen Allard, C.A.
Roger Moyné, C.A.
A. Wilson, C.A.
Pierre L. Lacombe, C.A.

**110 ouest, Place Crémazie
Suite 750 - 381-9323**

LACOURSE, LAMARRE & CIE.,
Comptables agréés.
Léon Lacourse, C.A.
Bernard Lamarre, C.A.

**2235 est, rue Sherbrooke
Montréal 24 - 523-3189**

**NOISEUX, LYONNAIS,
GASCON, BEDARD,
LUSSIER, SÉNÉCAL
& ASSOCIÉS**
Comptables agréés
Paul Noiseux, C.A. Roger Lyonnais, C.A.
Léon Gascon, C.A. Pierre Bedard, L.L.C. C.A.
Jean Lussier, C.A. René Sénécal, C.A.
André Lussier, C.A. Gilles Chiquet, C.A.
Gilles Poupart, C.A. Marcel Demers, C.A.
Serge Chénier, C.A. Claude Dures, C.A.

**213 rue St-Jacques,
Montréal 849-7791**

**LLOYD, COUREY, WHALEN
& BRUNEAU**
Comptables agréés
360 St-Jacques, Suite 567
Tél.: 849-8331

**MAHEU, NOËL, ANDERSON,
VALIQUETTE & ASSOCIÉS**
Comptables Agréés
Société nationale affiliée
COLINS, LOVE, EDIS, VALIQUETTE & CO.
Rue Beauséjour
Montréal et dans d'autres villes au Canada
Correspondants en Grande Bretagne et
aux États-Unis d'Amérique
307 Place d'Armes (Suite 1100)
Montréal 1, Qué.
Code 514 - 842-6651

MALLETTE, NORMANDIN & CIE
RENÉ DE COTRET & CIE
Comptables agréés
Yvon Normandin, C.A. Paul E. Mallette, C.A.
Gilles R. Normandin, C.A. André Roussel, C.A.
Bernard Dumais, C.A. Gilles Chiquet, C.A.
Jean J. Lecomte, C.A. Guy Lefebvre, C.A.
André Fournier, C.A. Jean La Courture, C.A.
René Chénier, C.A.

**1440 ouest, Ste-Catherine
866-2891**
Ottawa, Québec, Drummondville,
Nicolet, Trois-Rivières, St-Jérôme,
Gatineau, Chicoutimi, Hawkesbury

MCDONALD, CURRIE & CIE
COOPERS & LYBRAND
Comptables agréés
630 ouest, boul. Dorchester,
Montréal 2 875-3140

MERCIER, ROY, DORAY & CIE
Comptables agréés
Gaston H. Mercier, C.A.
Robert Roy, C.A.
Pierre Doray, C.A.

**3500 Parc Lafontaine
Suite 404
Montréal 24 526-0828**

**MESSIER, GUY,
BOURGEOIS, HOUE,
OUMET & ASSOCIÉS**
Comptables agréés
Guy Messier, L.S.C., C.A.
Jacques Bourgeois, L.S.C., C.A.
Robert Houé, B.A., C.A.
Guy Oumet, C.A.

**50 Place Crémazie
Montréal 351 Suite 422
387-6422**

NADEAU, PAQUET & CIE
Comptables agréés
Jacques R. Nadeau, C.A.
Paul Paquet, C.A.
Gilles Nadeau, C.A.
Michel Paquet, C.A.
F. G. Nadeau, C.A.
Gilles Nadeau, C.A.

1420 ouest, Sherbrooke,
Ch 502 842-6812

PRICE WATERHOUSE & CO.
Comptables agréés
5 Place Ville Marie 866-9701
Montréal, Halifax, Ottawa,
Toronto, Hamilton, London,
Winnipeg, Vancouver, Victoria

PROULX, D'ORSNONNES & Cie
Comptables agréés
Proulx, D'Orsnonnes, C.A.
360 ouest, Saint-Jacques
Suite 2004
VI 4-3017

**RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARE & CIE**
Comptables agréés
RAYMOND CAMBELL BELANGER
WALTON CHABOT & WILLETTS
Comptables agréés
820 Tour de la Bourse
Place Victoria
Montréal 3, Québec
Montréal Sherbrooke, Las Vegas,
Rouyn, Toronto, London, Sarnia,
Edmonton, Vancouver, Victoria,
Penticton

Le ministère publie son projet de règlements

Les députés étudient jeudi la loi-cadre d'aide sociale

par Gilles Lesage

QUEBEC — Le ministère de la famille et du bien-être social vient de rendre public le projet de règlements se rapportant au projet de loi sur l'aide sociale, communément appelé bill 26.

Le projet de loi avait lui-même été déposé à l'Assemblée nationale, en mai dernier.

Le projet et les règlements qui s'y rapportent feront l'objet d'un examen public par la commission parlementaire de la famille et du bien-être social. Des séances sont prévues pour les jeudis, 11 et 18 septembre.

Jusqu'ici, trois groupes seulement ont fait part de leur intention d'être entendus, soit le 18. Ce sont The Allied Jewish Community Services of Montreal, The Montreal Diet Dispensary et un groupe d'anglophones bénéficiaires d'assistance sociale, dont le porte-parole est M. Mike Keyes. D'autres se proposent sûrement de comparaître, mais ils n'en ont pas encore fait part au secrétaire des commissions.

La commission est formée de douze députés, dont le ministre, M. Cloutier, et MM. René Lévesque, Victor Goldbloom et Emilien Lafrance. M. Marcel-R. Plamondon, député de Portneuf, en est le président.

Le projet propose une loi-cadre qui refond complètement diverses lois d'aide sociale en une seule.

L'aide sociale sera accordée sur la base du déficit qui existe entre les besoins d'une famille ou d'une personne seule et les revenus dont elle dispose. Elle sera accordée à l'ensemble de la famille, en tenant compte des besoins et des moyens de l'ensemble de ses membres, et en faisant une distinction entre les besoins ordinaires d'une famille ou d'une personne seule, et ses besoins spéciaux.

En vertu du projet, la nourriture, le vêtement, les nécessités domestiques et personnelles ainsi que les autres frais afférents à l'habitation d'une maison ou d'un lo-

gement sont des besoins ordinaires; tous les autres besoins sont des besoins spéciaux.

Le coût mensuel des besoins ordinaires sera déterminé de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire par le conseil des ministres.

Au titre des besoins spéciaux, l'aide sociale pourra couvrir en tout ou en partie:

a) Les frais se rattachant à l'état de santé des personnes, entre autres aux médicaments requis, aux soins dentaires, aux prothèses et appareils orthopédiques nécessaires;

b) Le coût des services d'une auxiliaire familiale ou d'une aide-ménagère;

c) Les frais requis pour le retour au travail ou la conservation d'un emploi;

d) Les frais de transport pour fins d'hospitalisation.

Lorsqu'un besoin spécial présente un caractère de continuité, l'aide sociale peut être fournie sur la base du coût

mensuel moyen, lequel devra toutefois faire l'objet d'une révision périodique.

Critères d'évaluation des ressources

La valeur des biens d'une famille ou d'une personne seule ne doit pas excéder:

a) Dans le cas d'une famille qui est privée de moyens de subsistance, \$2,000, plus \$200 par enfant;

b) Dans le cas d'une famille qui a besoin d'aide pour éviter qu'elle ne soit privée de moyens de subsistance ou à laquelle le ministre propose un "plan de relèvement", \$2,000 plus \$200 par enfant, l'avoir liquide ne devant pas excéder \$200.

c) Dans le cas d'une personne seule qui est privée de moyens de subsistance, —\$1,000.

d) Dans le cas des autres personnes seules, —\$1,000, l'avoir liquide ne devant pas excéder \$100.

Suite à la page 8

M. Des Rivières, directeur de la prison de Montréal

QUEBEC (OIPQ) — Le ministre de la justice, M. Rémi Paul, a annoncé la nomination de M. Roger des Rivières au poste de directeur de la prison de Montréal, en remplacement de M. Albert Tanguay.

M. Albert Tanguay, qui occupait cette fonction depuis 1962, sera appelé à remplir, auprès du directeur général des prisons du Québec, le docteur Maurice Gauthier, de hautes fonctions administratives.

Le nouveau directeur de la prison de Montréal, M. Roger des Rivières, occupait depuis deux ans le poste de directeur du collège des surveillants. Cette fonction lui a permis d'acquiescer une parfaite connaissance des règlements régissant les établissements de détention. L'expérience militaire antérieure de M. des Rivières l'a de plus rompu aux usages administratifs et aux relations humaines.

D'autre part, c'est M. George Rochon qui assumera les fonctions de directeur du collège des surveillants. M. Rochon, qui est présentement agent de probation au bureau de Montréal, est entré au ministère de la justice le 4 janvier 1968.

Le nouveau directeur du collège des surveillants est licencié en pédagogie. Outre ses connaissances du milieu correctionnel, M. Rochon compte plusieurs années d'expérience dans l'enseignement.

Création d'emplois

M. Kalmen Kaplansky a déclaré, mardi, devant les membres du club Rotary de Montréal, que le plus grave problème auquel doit faire face l'humanité est celui de la création d'emplois. Il a rappelé que les prévisions établies par l'ONU indiquent que 280 millions d'individus entreront sur le marché du travail entre 1970 et 1980.

Le taux d'intérêt légal

L'article 644 du Code de procédure civile serait inconstitutionnel

Le juge Maurice Perron de la Cour provinciale, dans un jugement rendu la semaine dernière, a proclamé l'inconstitutionnalité d'un article du Code de la procédure civile traitant des taux d'intérêt. Par sa décision, le juge a accepté une plainte portée par une compagnie de finance contre le défendeur, lequel était sous le coup de la loi des dépôts vo-

lontaires (loi Lacombe).

Dans son jugement, le juge Perron déclare que l'article 644 du Code de procédure civile, qui dit que "toute réclamation porte intérêt du jour de sa date au taux légal" vient à l'encontre de l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique, qui accorde au seul parlement du Canada le pouvoir de légiférer sur l'intérêt de l'argent, la loi concernant les prêteurs d'argent et la loi concernant les petits prêts.

Cet article 644 du Code de procédure civile entre par conséquent en conflit avec la juridiction fédérale et avec le Code civil du Québec.

Le juge Perron avait à décider de la validité d'une plainte portée par la Laurentide Acceptance Corporation contre un client de cette dernière qui, après avoir eu recours à la loi Lacombe, se voyait réclamer une somme de \$159 représentant la différence entre le taux d'intérêt de 5% touchant les remboursements de dette faits sous la loi Lacombe et le taux d'intérêt contractuel de 24% par année accepté par le défendeur lors de son emprunt à la compagnie de finance.

"Il est clair, dit le juge Perron, que l'objet réel de l'article 644 du nouveau Code de procédure civile a eu pour but de priver le créancier, qui était intervenu dans un contrat non contesté par son débiteur,

de recevoir le taux contractuel d'intérêt qu'il avait légalement accepté avec son débiteur. Et le créancier, qui pourra avoir emprunté ses fonds de différentes banques (dont le taux actuel est de 8 ou 9%) pour le prêter à un taux de 24% par année, suivant les dispositions d'une loi fédérale, légalement, dans un contrat dûment intervenu entre deux parties majeures, qui n'ont pas soulevé de lésion entre elles suivant les dispositions des articles du Code civil, se verra payer à un taux d'intérêt inférieur, savoir à 5%, et sera privé d'un revenu que la loi lui permettait d'obtenir".

De son côté, le procureur du défendeur avait démontré l'absurdité de la situation en soulignant qu'un défendeur qui n'est plus sous la protection de la loi Lacombe parce qu'il a payé ses dettes et qu'il en a été libéré pourrait, comme dans le cas actuel, faire face à un nouveau jugement rendu contre lui et se voir, par conséquent, saisir ses meubles ou son salaire, à moins qu'il n'opte à nouveau de recourir à la loi Lacombe, qui paiera à nouveau 5% d'intérêt. Le débiteur sera de nouveau libéré, la compagnie créancière pourra à nouveau réclamer l'intérêt contractuel impayé et ainsi de suite.

C'est en vertu de ces constatations et du fait notamment que le mot "seulement" après

les termes "au taux d'intérêt légal" dans l'article 644 du CPC est abusif et partant inconstitutionnel ainsi que du fait que la demanderesse avait plaqué l'inconstitutionnalité de cet article par voie de réponse dans ses procédures judiciaires que le tribunal a déclaré l'article 644 inconstitutionnel, non en soi, mais quant au taux d'intérêt légal "seulement".

Alger aura sa mission commerciale à Montréal

Le commissaire général du pavillon de l'Algérie à Terre des Hommes, M. H. Belhadad, a déclaré que son gouvernement "envisage dans un proche avenir, d'ouvrir une mission commerciale et touristique à Montréal". Il semblerait que ce projet à l'étude depuis déjà un an, verrait le jour au cours de la prochaine année. La république algérienne possède présentement une ambassade à Ottawa.

Le CSE s'opposerait à la norme 1/17 pour le secondaire

par Gilles Provost

Le conseil supérieur de l'éducation serait opposé au rapport maître-élèves (1/17) que le gouvernement a imposé au niveau secondaire pendant la dernière négociation provinciale avec les enseignants.

Cette prise de position serait contenue dans un mémoire qui a été remis récemment au ministre de l'éducation, M. Jean-Guy Cardinal. Le contenu exact du mémoire n'a pas encore été divulgué. L'OIPQ a simplement révélé hier que ce document soumettait des recommandations sur l'intégration des enseignants professionnels aux commissions scolaires". Ces commentaires seront examinés avec l'attention appropriée, ajoutait la dépêche.

Rejoint hier par téléphone, le secrétaire adjoint du conseil, M. Desrosiers, s'est contenté de déclarer que la nouvelle ne devait pas paraître avant le 11 septembre. "Quand on remet un document au ministre, a-t-il expliqué, on lui laisse le temps de le lire avant d'avertir la presse. C'est une question de politesse. Aussi tôt que le CSE saura que le ministre a pu en prendre connaissance, il publiera le texte".

Sur le rapport maître-élèves, M. Desrosiers s'est contenté de confirmer qu'il en était question longuement dans le mémoire. On sait cependant de sources sûres que le CSE est opposé au maintien de la norme 1/17 pour le secteur professionnel. Il se serait abstenu de prendre position plus tôt pour ne pas intervenir dans les négociations de travail.

Les recommandations du CSE font suite à une étude approfondie de la question. Le conseil aurait eu connaissance

de cas où certains cours auraient été refusés par les commissions scolaires: ils exigent des ateliers de 10 à 15 élèves. Ils étaient donc impossibles à mettre sur pied en gardant simplement un professeur pour 17 élèves. Selon certains membres du CSE, cette norme va nettement à l'encontre de l'esprit de la polyvalence.

Le conseil aurait aussi étudié la possibilité et l'opportunité d'imposer certaines options particulières même si elles sont dispendieuses. Il faudrait alors une planification rigoureuse pour éviter les "doublures".

Le conseil se serait aussi penché sur un bon nombre d'autres questions: les programmes sont-ils adaptés, dans le secteur professionnel? L'intégration de professeurs (qui viennent surtout des industries) se fait-elle harmonieusement? L'intégration a-t-elle vraiment revalorisé les cours techniques? Que faire avec les étudiants qui échouent au CEGEP? Les régionales sont-elles tenues de les reprendre et de leur donner une formation professionnelle? etc.

On ignore encore la plupart des recommandations mais elles seront rendues publiques d'ici peu.

COURS BAYARD

COLLÈGE MIXTE
Directrice: Mme SENART

COURS PRIMAIRE FRANÇAIS

3705, rue Coronet Tél.: 933-3166

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT

PROGRAMME INDIVIDUEL D'ÉTUDES COMMERCIALES

SECTIONS: JOUR ET SOIR

Nouveaux cours commençant en septembre

HABILETÉS TECHNIQUES

- Sténographie
- Dactylographie
- Dictaphone
- Perforatrice IBM

ADMINISTRATION DES AFFAIRES

- Publicité
- Comptabilité
- Principes d'organisation de gerance et d'administration
- Correspondance commerciale
- Machine comptable

LANGUES

- Conversation anglaise
- Conversation espagnole
- Français des affaires

FORMATION PROFESSIONNELLE

MÉDICALE

- Anatomie et physiologie
- Pratique du secrétariat médical

EXÉCUTIVE

- Comptabilité du secrétariat
- Pratique du secrétariat exécutif

LÉGALE

- Pratique du secrétariat légal
- Droit Commercial
- Psychologie

POUR RENSEIGNEMENTS
ÉCRIREZ OU TÉLÉPHONEZ



Collège O'Sullivan

EDIFICE O'SULLIVAN
1191 RUE DE LA MONTAGNE
MONTREAL 107
TÉLÉPHONEZ: 866-1628

Inscription:

Jour: Lundi à vendredi, 9 hres à 17 hres.
Soir: Lundi et mercredi, 18 hres à 21 hres.

ESPAGNOL ITALIEN

25 cours - un soir par semaine

Début des cours à 2 endroits facile d'accès

lundi 22 septembre; mercredi, 24 septembre

CERTIFICATS ET DIPLOMES

TOUS LES PRIVILEGES DU MEMBRE

Soirées de films, dîners-causeries, excursions, bulletins, etc.

Prix de faveur à plusieurs spectacles et concerts

PLUS DE 12,000 ÉTUDIANTS ONT SUIVI NOS COURS

Pour renseignements, écrivez ou téléphonez à

L'Union des Latins d'Amérique

844-6835 - 844-2433

GRATIS

LD 5-9-69

L'UNION DES LATINS D'AMÉRIQUE
57 ouest, rue St-Jacques, Montréal 1, P.Q.

Je désire des renseignements ou sujet de vos cours

□ D'ESPAGNOL □ D'ITALIEN

ainsi votre dépliant et quelques exemplaires de votre bulletin

Nom.

Adresse. Tél.

VIENT DE PARAÎTRE...

LE CIEL DE QUÉBEC

UN GRAND ROMAN DE JACQUES PERRON

• Une oeuvre magistrale! • L'Événement littéraire de l'année!

En vente partout à \$5.00 - Distributeur: l'Agence de Distribution Populaire inc., 1130 est, de la Gauchetière, Montréal - Téléphone: 523-1600

AUX ÉDITIONS DU JOUR...



ÉDITIONS DU
JOUR

Distribués par Jacques Hébert
1651 ST-DENIS MONTRÉAL
V19 2J28

Les fruits amers de l'intolérance

Il faut dénoncer avec la plus grande vigueur les agitateurs stupides qui sont à l'origine des troubles survenus à Saint-Léonard mercredi soir. Il faut également réprouver les citoyens, d'origine italienne ou autre, qui se sont prêtés aux manœuvres belliqueuses des fauteurs de trouble.

Les événements qui viennent de se produire comportent une leçon grave pour les autorités policières et municipales de Saint-Léonard. En prévision d'autres difficultés qui pourraient surgir avant longtemps, il serait bon que les autorités québécoises s'assurent que l'on pourra compter, dans cette ville, sur un service d'ordre à la fois impartial et efficace. De nombreux indices recueillis l'autre soir révèlent qu'il y a lieu d'être vigilant à ce sujet. Souhaitons que la leçon soit entendue pendant qu'il est encore temps.

Mais laissons de côté ces considérations directement reliées à la quasi-émeute de mercredi soir. Essayons plutôt de dégager de l'événement certaines constatations qui projettent un jour nouveau sur la crise de Saint-Léonard et qui font voir l'urgence d'accepter une solution de compromis comme celle qu'a mise de l'avant le ministre de l'éducation.

Nous avons critiqué et dénoncé à maintes reprises l'intransigeance dangereuse de M. Raymond Lemieux et de ses amis. Nous n'entendons rien atténuer de ce que nous avons écrit à ce sujet.

Mais il est un autre aspect de la querelle de Saint-Léonard qui a moins retenu l'attention des observateurs et qui vient d'être mis en lumière par les événements des derniers jours: c'est l'intransigeance aussi farouche dont se nourrit, selon toute apparence, le groupe opposé à M. Lemieux et au M.S.

Si les citoyens qui se disent lésés à Saint-Léonard, de même que leurs porte-parole, avaient été intéressés d'abord à régler le problème pratique qui se pose à eux, ils ne seraient pas allés, à la première occasion, casser la figure de l'adversaire. Ils auraient plutôt saisi avec empressement la branche d'olivier que leur tendait le ministre de l'éducation. Ils auraient tenté par tous les moyens d'explorer avec l'autorité compétente les implications de la solution proposée par celle-ci.

Or, telle n'a pas été l'attitude des princi-

paux intéressés. Ceux-ci ont plutôt cédé à la tentation de la démagogie qu'aux invitations de la démocratie constructive. Les propos que M. Robert Beale a tenus depuis une semaine ou deux étaient souvent entachés d'ambiguïté. La manière dont il a prétendu procéder, pas plus tard qu'hier, en vue d'arranger une rencontre avec le ministre de l'éducation, relevait de la plus pure arrogance. Cet homme ne veut sans doute pas la violence. Il désire sûrement une solution. Il a cependant parlé et agi, depuis quelques jours, comme un leader qui ne se rend compte ni de la gravité du problème que doit résoudre le gouvernement, ni de la portée de ses propres paroles.

Les parents affectés par la décision de la Commission scolaire de Saint-Léonard faisaient figure, jusqu'à maintenant, de citoyens victimes d'une injustice. Depuis mercredi soir, ils font aussi figure, aux yeux de l'opinion, de citoyens mis par un fanatisme non moins dangereux que celui auquel ils s'attaquent. Ils pourront invoquer, à leur décharge, les provocations subies depuis quinze mois. On ne pourra que déplorer, en retour, qu'ils aient succombé à la tentation de la violence au moment précis où le gouvernement se montrait enfin disposé à intervenir positivement.

Pour le Star de Montréal, la solution proposée par M. Cardinal n'en est pas une. À deux reprises, en éditorial, il a rejeté avec mépris la suggestion du ministre de l'éducation.

Nous craignons qu'en cette affaire, le Star ne comprenne pas très bien le caractère vraiment explosif de la situation que doit affronter le gouvernement et qu'il ne soit victime de l'hostilité systématique qu'il n'a cessé de manifester à l'endroit du ministre de l'éducation depuis de nombreux mois. Si M. Cardinal a pris la peine de publier vendredi une déclaration officielle sur la question de Saint-Léonard, il y a tout lieu de croire que cette déclaration, faisant suite à une réunion du cabinet tenue deux jours plus tôt, exprimait la volonté du gouvernement et non du seul ministre de l'éducation.

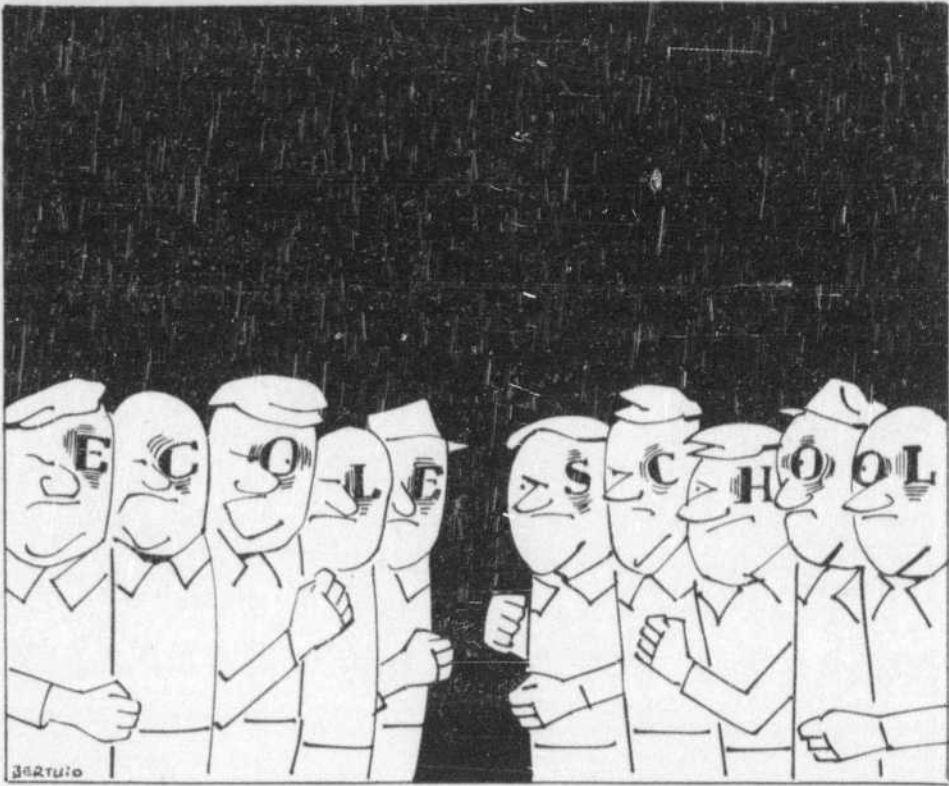
Faire mine, dans ce contexte, d'en appeler à l'autorité supérieure de M. Bertrand, c'est s'imaginer trop facilement que le gouvernement reste aussi divisé qu'il l'était avant la convention de juin, c'est également parler comme si l'on n'avait pas conscience

de la profondeur à laquelle plonge, dans la conscience canadienne-française, la polémique autour de la question linguistique. Le Star écrit: reconnaissez les droits des parents de Saint-Léonard et faites ensuite ce que vous voudrez pour promouvoir la langue française. Il ne se rend pas compte qu'en écrivant ainsi, il nie la problématique même qui a donné naissance au conflit de Saint-Léonard. On peut accepter ou rejeter pour soi-même cette problématique. On ne saurait nier qu'elle soit la donnée centrale de la question de Saint-Léonard, sans se situer du même coup complètement en dehors du vrai débat.

Nous croyons comprendre qu'en dehors d'une solution littéralement dictée par Québec — laquelle exigerait une loi d'exception, particulièrement odieuse et explosive dans le contexte actuel — toute autre solution que celle qu'a proposée M. Cardinal doit nécessairement passer par l'acquiescement actif de la Commission scolaire de Saint-Léonard. Si tel est bien le cas, le recours à la loi des écoles privées, assorti de toutes les réserves qu'on jugera nécessaires de formuler, paraît bien être le mode le plus pratique de solution temporaire. Il y a des cas où le mieux est l'ennemi du bien. Nous nous demandons si l'ultimatum servi hier à M. Bertrand par le Star ne relève pas de ce travers.

A mesure que se développe la phase présente de Saint-Léonard, on a le pressentiment que celle-ci pourrait être, au cours des semaines à venir, le foyer de l'une des plus formidables concentrations d'intolérance et de passion qu'on ait vue au Québec. Pendant que le Star et certains citoyens anglophones de Saint-Léonard sont enclins à rejeter avec mépris la solution imparfaite mise de l'avant par le gouvernement, d'autres éléments s'apprêtent à empêcher la mise en oeuvre de cette solution sous prétexte qu'elle constitue une trahison pure et simple du peuple québécois. Pour que cette solution, même imparfaite, puisse être mise en route, il faudra que le gouvernement puisse compter sur l'appui actif de tous les citoyens qui veulent que les problèmes se règlent chez nous dans l'ordre et la légalité. On doit savoir, en tout cas, que tout autre gouvernement, aux prises avec le même problème, aurait autant de difficulté à s'en sortir.

Claude RYAN



Interview à "Format 30"
 M. Cardinal et le problème de St-Léonard

QUESTION — La fameuse question de Saint-Léonard. Est-ce que ce problème là n'est pas insoluble de fait? Est-ce que vous ne pouvez pas dans l'Union nationale faire l'unité sur une solution? Est-ce que ce n'est pas fondamentalement un problème de division au sein de votre parti quant au problème de la langue pour l'ensemble du Québec?

● Mardi soir dernier, M. Jean-Guy Cardinal était interrogé à l'émission "Format 30" de Radio-Canada par les journalistes Louis Martin et Réal Barnabé. Voici le texte des réponses que le ministre de l'éducation a apportées à cette occasion à des questions consacrées à la querelle de Saint-Léonard.

aucun cas on puisse avoir une base solide venant d'études approfondies.

Question — Mais vous-même, vous vous rangez plutôt spontanément dans le camp des pessimistes, mais vous attendez des faits nouveaux?

M. Cardinal — Non, je ne me range pas dans le camp des pessimistes. Parlez-vous de la situation à Saint-Léonard ou de la situation générale de la langue française au Québec? Non, c'est-à-dire qu'au contraire, je me place dans le camp de ceux qui veulent faire quelque chose.

Question — De toute manière pour alléger la tâche du ministre de l'éducation, on a créé une autre commission d'enquête?

M. Cardinal — La Commission Gendron?

Question — Oui.

M. Cardinal — J'admets qu'il peut y avoir là une apparence de contradiction. La restructuration se fera même si le rapport de la commission Gendron n'est pas rendu. Cependant le Gouvernement a demandé à la commission Gendron d'étudier particulièrement ce phénomène et je vous dis qu'avant de déposer le projet de loi sur la restructuration scolaire je demanderai l'avis, non pas sur le projet, mais sur le document de travail, du conseil supérieur, de la commission Gendron, de la commission permanente de l'éducation etc. Parce qu'il y a là quelque chose de vraiment important et ce n'est pas pour causer des délais mais pour vraiment apporter quelque chose qui sera accepté par la population parce, qu'il constituera pour l'île de Montréal, pour une période de temps, une solution à des problèmes comme ceux de Saint-Léonard.

Question — Vous posez l'avis du Conseil supérieur sur le même pied que les autres, c'est un...

M. Cardinal — C'est une autre question. Je sais que le Conseil supérieur a toujours refusé de se présenter devant les commissions, comités et autres groupes du Gouvernement disant qu'il avait de la loi, une situation privilégiée. Je ne discute pas de cette opinion qui peut être étudiée par les juristes. Le Conseil supérieur a certainement le privilège ou la faculté de s'exprimer par la voie normale qui a été prévue lorsqu'il a été constitué.

lettres au Devoir

"Aujourd'hui", c'était hier

Trois quarts d'heure de dialogue et d'information de tout genre, que nous offrait Radio-Canada. Grâce à l'existence des satellites, aucune distance ne pouvait entraver ce besoin de connaissance universel que ressentent de plus en plus les gens du XXe siècle.

Plusieurs pensent que les journaux sont là pour remplacer une émission ou la cote d'écoute ne correspond pas aux sommes dépensées. Ceci n'est plus vrai à l'heure où selon McLuhan "le médium c'est le message". Ce n'est plus vrai à l'heure où le 20e siècle veut anticiper sur le 21e. Ce n'est plus vrai à l'heure où les théories du réalisme fantastique prennent de plus en plus d'ampleur.

urgent qu'on remplace cette émission par une autre du même genre mais dépassant les besoins actuels. Une émission qui nous permettrait de nous intégrer davantage dans notre siècle et dans celui qui vient.

"Aujourd'hui" n'était sans doute pas une émission d'avant-garde, mais elle répondait aux besoins immédiats. Une telle émission ne peut être abandonnée que dans l'intention d'en produire une meilleure. N'est-ce pas, messieurs les réalisateurs de la société Radio-Canada?

Si non, c'est dommage... pour nous et pour les spectateurs. J'espère vous revoir au XXe siècle.

D. LAPOINTE.

Tout ceci pour signifier qu'il est

Warwick, 29-8-69.

Et les laïcs... ?

Presque chaque jour il s'agit de prêtres contestataires, de disputes entre évêques, de clergé avant-gardiste et traditionaliste. Quant aux laïcs, aux catholiques, peu importe leur avis. On décide de communier debout, d'introduire des expressions comme "prends pitié", on supprime le Kyrie et on conserve l'Hosanna, bref, le clergé prend toute une série de décisions parfois assez drôles sans consulter le peuple chrétien, lui, ne conteste pas, il déserte les églises.

prétendent appliquer les consignes de Vatican II manquant du sens psychologique le plus élémentaire et font preuve d'un autoritarisme qui me fait penser qu'au lieu d'avoir un pape nous avons autant de papes que de vicaires.

Le clergé peut continuer dans cette voie. Il amuse ou scandalise le peuple chrétien selon les cas. De toutes façons il représente de moins en moins les "porteurs d'Évangile et de Vérité".

CHR. VERBERT

Montréal 1-9-69

Un bon conseil

Ministre de l'Ouvrage, Relevez le courage. De nos pauvres chômeurs. Qui sont des gens de coeur.

La vie serait moins chère. Dans toutes les maisons: On ferait bonne chair. Ayant tout à foison.

Tout le long de nos routes. Croissent sapsins, bouleaux; Il conviendrait sans doute. Qu'on débaise au plus tôt.

Ce n'est pas chimérique. Attendez que partout. Un peu d'engrais chimique. Ferait pousser de tout.

C'est un sol inutile. Puisqu'il ne produit rien; Il deviendrait fertile. Et ça ferait du bien.

C'est du fond de mon âme. Que je vous le réclame; J'ai quatre-vingt-douze ans. L'âge du gros bon sens.

J.-D. TOURIGNY

bloc-notes

Terre des hommes et son avenir

La décision du gouvernement provincial de maintenir la subvention qui permettra la réouverture de la Terre des Hommes l'été prochain réjouit les Montréalais et tous ceux qui ont pu visiter se parc incomparable. En attendant la formule qui permettra de rendre cette entreprise permanente, il est heureux que les autorités montréalaises puissent dès maintenant préparer la saison 1970 à la lumière de l'expérience acquise en 1968 et cette année.

Le succès de l'Exposition de 1967 avait quelque chose d'unique. On a beaucoup parlé du déficit d'opération, mais ces dépenses ont suscité des recettes fiscales et touristiques beaucoup plus élevées. Il convient de rappeler quelques-uns de ces chiffres. Les trois gouvernements concernés avaient perçu des taxes additionnelles estimées à \$238 millions, et ils avaient hérité de bien estimées à \$74 millions. Le déficit d'opération de l'Expo-67, qui a été de \$295 millions était déjà plus que couvert par ces deux facteurs.

Mais il faut ajouter que les gouvernements étrangers avaient investi dans les îles une somme globale de \$200 millions, et que les revenus provenant du tourisme ont augmenté de \$490 millions à cause de cet événement international, ce qui a aidé le Canada à faire face à ses paiements internationaux. Cette grande aventure a donc été avantageuse même sur le plan financier, et sans tenir compte de ses efforts bénéfiques à long terme.

propos d'actualité

"L'Afrique a fait un grand chemin pour surmonter la plupart de ses problèmes. Elle reste toutefois confrontée à de nombreuses questions épineuses. Le colonialisme et le racisme sévissent encore en Afrique australe. Il nous faut un sens élevé de notre unité si nous voulons que la voix de l'Afrique ait son poids dans les affaires internationales".

(Haïlé Sélassié, empereur d'Éthiopie, discours prononcé à l'occasion d'ouverture du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 27 août à Addis-Abeba)

"Ne croyez pas que le parti social-démocrate ait déjà pris son parti d'une reconduction de la grande coalition. C'est une erreur. Même si je le voulais, le courant en sens contraire dans mon propre parti serait si fort qu'il m'en empêcherait. Des trois solutions possibles: coalition socialiste-libérale, maintien de la grande coalition ou retour à la coalition bourgeoise chrétienne-démocrate-libérale, c'est la deuxième qui est la plus invraisemblable. Même si le parti nationaliste d'extrême droite entre au Bundestag avec 5% des voix et des sièges, nous élèverons peut-être suffisamment

L'exposition permanente

Plusieurs expositions internationales ont coïncidé avec des développements urbains: il n'était pas question d'en faire des institutions permanentes sauf quand à l'utilisation ultérieure de certains éléments particuliers. L'emplacement choisi pour l'Expo-67 était un parc considérablement agrandi. La vocation naturelle des îles du Saint-Laurent est donc de demeurer un parc public.

Comme Montréal avait l'avantage d'hériter de la plus grande partie des pavillons, il eut été fort regrettable de n'en pas profiter pour conserver à ce parc une dimension culturelle qui soit le prolongement de l'Exposition universelle: on disposait pour cela de pavillons d'une grande diversité et d'une grande beauté.

Cependant, l'expérience de 1968 a démontré que les gouvernements supérieurs, en particulier celui de la province, profitent plus que la ville de Montréal du succès plus ou moins grand d'une entreprise dont la métropole est appelée à faire les frais. À cause de cela, les autorités montréalaises avaient dû annoncer à la fin de janvier qu'elles renonçaient à poursuivre une expérience qui risquait d'entraîner des déficits que la municipalité ne pouvait pas assumer seule.

L'on sait que cette décision a provoqué une vive réaction du public, et a amené les gouvernements supérieurs principalement le gouvernement du Québec, à permettre l'ouverture de la Terre des hommes cette année. Le trésor provincial y était directement intéressé, à cause de l'influence de cette exposition sur le tourisme. C'est l'argument invoqué mercredi par M. Bertrand lorsqu'il a annoncé le renouvellement de la subvention pour l'an prochain.

M. Willy Brand, président du parti social-démocrate d'Allemagne de l'Ouest, déclaration faite lors d'une tournée électorale dans le nord du pays, le 28 août)

"Nous avons réalisé cinq greffes au Cap. Blaiberg a vécu cinq cent soixante-trois jours, M. Peter Smith près d'un an, et il est plus que probable que Dorothy Fisher (la cinquième patiente de Barnard) vivra elle aussi plus d'une année. Les statistiques ont prouvé que si ces patients n'avaient pas subi de greffe, leur durée respective de vie n'aurait pas dépassé en moyenne une trentaine de jours".

(Docteur Christian Barnard lors d'une conférence de presse tenue le 18 août au Cap, à la suite du décès de Philip Blaiberg.)

"Je suis de ceux qui étaient convaincus depuis longtemps que la dévaluation s'imposait, et qu'en voulant maintenir un

L'expérience de 1969

L'expérience en cours se terminera dimanche, de sorte que les résultats complets ne seront connus que dans quelques semaines. L'on sait déjà cependant que les dépenses ont été moins élevées que l'an dernier, notamment parce que la saison d'ouverture a été plus courte. Toutefois, l'exposition 1969 a attiré plus de touristes étrangers que celle de l'an dernier, à cause probablement d'une meilleure publicité.

Pour ce qui est de l'affluence des gens de la région, elle a sûrement été favorisée cette année par le beau temps qui s'est maintenu depuis le début de juillet jusqu'à maintenant. On peut affirmer que l'enthousiasme d'une bonne partie des Montréalais pour l'Expo a été aussi grand cette année qu'en 1968, que l'attrait qu'ils éprouvent pour les îles du Saint-Laurent n'a pas fléchi et qu'ils auraient été profondément déçus si la ville avait dû renoncer à maintenir ce centre de récréation et de culture.

L'an dernier, bien qu'on eut apporté des changements notables, l'exposition conservait un grand nombre d'éléments de celle de 1967. C'était explicable pour divers motifs, et beaucoup de gens ont aimé à voir ce qu'il n'avaient pas pu voir en 1967, en revoir des choses qui méritaient une nouvelle visite.

Cette année, les changements ont été plus prononcés, et les préférences manifestées par les visiteurs indiquent que ces changements sont essentiels pour maintenir l'intérêt. Il faut tenir compte toutefois des exceptions: le film Canada 67, à l'ancien pavillon du téléphone, a attiré pour la troisième année les auditoires considérables; c'est un film documentaire d'une grande beauté et qui sait demeurer à l'affiche. Il semble évident aussi que la bios-

Un parc régional

Le fait que la décision de maintenir l'exposition en 1970 soit prise dès maintenant va permettre de préparer la prochaine saison dans de meilleures conditions qu'on a pu le faire cette année, alors que le sort de la Terre des Hommes a été en balance durant plusieurs semaines en février. La contribution du gouvernement provincial, justifiée par la promotion touristique, peut être une formule acceptable à long terme.

Mais dans la perspective d'un gouvernement régional, qui devra être établi pour la gestion des services intermunicipaux, il serait normal que ce grand parc de caractère métropolitain, qui est accessible aux gens d'une région étendue, soit administré par un tel organisme. Cela n'empêcherait pas de maintenir une contribution provinciale qui permettrait de rendre ce parc plus attrayant pour les touristes.

L'on peut remarquer, en attendant, que la Terre des Hommes apporte une contribution aux villes satellites, non seulement parce qu'elle leur amène leur part du tourisme, mais aussi par les recettes additionnelles assez importantes qu'elle procure au métro et à la Commission de Transport de Montréal, puisqu'une forte majorité des millions de ses visiteurs utilisent pour s'y rendre le transport en commun.

"Ce pays a été, je n'hésite pas à employer le mot, "abrut" véritablement par une emprise excessive de l'administration et de l'état sur la vie économique, il faut savoir libérer les initiatives pour qu'elles puissent se manifester et laisser se développer toutes les énergies qu'elles recèlent. Il faut, par conséquent, que l'État sache se retirer, sache faire moins de choses, moins gérer. Et puis, il faut naturellement que l'État équipe".

Alain Chalandon, ministre de l'équipement et du logement en France, déclaration faite à l'inauguration de la foire-exposition de Chalons-sur-Saône, le 30 août 69)

Alain Chalandon, ministre de l'équipement et du logement en France, déclaration faite à l'inauguration de la foire-exposition de Chalons-sur-Saône, le 30 août)

des
idéesdes
événementsdes
hommes

Un véritable discours-programme Relancer la révolution tranquille sur des voies nouvelles

par ROBERT BOURASSA

● Député de Mercier à l'Assemblée nationale du Québec, critique financier et président de la commission politique du parti libéral du Québec, M. Robert Bourassa remplaçait hier soir M. Jean Lesage à titre de conférencier invité devant un auditoire de Sir George Williams University. Le discours qu'a prononcé à cette occasion M. Bourassa était plus qu'un discours de circonstance. Plusieurs y ont vu, non sans raison, un véritable discours-programme de la part d'un homme que la rumeur désigne de plus en plus comme candidat à la succession de M. Lesage. Voici le texte intégral de cet important discours.

Lorsqu'on m'a demandé de remplacer le chef sortant de l'opposition libérale, l'honorable Jean Lesage, j'avoue en toute candeur que j'ai accepté avec un certain empressement.

Vous n'ignorez pas que le Parti libéral du Québec a vécu des heures mouvementées depuis quelque temps. C'est évidemment un signe de santé pour un parti politique.

Mais je ne partageais pas l'opinion de ceux qui souhaitent voir le chef du parti se démettre immédiatement de son poste. J'ai pu constater presque quotidiennement la vigueur de M. Lesage, sa compréhension profonde des problèmes économiques et sociaux du Québec. Quoi qu'il en soit, les jours sont faits, pour le meilleur ou pour le pire. Le Parti libéral, qui a été l'instrument par excellence du progrès social au Québec pendant les années soixante, doit désormais se trouver un nouveau chef.

Les militants libéraux devront toutefois employer les mois qui s'en viennent à autre chose qu'aux intrigues et aux jeux de couloirs qui vont de pair avec un congrès de leadership. Cette période doit aussi être une de réflexion et de renouvellement, qui leur permettra de former le parti de gouvernement pour les années soixante-dix. Nul plus grand hommage ne pourrait être rendu au père de la révolution tranquille, Jean Lesage, que de relancer cette révolution tranquille dans des voies nouvelles.

Mais avant d'ouvrir ces voies nouvelles, il me semble utile d'évoquer toute la portée de ce phénomène, unique dans les annales politiques du Canada et du Québec.

Une société meilleure qu'il y a dix ans

Commençons par l'évidence. En dépit de la stagnation des investissements, imputable en partie à l'incurie du gouvernement en place, l'économie du Québec se porte infiniment mieux qu'il y a dix ans, qu'elle ne se porterait aujourd'hui si l'on avait toléré plus longtemps l'obscurantisme du régime Duplessis.

Je glisse rapidement sur la réforme du système d'éducation, sur l'implantation d'une infrastructure routière, sur l'assainissement de la fonction publique, sur l'extension de la sécurité sociale — toutes mesures qui contribuent puissamment au développement économique du Québec.

Fondamentalement, il me paraît incontestable que le Québec est devenu une société plus saine, plus ouverte, plus démocratique.

Bien sûr, nous avons subi plusieurs attentats à la bombe; bien sûr, le militantisme étudiant interrompt régulièrement le fonctionnement de nos institutions d'enseignement — et pas seulement celles de langue française, vous, de Sir George Williams en savez quelque chose! Bien sûr, trop de préjugés subsistent encore, tant chez les Québécois anglophones que francophones.

Mais dans une très large mesure, nous avons pu nous accommoder d'une différence fondamentale d'opinion entre une minorité agissante et une majorité plutôt amorphe, en ce qui a trait à l'avenir politique du Québec, sans être affligés des désordres qui ont mis à feu et à sang les grandes métropoles américaines et, plus récemment, l'Irlande du Nord.

Certains sous-produits de la révolution tranquille inquiètent peut-être plusieurs Québécois anglophones: l'entêtement avec lequel les Canadiens français réclament la reconnaissance pleine et entière et même l'extension de la présence française au Canada; ou bien encore, l'apparition sur la scène politique québécoise d'un parti politique ouvertement séparatiste. Mais il faut replacer ces phénomènes dans le contexte qui leur est propre.

On se souviendra que la création de la Commission Lau-
renceau-Dunton a suscité tout un émoi au Canada anglais. On se rappellera aussi que la publication du rapport préliminaire de la Commission avait choqué bon nombre de Canadiens anglophones.

Or, nous constatons aujourd'hui que le gouvernement Trudeau a pu donner force de loi aux premières recommandations de la commission sans que se reproduise l'invisible imbricature provoquée par l'adoption d'un drapeau canadien. Il est bien entendu que pour les Canadiens français, la mise en oeuvre de ces recommandations n'est rien de plus qu'une première brèche sur le "front" du biculturalisme; mais le front est tout de même ébréché.

Quelques fruits de la Révolution tranquille

D'autre part, je vois partout, à droite, à gauche, des hommes d'affaires, des hommes politiques, des universitaires, qui apprennent le français. Cela se "porte" beaucoup depuis quelque temps. Et c'est à peine si l'on a franché les sources lorsqu'il a été récemment recommandé au "Protestant School Board of Greater Montreal" de prendre dans les délais les plus brefs tous les moyens nécessaires pour que les élèves dont elle a la charge puissent parler convenablement en français.

De toute évidence, il y a eu changement d'attitudes chez les Canadiens anglophones; et cette évolution commence à se faire sentir au niveau de l'organisation sociale.

Pour ce qui est du Parti québécois, il me plaît assez que la tendance de l'opinion qu'il représente puisse enfin s'exprimer ouvertement. Cela nous permettra d'en mesurer l'importance véritable; cela nous permettra aussi d'éliminer les griefs très légitimes qui lui valent l'appui ou la sympathie d'un certain nombre de jeunes Québécois. Et le jeu de la politique obligera éventuellement ses chefs à mettre des points sur leurs "i", plutôt que de se complaire dans ces grandes tirades dont ils nous affligent depuis le début des années soixante.

Enfin, il ne faudrait pas passer sous silence un autre sous-produit de la Révolution tranquille. Car si Jean Lesage n'avait pas réussi en 1960 à restaurer l'autorité politique à Québec, il est douteux que Pierre Elliott Trudeau aurait pu amorcer à Ottawa sa propre révolution, encore plus tranquille, mais non moins significative. Il est douteux que les Marchand, les Pepin, les Pelletier, les Kierans seraient aujourd'hui en mesure de taillader dans la lourde machine administrative fédérale, dans le but d'en faire un instrument plus efficace de progrès social, au service de tous les Canadiens.

J'irai même plus loin: je porte au bilan de la Révolution tranquille orchestrée par le Parti libéral du Québec le timide renouvellement de l'Union nationale pendant les années soixante. Que voulez-vous: je dois admettre, tout libéral que je suis, que de Maurice Duplessis à Jean-Jacques Bertrand, il y a quand même progrès!

Mais je laisse à d'autres le soin de détecter les morts. C'est l'avenir qui m'intéresse. Comme je l'ai signalé il y a un instant, le Parti libéral ne doit pas seulement se trouver un nouveau chef. Il doit aussi se mettre en état d'assumer le pouvoir pendant les années soixante-dix, il doit relancer la révolution tranquille dans des voies nouvelles.

Il faut choisir de nouvelles priorités de gouvernement, sur lesquelles le programme électoral du parti sera ensuite axé.

Les priorités de 1960

Quand M. Lesage a formé son premier cabinet, en 1960, la première priorité, c'était de mettre de l'ordre dans le gouvernement. Les libéraux ont dû mettre sur pied, presque à partir de rien, une infrastructure administrative pour organiser les services économiques et sociaux qu'il fallait absolument dispenser à la population, pour encadrer ce vaste programme d'investissements publics qui a presque permis aux Québécois de rattraper en dix ans les Canadiens habitant plus à l'ouest.

La deuxième priorité, c'était bien sûr de faire démarrer la réforme du système d'éducation.

Et puis, il fallait convaincre le gouvernement d'Ottawa qu'il devait respecter la constitution fédérale du pays, qu'il lui fallait désormais traiter avec les provinces comme avec des partenaires égaux, plutôt que de les considérer comme des reliques écumbrantes que certains fonctionnaires fédéraux en mal de pouvoir devaient ménager, afin de poursuivre en douce la centralisation à outrance des politiques économiques et sociales.

Il fallait aussi arracher au trésor fédéral les ressources fiscales dont on avait besoin pour réformer et alimenter la machine gouvernementale québécoise. Enfin, le gouvernement libéral devait forger les instruments qui lui permettraient d'orienter à longue échéance le développement économique du Québec — une fonction que la constitution confie surtout aux provinces.

Tout cela est aujourd'hui en grande partie réalisé. Certes, l'Union nationale n'a pas fait de merveilles mais nous pouvons espérer que les ministres de l'Union nationale ne seront pas la assez longtemps pour que les dégâts soient irréparables. La Révolution tranquille peut donc s'engager dans des voies nouvelles.

La grande priorité des prochaines années

Il n'y a aucun doute dans mon esprit quant à ce qui devrait être la grande priorité de gouvernement pendant les années soixante-dix: c'est évidemment le développement économique.

Chaque année, quelque 50.000 jeunes travailleurs spécialisés sortent des CEGEP et des universités et se présentent sur le marché du travail. Il faut absolument être en mesure de leur fournir des emplois.

Chaque année également, la rationalisation des secteurs primaires comme l'agriculture et la forêt, de même que la contraction des secteurs en déclin de l'industrie manufacturière, entraîneront la mise à pied de milliers de travailleurs. On ne peut non plus se permettre de laisser ces hommes croupir en chômage.

Si le défi du plein emploi n'est pas relevé énergiquement, Dieu seul sait de quel côté les Québécois vont se tourner. Quand je pense que des milliards ont été investis pour former des compétences, il est essentiel que ces dernières puissent profiter au Québec et non à des provinces ou à des pays plus riches que le nôtre. Il est difficile de concevoir qu'avec une structure industrielle plus faible que nos voisins de l'Ouest et du Sud, nos propres taxes contribuent encore à élargir l'écart. C'est ce qui arriverait si nos jeunes quittent la province, faute de débouchés.

L'avenir politique du Québec dépend d'un autre défi, peut-être plus impérieux encore: la nécessité de combler le fossé entre les générations.

L'avenir politique du Québec dépend d'un autre défi, peut-être plus impérieux encore: la nécessité de combler le fossé entre les générations.

Le fossé entre les générations

L'avenir politique du Québec dépend d'un autre défi, peut-être plus impérieux encore: la nécessité de combler le fossé entre les générations.

PLANIFICATION de SUCCESSIONS

Vos héritiers perdront-ils

50%

de vos biens parce que vous avez négligé de planifier votre succession?

JEAN PROVOST ET ASSOCIÉS

Membre de l'Institut des Conseillers en Administration du Québec

6000 est. boul. Métropolitain, Ch. 205 - Montréal 451, Qué. Tel. 254-7559

dans les délais les plus brefs le fossé chaque jour plus profond qui se creuse entre les générations.

Au Québec comme ailleurs, la jeunesse est aujourd'hui dans un état d'effervescence qui la conduit de temps à autre à des mouvements violents. Ces écarts inquiètent à bon droit les générations plus mûres de la collectivité.

Mais la science politique nous enseigne qu'une société est secouée par la violence chaque fois que des groupes importants en viennent à remettre en cause la légitimité du pouvoir, en viennent à douter de la capacité des autorités légalement constituées de résoudre des problèmes graves et urgents.

La jeunesse est incontestablement un groupe important de la société québécoise. Environ un million d'électeurs, lors des prochaines élections générales, auront moins de trente ans.

Et il me semble évident que la jeunesse a des réserves très sérieuses et souvent justifiées en ce qui a trait à la volonté de nos gouvernements de gouverner. Et gouverner, ce n'est pas maintenir le statu quo, prolonger l'ordre établi.

Gouverner, c'est au contraire bâtir un nouvel ordre social, en s'inspirant des conceptions les plus modernes de l'équité et de l'efficacité.

Les radicaux, les contestataires posent des questions très pertinentes sur la pauvreté, sur la justice, sur l'égalité économique et sociale. Le plus souvent, on leur répond par des clichés, quand on se donne la peine de leur répondre. Alors ils protestent. Et à mon avis ce n'est pas en lâchant les chiens contre des protestataires pacifiques que les gouvernants parviendront à gagner le respect et la confiance de la jeunesse.

Comprenez-moi bien. Je ne crois pas qu'il faille laisser quelques écrivains mettre la hache dans les ordinateurs des universités chaque fois qu'ils ne peuvent se maîtriser. Mais dans un certain sens, lorsque les gouvernants doivent faire intervenir les forces de l'ordre, ils ont déjà perdu la partie. Ils ont failli à leur fonction essentielle en démocratie, qui est de permettre à toutes les opinions et à toutes les aspirations de s'exprimer librement et d'influer sur l'organisation de la société.

Pour intégrer la jeunesse à l'ensemble de la collectivité, il faut un nouveau style de leadership, de nouvelles méthodes de gouvernement. En un mot, il faut de nouveaux leaders, capables de se mettre sur la longueur d'ondes du nouveau cinéma, des nouvelles formes d'art, de la nouvelle littérature, capables de saisir la nouvelle philosophie de l'existence, d'apprécier la nouvelle conception des rapports sociaux qui sont l'apanage de la jeunesse d'aujourd'hui.

Il est deux autres priorités de gouvernement pour le Québec des années soixante-dix. La première, c'est l'efficacité gouvernementale. La seconde, c'est la réforme constitutionnelle.

Pour un gouvernement plus efficace

L'administration publique québécoise a connu pendant les années soixante une croissance absolument phénoménale. Le budget de la province a quintuplé. Des milliers de nouveaux fonctionnaires sont venus remplir les cadres de nouvelles administrations. Des dizaines de nouveaux programmes, de nouveaux services publics ont été mis en marche. L'appareil gouvernemental s'est

étendu dans toutes les directions.

Pour pallier la carence d'administrateurs compétents, il a souvent fallu s'écarter des procédures et des contrôles normaux. C'était une époque où l'improvisation et la convenance du moment devaient nécessairement prendre le pas sur l'efficacité administrative.

Déjà, en 1965, il était devenu évident qu'il fallait mettre un peu d'ordre dans tout cela. Dans un domaine que je connais bien, par exemple celui de la fiscalité, le gouvernement Lesage s'apprêtait à mettre en oeuvre les principales recommandations de la Commission Bélanger, dont j'ai eu l'avantage d'être le secrétaire et le directeur des recherches.

Malheureusement, depuis le rapport Bélanger continue de dormir sur les tablettes des officines gouvernementales.

Il est grand temps que quelqu'un retrouve ses manchettes et procède au grand nettoyage du gouvernement qui s'impose. Les économistes soutiennent qu'en serrant un peu

Suite à la page 8

Cours de conversation anglaise

Un soir par semaine

Durée: 30 semaines

Tous les niveaux.

Maximum 10 élèves

par classe. Professeur diplômé de l'Université de Montréal.

Inscription avant le 8 septembre: \$80.

Tél. 387-9439

Après 7h. P.M.

Réponse à René Lévesque

par JEAN-PAUL LEFEBVRE

Il fut un temps où René Lévesque utilisait ses nombreux talents à promouvoir des idées constructives. Le niveau intellectuel de son discours était alors remarquable et cela lui valut beaucoup d'admirateurs. Depuis quelque temps, hélas, le député de Laurier manie l'injure, la hargne et la rigne plus fréquemment qu'à son tour. C'est à croire que Gilles Grégoire et Bourgault ont déteint sur leur chef.

Ainsi, le Parti libéral serait devenu "un rendez-vous d'opportunistes dont trop souvent la seule et unique motivation,

c'est l'appât dévergondé du pouvoir". A ce compte comment pourrait-on qualifier l'alliance Lévesque-Grégoire-Bourgault? Est-ce à croire que les péquistes sont en politique pour des motifs strictement surnaturels, ou sportifs, ou encore par désespoir?

Les larmes de crocodile que René Lévesque verse sur le départ de Monsieur Lesage n'émouvent personne mais elles indignent certainement les militants libéraux car ceux-ci savent fort bien que le député de Laurier n'a de leçon de discipline à donner à person-

ne. D'ailleurs, celui qu'il qualifie si aimablement de "fossoyeur" de Monsieur Lesage avait, dans sa déclaration du 26 août, reconnu les mérites du premier ministre des années 60-66.

René Lévesque trouve le moyen d'insulter bien des gens dans le pamphlet de mauvais goût qu'il a publié mercredi. Ainsi, il décrit Paul-Gérin-Lajoie comme le "seul libéral éminent qui semblait assez authentiquement nationaliste", il l'accuse, indirectement, d'avoir été dupe en acceptant "une sinécure dorée". Mais au temps où il n'était pas encore converti à la panacée séparatiste, Monsieur Lesage a travaillé pour Radio-Canada et même pour la C.B.C. Personne ne s'en scandalisait.

Les lecteurs et auditeurs de Monsieur Lévesque ont dû "tiquer" lorsqu'il fit allusion à "des politiciens pressés et déçus depuis 1966". Monsieur Lévesque, quand on habite une maison de verre, on ne lance pas de cailloux!

Que certains commentateurs mal informés aient pu rendre "les gens d'Ottawa" responsables des difficultés survenues dans le Parti libéral du Québec, cela est tolérable. Il n'en est pas de même lorsque René Lévesque, qui a été au centre de la crise libérale des années 66-67, veut faire croire que c'est "de la faute d'Ottawa". Les biographes de Monsieur Lévesque devront mettre cette déclaration au passif de Monsieur Lévesque, dans le chapitre consacré à la probité intellectuelle.

Juglons l'inflation. - Organisation Jean Palk
Au lieu d'engager vos muscles, vos capitaux, vos nerfs, faites plutôt travailler vos méthodes

CHEFS * VISITEZ la SECTION ÉCONOMIQUE du CERCLE PSYCHOLOGIQUE demandez notre dépliant gratuit venez: 5602, ave du Parc. 2-7 p.m.

écrivez exclusivement à notre adresse postale: C.P. 938, Station B, Montréal, Qué. accélérez, facilitez et simplifiez le service.

UNIVERSITÉ MCGILL

Centre d'éducation permanente

COURS D'ITALIEN

Pour apprendre l'italien:

Cours intensif pour débutants:

Mardi et jeudi à 18 heures.

Cours régulier pour débutants:

Mercredi à 18 heures ou jeudi à 20 heures.

Pour améliorer ses connaissances:

Cours intermédiaire

Jeu à 20 heures.

Cours avancé: Lundi à 18 heures

Pour obtenir un Certificat de Compétence:

Cours final:

Lundi à 18 heures.

Autres langues: allemand, anglais, chinois, espagnol, français, grec, japonais, russe.

Centre d'éducation permanente, Université McGill, Montréal 110.

Veuillez, s'il vous plaît, m'envoyer la brochure de la section des langues.

LETTRES MOUTÉES, S.V.P.

Nom
Adresse

ENSEIGNEMENT INDIVIDUEL

• Votre enfant a-t-il des difficultés scolaires?

• Avez-vous des problèmes de classement?

NIVEAU: SECONDAIRE

MATHÉMATIQUES - FRANÇAIS - SCIENCES - ETC.

COURS: Le jour ou le soir

INSCRIPTION EN TOUT TEMPS

AUSSI: cours privés le samedi pour éviter un échec scolaire

Informations: 849-2275

JACQUES DUVAL, directeur

ÉCOLE de RATTRAPAGE Enr.

Membre de la Fédération des Écoles privées de la Province de Québec
1600 RUE BERRI (Palais du Commerce) SUITE 220
ACCÈS DIRECT AU MÉTRO BERRI-DEMONTIGNY

Littérature générale

Manuels scolaires

Livres d'enfants

La Librairie Dussault est ouverte le samedi

LIBRAIRIE DUSSAULT

8955 BOULEVARD ST-LAURENT - MONTREAL 354 - TEL. 384-8760
MÉTRO CREMAZIE, AUTOBUS 33 JUSQU'À BEAUBARNOIS
STATIONNEMENT GRATUIT À LA STATION SERVICE SHELL EN FACE DE L'ÉDIFICE

■ l'actualité religieuse

L'intercommunisme soulève tout le problème de l'apostolicité

par Jean-Pierre Proulx

Le vrai problème que pose l'intercommunisme n'est pas d'abord d'ordre juridique. Ce problème est avant tout celui de l'apostolicité de l'Eglise, apostolicité que d'autre part on ne peut restreindre d'une façon étroite et juridique qu'au seul ministère hiérarchique validement conféré.

C'est l'opinion qu'a émise hier matin le père Gustave Martelet, s.j., professeur de théologie à Lyon au cours d'une journée d'étude organisée par le Secrétariat national d'œcuménisme, organisme qui

relève de la Conférence catholique canadienne.

En fait, a dit le père Martelet, la compréhension de cette notion ou plutôt de cette réalité qu'est l'apostolicité de l'Eglise permet finalement de comprendre ce qu'est l'intercommunisme et, dans "certains cas précis", de la réaliser en pratique.

L'Eglise catholique après la Réforme a développé une conception trop étroite de l'apostolicité en percevant celle-ci comme une pure transmission de pouvoir juridique. "Il

faut d'abord voir le contenu spirituel de l'apostolicité".

"Pour nos frères protestants l'apostolicité de l'Eglise n'est pas d'abord une affaire de validité sacramentelle. Pour eux, l'Eglise est apostolique parce qu'elle vit de la foi du Christ et parce qu'elle accepte le témoignage des apôtres sur le Christ".

Cette apostolicité que le père Martelet a appelé une "apostolicité de contenu", signifie donc essentiellement deux choses: premièrement, une fideli-

té à l'enseignement des apôtres et par conséquent à l'Ecriture que l'on peut lire grâce à l'Esprit qui nous a été donné par Jésus-Christ.

En second lieu, l'apostolicité de l'Eglise implique que la vie même de l'Eglise, que l'existence chrétienne soit modelée sur l'Evangile qui lui aussi nous a été transmis par les apôtres.

A cela s'ajoute, mais après seulement, la transmission du ministère apostolique. Depuis la Réforme, les protestants ont mis l'accent uniquement sur la succession apostolique du ministère. Les catholiques, a-t-il dit, doivent reconnaître le caractère essentiel de cette "apostolicité de contenu". D'autre part, pour que les protestants reconnaissent le caractère apostolique du ministère hiérarchique (ce que les catholiques tiennent aussi pour essentiel), il est nécessaire que le ministère soit et apparaisse véritablement comme un service, comme une diaconie. Car c'est un fait que le ministère a été tourné souvent vers le pouvoir, ce qui est une obstruction. Pour pouvoir croire à l'apostolicité du ministère, il faut qu'il soit un service et que visiblement il soit perçu comme tel.

C'est donc dans ce contexte, a dit le père Martelet, qu'on peut parler d'intercommunisme. A mesure que s'accomplissent dans les Eglises chrétiennes, la reconnaissance de ce caractère total de l'apostolicité de l'Eglise, en même temps s'intensifie le désir légitime de l'intercommunisme.

"On est en train de sortir de l'impasse par la reconnaissance à Vatican II de la vie de l'Esprit dans les Eglises séparées en considérant la foi, le baptême, l'Ecriture, la vie chrétienne et une certaine valeur de l'Eucharistie elle-même indépendamment de l'absence dans ces Eglises d'une hiérarchie au sens catholique du mot".

A propos de l'Eucharistie, les pasteurs protestants présents à la journée d'étude ont souligné quant à eux qu'ils reconnaissent dans la Sainte Cène la présence réelle mais spirituelle de l'Esprit de Jésus-Christ.

"On a reconnu à Vatican II, a dit le père Martelet, l'apostolicité des Eglises par rapport au contenu apostolique. On ne doit donc pas s'étonner de la poussée actuelle de l'intercommunisme".

En pratique, a conclu le père Martelet, cela veut dire que l'Eglise pourrait "ouvrir la table eucharistique" dans certains cas précis, quant il n'y a pas risque de confusion doctrinale et lorsqu'il y a accord sur le contenu essentiel de la foi apostolique. Il appartient cependant aux autorités ecclésiastiques de déterminer si ces conditions sont remplies.



Les recherches se poursuivent encore hier dans le désert de Judée pour retrouver l'ancien évêque de Los Angeles, James A. Pike. L'évêque est porté manquant depuis trois jours à proximité de la mer Morte et les autorités israéliennes espèrent encore qu'il a pu trouver refuge dans l'une des nombreuses cavernes de cette région. (Téléphoto AP)

À propos d'Humanae Vitae

Le respect de l'homme va jusqu'au respect de l'homme à naître

Selon le père Gustave Martelet, s.j., l'intention fondamentale de l'encyclique Humanae Vitae est d'avoir indiqué "que le respect de la personne humaine implique que l'amour est lié non seulement par la vie humaine déjà parue mais même par la vie humaine à paraître".

Le père Martelet qui s'adressait à un groupe de prêtres et de pasteurs protestants réunis en session œcuménique a expliqué que ce "pari prophétique" de Paul VI est issu de la prise de conscience que l'homme en raison des techniques raffinées qu'il a développées a dorénavant le pouvoir de s'en prendre à "l'homme à paraître".

L'encyclique Humanae Vitae, a-t-il ajouté, est dans le prolongement logique des grandes encycliques sociales dont le but a toujours été la défense de la personne humaine qu'on ne doit pas laisser devenir un simple objet de techniques économiques, culturelles, techniques, politiques ou autres tout menacé sa dignité fondamentale. Aujourd'hui, les nouveaux pouvoirs techniques menacent même "l'homme à paraître". C'est cela qu'Humanae Vitae est venu rappeler.

Il est évident d'autre part, a dit le père Martelet, que cela n'est pas encore compris d'une façon parfaite d'autant plus que le langage de l'encyclique reprend des concepts tel celui de "nature", qui sont presque devenus incompréhensibles pour l'homme moderne.

Le père Martelet a ensuite tenté d'expliquer ce que l'on pouvait entendre par "désordre intrinsèque" lorsqu'on parle de contraception. Il est apparu en effet par les ques-

tions de l'auditoire que c'est cette action de "désordre intrinsèque" qui crée le plus de problèmes pour la compréhension de l'encyclique.

Sans vouloir donner des explications exhaustives, le père Martelet a dit qu'il fallait chercher dans la direction suivante. Parlant dans un vocabulaire un peu imagé, il a dit "que l'amour exprime sa communion dans un langage dont le temps fort est inséparable d'un geste de prodigalité de vie. Cette prodigalité n'est pas nécessairement féconde et n'a pas toujours à l'être. Mais lorsque cette prodigalité peut être féconde, a-t-on le droit, a-t-il demandé, de séparer du langage de l'amour ce qui en lui est possibilité de vie?"

Autrement dit, a-t-il expliqué, il "faut faire du respect intégral des possibilités de vie comprise dans le geste même d'amour la condition même de la communion d'amour des époux".

Cela, en pratique n'est pas facile à comprendre mais a-t-il dit, c'est la seule et la seule façon de l'amour conjugal.

Plusieurs prêtres, d'autre part, ont interrogé le conférencier sur l'aspect moral et pastoral de la doctrine de l'encyclique.

A ce propos, le père Martelet a d'abord fait remarquer qu'il fallait considérer la contraception comme un désordre en soi ce qui n'implique pas qu'elle soit toujours un péché.

Rencontre à Katimavik

Le premier congrès général de l'Assemblée provinciale des mouvements de jeunes de l'Ontario français (APMJOF) aura lieu à Katimavik (non loin d'Ottawa) les 11, 12 et 13 octobre prochain. Le thème du congrès: "Les jeunes... qu'osera-t-ils?"

Devant l'imprécision des lois

Les juges sont souvent appelés à jouer le rôle de législateur

OTTAWA (PC) — L'imprécision des lois qu'ils sont appelés à interpréter amène les juges à s'engager dans un véritable processus de création législative, a souligné hier le juge Louis-Philippe Pigeon, de la Cour Suprême du Canada.

Le juge Pigeon, qui s'adressait à un déjeuner du congrès du Barreau canadien à Ottawa, a ajouté que cette imprécision dans la formulation des lois est d'ailleurs souvent nécessaire si celles-ci doivent tenir un juste compte de la réalité.

Au fait, nulle loi ne sera vraiment précise que si elle peut être réduite à une expression mathématique applicable à un facteur susceptible d'être mesuré avec exactitude", a dit le juge Pigeon.

Des illustrations de cette précision étaient données, par exemple, par les dispositions législatives sur l'âge d'admissibilité au vote ou sur le recours à l'ivresse pour déterminer l'état d'ébriété d'un conducteur au volant d'une voiture qui l'assujettirait à une condamnation automatique par les tribunaux.

Le juge Pigeon a déclaré que l'instruction des causes qui portent sur des lois pouvant être réduites à une expression mathématique "pourrait aussi bien se faire devant un cerveau électronique, pourvu que les sentences puissent aussi être mathématiquement déterminées".

Mais il n'est ni possible ni recommandable de réduire toutes les lois à une expression mathématique, la corrélation de celle-ci à la réalité

étant bien loin d'être parfaite, a affirmé le juge Pigeon, comme l'illustre une relation que l'on fait entre maturité et un âge donné.

"Il s'ensuit nécessairement, a-t-il continué, qu'un certain degré d'imprécision imprègne la plupart des dispositions législatives. Aussi l'évocation de juges qui appliquent aveuglément des lois inflexibles n'est-elle qu'idéale et irréelle".

"Les tribunaux jouent donc

un rôle non sans importance dans l'ensemble du processus de législation, c'est-à-dire dans le moulage des lois comme elles s'appliquent de fait dans chaque cause particulière".

"De là, a conclu le juge Pigeon, l'extraordinaire importance sociale du processus de sélection des juges," lequel mériterait un examen minutieux.

Le juge Pigeon a loué le Barreau canadien de s'être engagé dans cette étude.

MM. Sirois et Lamy

M. Bertrand s'adjoint deux collaborateurs

QUEBEC (Le Devoir) — Le premier ministre et président du conseil exécutif, M. Bertrand, a annoncé hier les nominations suivantes:

Me Jean Sirois, de Québec, assistant du chef de cabinet du premier ministre;

Me Jean Lamy, secrétaire exécutif du premier ministre;

Me Sirois vient de terminer son mandat de secrétaire de la commission d'enquête sur

l'administration de la justice, tandis que M. Lamy était secrétaire général du ministère de l'éducation.

M. Sirois est âgé de 31 ans et membre du Barreau depuis 1962, il a été vice-président national des jeunes progressistes conservateurs et vice-président du jeune Barreau du Canada.

M. Lamy est entré à l'emploi du Québec, il y a deux ans,

à titre de conseiller spécial du ministre de l'éducation. Il a été directeur du cabinet de M. Bertrand, alors ministre de l'éducation et a occupé les mêmes fonctions sous M. Cardinal, pour ensuite devenir, au début de cette année, secrétaire général du ministère.

Avant d'entrer au service de l'Etat, M. Lamy avait été secrétaire général de la CEQ.

Avis légaux - Avis publics - Appels d'offres

PRENEZ avis que le contrat en date du 26 août 1969, par lequel Les Productions Via le Mont Canada Inc., a été et est transféré à la Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, S.F.C.I. L'acte de transfert des dettes de livres, créances, de mandats et réclamations, actuelles et à venir, à titre de garantie à la Division d'enregistrement de la Division d'enregistrement de Montréal le 27 août 1969 sous le numéro 216002. Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, S.F.C.I. L'acte, le 2 septembre 1969.

COUR SUPERIEURE

JOSEPH KEVENS, de la Cité de St-Laurent, district de Montréal.

Stanley Went, autrui de la Cité de Deux-Montagnes district de Terrebonne, maintenant de lieux inconnus.

Par ORDRE DE LA COUR

Le défendeur STANLEY WENT, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Bred d'Assignment et de la déclaration a été envoyée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

Montréal, ce 3 septembre 1969

YVON PERRAS, Procureur de la Demanderesse

AVIS LEGAL

Dame Thérèse Michaud, ménagère, épouse de feu René Michaud, a été et est transférée en biens de René Michaud, pour l'acte de transfert des dettes de livres, créances, de mandats et réclamations, actuelles et à venir, à titre de garantie à la Division d'enregistrement de la Division d'enregistrement de Montréal le 27 août 1969 sous le numéro 216002. Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, S.F.C.I. L'acte, le 2 septembre 1969.

Par ORDRE DE LA COUR

Le défendeur STANLEY WENT, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Bred d'Assignment et de la déclaration a été envoyée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

Montréal, ce 3 septembre 1969

YVON PERRAS, Procureur de la Demanderesse

AVIS LEGAL

Dame Jacqueline Roger, ménagère, épouse de feu René Roger, a été et est transférée en biens de René Roger, pour l'acte de transfert des dettes de livres, créances, de mandats et réclamations, actuelles et à venir, à titre de garantie à la Division d'enregistrement de la Division d'enregistrement de Montréal le 27 août 1969 sous le numéro 216002. Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, S.F.C.I. L'acte, le 2 septembre 1969.

Par ORDRE DE LA COUR

Le défendeur STANLEY WENT, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Bred d'Assignment et de la déclaration a été envoyée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

Montréal, ce 3 septembre 1969

YVON PERRAS, Procureur de la Demanderesse

AVIS PUBLIC

ASA-69-3

LIQUIDATION D'EQUIPEMENT DE CENTRALE HYDROELECTRIQUE

L'Hydro-Québec projette de liquider dans un avenir rapproché l'équipement d'une centrale hydroélectrique comprenant: des génératrices, des transformateurs, des disjoncteurs, etc.

Toutes les personnes, sociétés, compagnies ou corporations intéressées à la documentation pertinente doivent communiquer avec le:

Service Surplus d'Actif, Bureau 817, HYDRO-QUEBEC 75 ouest, boul. Dorchester Montréal 128, Qué. Téléphone: 875-4311 Poste: 789

Les documents seront fournis gratuitement et transmis à ceux qui auront signifié leur intérêt avant le 15 septembre 1969.

Les co-secrétaires B. LACASSE - W. E. JOHNSON Montréal, le 2 septembre 1969

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES

GPE-69-10219

pour 10h30 a.m. heure de Montréal le mardi 23 septembre 1969

Poste Grand-Pré (Comté de Maskinongé) CONSTRUCTION DU POSTE

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, cheque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 4h45 p.m. à l'endroit suivant:

Direction des Contrats Bureau n° 809 HYDRO-QUEBEC 75 ouest, boul. Dorchester Montréal 128, Qué. Canada

Un dépôt de QUATRE MILLE DOLLARS (\$4,000) cheque visé payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous condition doit accompagner la soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admissibles à soumissionner.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Les co-secrétaires B. LACASSE - W. E. JOHNSON Montréal, le 2 septembre 1969

CANADA Province de Québec District de Montréal

COUR SUPERIEURE

JOSEPH KEVENS, de la Cité de St-Laurent, district de Montréal.

Stanley Went, autrui de la Cité de Deux-Montagnes district de Terrebonne, maintenant de lieux inconnus.

Par ORDRE DE LA COUR

Le défendeur STANLEY WENT, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Bred d'Assignment et de la déclaration a été envoyée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

Montréal, ce 3 septembre 1969

YVON PERRAS, Procureur de la Demanderesse

AVIS LEGAL

Dame Thérèse Michaud, ménagère, épouse de feu René Michaud, a été et est transférée en biens de René Michaud, pour l'acte de transfert des dettes de livres, créances, de mandats et réclamations, actuelles et à venir, à titre de garantie à la Division d'enregistrement de la Division d'enregistrement de Montréal le 27 août 1969 sous le numéro 216002. Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, S.F.C.I. L'acte, le 2 septembre 1969.

Par ORDRE DE LA COUR

Le défendeur STANLEY WENT, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Bred d'Assignment et de la déclaration a été envoyée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

Montréal, ce 3 septembre 1969

YVON PERRAS, Procureur de la Demanderesse

AVIS LEGAL

Dame Jacqueline Roger, ménagère, épouse de feu René Roger, a été et est transférée en biens de René Roger, pour l'acte de transfert des dettes de livres, créances, de mandats et réclamations, actuelles et à venir, à titre de garantie à la Division d'enregistrement de la Division d'enregistrement de Montréal le 27 août 1969 sous le numéro 216002. Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, S.F.C.I. L'acte, le 2 septembre 1969.

Par ORDRE DE LA COUR

Le défendeur STANLEY WENT, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Bred d'Assignment et de la déclaration a été envoyée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

Montréal, ce 3 septembre 1969

YVON PERRAS, Procureur de la Demanderesse

AVIS PUBLIC

ASA-69-3

LIQUIDATION D'EQUIPEMENT DE CENTRALE HYDROELECTRIQUE

L'Hydro-Québec projette de liquider dans un avenir rapproché l'équipement d'une centrale hydroélectrique comprenant: des génératrices, des transformateurs, des disjoncteurs, etc.

Toutes les personnes, sociétés, compagnies ou corporations intéressées à la documentation pertinente doivent communiquer avec le:

Service Surplus d'Actif, Bureau 817, HYDRO-QUEBEC 75 ouest, boul. Dorchester Montréal 128, Qué. Téléphone: 875-4311 Poste: 789

Les documents seront fournis gratuitement et transmis à ceux qui auront signifié leur intérêt avant le 15 septembre 1969.

Les co-secrétaires B. LACASSE - W. E. JOHNSON Montréal, le 2 septembre 1969

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES

GPE-69-10219

pour 10h30 a.m. heure de Montréal le mardi 23 septembre 1969

Poste Grand-Pré (Comté de Maskinongé) CONSTRUCTION DU POSTE

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, cheque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 4h45 p.m. à l'endroit suivant:

Direction des Contrats Bureau n° 809 HYDRO-QUEBEC 75 ouest, boul. Dorchester Montréal 128, Qué. Canada

Un dépôt de QUATRE MILLE DOLLARS (\$4,000) cheque visé payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous condition doit accompagner la soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admissibles à soumissionner.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Les co-secrétaires B. LACASSE - W. E. JOHNSON Montréal, le 2 septembre 1969

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DU CANADA REGION DU QUEBEC

APPEL D'OFFRES

DES SOUMISSIONS CACHETÉES adressées au Surveillant des appels d'offres, ministère des travaux publics du Canada, chambre 200, 2085 rue Union, Montréal 308, P.Q. et portant la mention "SOU-MISSION POUR

VARENNE P.Q. COMITÉ DE CHAMPILO CONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT

seront reçues jusqu'à 15 heures (heure de Montréal) LE MERCREDI 24 SEPTEMBRE 1969

On peut se procurer les documents de soumission sur dépôt de \$100, sous forme d'un chèque bancaire VIRE établi à l'ordre du RECEVEUR GENERAL DU CANADA, par l'entremise des bureaux du Ministère aux adresses suivantes: 1631 rue Desjardins, Montréal 133, P.Q. ET 2085 rue Union, chambre 200, Montréal 111, P.Q.

On pourra examiner les plans, devis et autres documents de soumission au bureau de l'Association des Constructeurs à 4970 Place de la Savane, Montréal 308, P.Q. également notre bureau de district situé au 1631 rue Desjardins, Montréal 133, P.Q.

Le dépôt sera remis sur retour des plans et devis, en bon état, au plus tard un (1) mois après l'ouverture des soumissions; après cette date le dépôt sera confisqué.

On ne tiendra compte que des soumissions qui seront présentées sur les formulaires fournis par le Ministère et qui seront accompagnées des garanties sollicitées dans les documents de soumission.

Montréal, le 2 septembre 1969

CLAUDE DUFOUR Greffier-Adjoint

Me Marc Boucher, 300, rue Labelle, St-Jérôme, P. Québec

AVOCAT DES DEMANDEURS

On n'acceptera pas nécessairement la plus basse ni aucune des soumissions.

MONTRÉAL, P.Q. 69-152

A. René de Cotret Surveillant des appels d'offres Région du Québec

CANADA Province de Québec District de Montréal

COUR PROVINCIALE

No 134 974

DAME GERMAINE BELAIR, épouse commune en biens de Alfred Lauzon avec lequel elle demeure à Val Morin, district de Terrebonne.

Le DÉFENDEUR ALFRED LAUZON pour autoriser son épouse, en tant que nécessaire.

Montréal, le 2 septembre 1969

CLAUDE DUFOUR Greffier-Adjoint

Me Marc Boucher, 300, rue Labelle, St-Jérôme, P. Québec

AVOCAT DES DEMANDEURS

On n'acceptera pas nécessairement la plus basse ni aucune des soumissions.

MONTRÉAL, P.Q. 69-152

A. René de Cotret Surveillant des appels d'offres Région du Québec

CANADA Province de Québec District de Montréal

informations

Après la mort d'Ho Chi Minh

L'évolution de la situation au Vietnam préoccupe Washington

par Francis Lara de l'AFP

WASHINGTON — Aucun changement de la politique nord-vietnamienne dans l'immédiat ou à court terme, incertitude complète quant à l'issue à moyen terme d'une lutte pour la succession, qui promet d'être acharnée, et aux conséquences qu'elle pourrait entraîner. Telle est l'opinion formulée par les spécialistes américains des affaires asiatiques.

Attaque meurtrière de commandos d'Al Fatha sur Golan

AMMAN (AFP) — Plusieurs opérations de commandos ont été lancées mercredi et dans la nuit de mercredi à jeudi soulignent des communiqués publiés hier soir à Amman par le commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) et par le "Fatah".

Dans une opération qu'il décrit, comme la plus importante de toutes celles exécutées jusqu'à présent le Fatah annonce que des commandos de sa branche militaire "Al Assifa" ont attaqué pour la troisième fois la position d'Al Houmma, sur les hauteurs de Golan (territoire syrien occupé).

Cependant, ajoute le communiqué, en se retirant les commandos se sont heurtés à des éléments militaires israéliens. Il y a eu quatre morts et cinq blessés dans les rangs palestiniens. Les pertes ennemies en hommes, en matériel et en installations sont considérables, ajoute le communiqué.

Au même moment, les commandos d'"Al Assifa" lançaient une opération sur une longueur de 14 milles, de Turkmenieh à Touaimh, attaquant douze positions ennemies, annonce un communiqué. Les commandos, soutenus par des avions, ont pris d'assaut les lignes de l'ennemi et occupé pendant un certain temps plusieurs positions. Au cours de cette opération, dix nids de mitrailleuses ont été détruits, ainsi que des véhicules et des installations, et de très nombreux soldats israéliens ont été tués ou blessés.

au lendemain de la mort du président Ho Chi Minh.

Les experts de Washington ne prévoient aucun changement dans la conduite de la guerre au cours des prochains mois, aucune modification sensible, non plus, de la position des communistes aux négociations de paix à Paris. Les survivants du président Ho ont solidement en main les rênes du gouvernement et poursuivront une politique qu'ils ont eux-mêmes contribué à ébaucher depuis dix ans.

Aux yeux des analystes américains, il ne faut donc pas s'attendre à une passation de pouvoirs orageuse; elle s'est progressivement réalisée depuis deux mois, dès l'instant où les jours du président Ho étaient comptés. Ils pensent en effet que le départ inopiné de Paris, le 9 juillet dernier, de M. Le Duc Tho, le stratège nord-vietnamien aux entretiens de l'avenue Kleber, a coïncidé avec l'aggravation subite de l'état de santé du chef de l'Etat nord-vietnamien.

Menace d'une lutte d'influence

Si l'immédiat ne suscite donc pas d'inquiétude particulière à Washington, en revanche, l'évolution de la conjonction politique à moyen et long terme intrigue et préoccupe l'administration Nixon. Ses craintes sont dominées par la menace d'une lutte d'influence entre les factions pro-chinoises et pro-soviétiques dont les conséquences sont imprévisibles.

Le président Ho a joué jusqu'à la fin de sa vie un rôle d'arbitre et de catalyseur au sein du politburo pour mener à bien la mission de champion de la réunification vietnamienne sous contrôle communiste.

dont il n'a cessé de s'acquitter durant sa longue carrière. Pour l'instant, estime-t-on dans la capitale fédérale, ses successeurs auront à cœur de donner au monde l'impression qu'ils maintiennent un front uni. Mais on note que le président Ho ne semble pas avoir désigné de successeur, risquant d'ouvrir la voie à une sourde lutte pour le pouvoir.

Le Nord-Vietnam ne pourra sans doute pas se soustraire aux courants de force qui se manifestent dans le camp communiste et il finira par être soumis à des pressions inexorables. On espère à Washington, que l'influence de Moscou prévaudra sur celle de Pékin et qu'il sera enfin possible de rétablir le "Pipe-Line" entre Moscou et Hanoi — cette voie de communication secrète qui a pratiquement cessé de fonctionner depuis quelques mois et qui fait tant défaut au gouvernement Nixon.

Les sentiments

"Un visionnaire", "un homme dévoué", "le Vietnamien le plus remarquable de l'histoire", "une figure paternelle entourée de l'affection de son peuple", tels sont d'autre part quelques-uns des traits que les éditorialistes américains les moins suspects de sympathies révolutionnaires attribuaient hier au président disparu.

Les journaux, qui ne publiaient que très rarement des caricatures insultantes de Ho Chi Minh comme ils le font volontiers de Mao Tse Tung, illustrent leurs articles sur sa mort de photos le montrant dans ses rôles les plus sympathiques, échangeant des fleurs avec des enfants, dansant avec de jeunes paysannes.

Recrudescence de la guérilla urbaine en Colombie et au Chili

(D'après l'AFP) — La Colombie et le Chili sont aux prises avec une recrudescence de l'activité terroriste révolutionnaire sur leur territoire, au point que le premier a étudié, hier, la possibilité de dé-

créter l'état de siège tandis que le second poursuit sa vaste enquête policière sur une série de hold-up qui seraient d'origine politique.

Par ailleurs, une explosion à la dynamite, survenue hier au Brésil, serait également en rapport avec des accrochages récents entre des policiers et un groupe de terroristes.

A Bogota, incidents universitaires, désordres au Sénat, enlèvements de personnes, recrudescence de la guérilla, actes de violence dans le pays inquiètent en effet le gouvernement.

Trois étudiants ont été blessés par balle dans la nuit de mercredi à jeudi à l'université de Bogota où la grève, décidée pour des raisons internes, s'éternise depuis trente jours. L'incident s'est produit dans des circonstances encore mal éclaircies.

Un enfant de neuf ans a été enlevé, la même nuit à Medellin. Les ravisseurs réclament un rançon de 500.000 dollars. La semaine dernière, quatre personnes ont été enlevées puis relâchées après versement de rançons considérables.

L'extension de la guérilla est telle que 5.000 Colombiens sont surveillés constamment, a-t-on appris de source officielle, car les autorités les soupçonnent d'aider les insur-



Feu le président Ho Chi Minh.

Certains évoquent déjà les "paraboles" de l'oncle Ho

SAIGON (AFP) — Ho Chi Minh comparait les grandes puissances aux boeufs et aux buffles, a raconté hier à Saigon un ancien député indépendant de l'assemblée nationale née de la proclamation d'indépendance du 2 septembre 1945.

"Un jour, l'oncle Ho m'avait expliqué: entre les buffles et les boeufs, nous sommes petits comme des mouches ou des moustiques. Il suffit d'un coup de queue de l'un ou de l'autre pour nous tuer. Il faut donc être rusé, très adroit pour se faufiler entre les coups de queue, entre les conflits qui opposent les grandes puissances".

L'ancien parlementaire se rappelle aussi les réunions des cadres du parti: "Il comparait

gés. A l'université nationale, les dirigeants universitaires ont protesté à la suite de la mort d'un étudiant tué lundi dernier, selon eux, par les forces de l'ordre. Les autorités, affirmant que l'étudiant était membre d'un réseau urbain de guérilleros.

Les extrémistes chiliens ont entamé la guérilla urbaine devant conduire, selon eux, à la prise du pouvoir, d'après les révélations quotidiennes de l'enquête policière menée à la suite des hold-up perpétrés par des commandos du mouvement, pro-castiste, de la gauche révolutionnaire (MIR).

Un plan a été reconstruit par les services de police qui en ont révélé peu à peu la teneur à la presse.

La première étape est destinée à "financer" les autres. Il s'agit d'organiser l'attaque à main armée de banques et de dérober des véhicules et des armes. Cette première partie du programme révolutionnaire s'est effectuée le mois dernier. L'enquête évalue à 460.000 escudos chiliens (46.000 dollars environ) les sommes volées au cours de trois hold-up dont l'un a échoué, et à dix, le nombre des voitures volées.

Les "guérilleros" entendent s'attaquer à des personnalités en vue de l'actuel régime et faire sauter des usines, des ponts et des raffineries de pétrole à l'intérieur et dans la périphérie de deux villes clés: Santiago, la capitale, et Concepcion, deuxième ville chilienne.

Rumeurs d'opposition dans le pays

L'ancien premier ministre de Libye se rallie aux militaires

PARIS (AFP) — M. Moïedine Fekini, ancien premier ministre du roi Idriss, a annoncé hier soir à la presse qu'il a envoyé au conseil de la Révolution de la République arabe libyenne, un télégramme dans lequel il apporte son plein appui au nouveau régime.

M. Fekini a dirigé le gouvernement libyen en 1963-64. Un des artisans de l'unification de la Libye — alors Etat fédéral — a aussi entrepris plusieurs réformes dans les domaines politique et économique, notamment l'élaboration et le lancement du premier plan quinquennal.

Entravé dans son action par la pression des forces traditionnelles et par les réticences du roi Idriss, M. Fekini a donné sa démission après les violents événements de Benghazi, en janvier 1964.

L'"homme fort"

D'autre part, dans une interview accordée à l'envoyé spécial de l'agence du Moyen-Orient, le président du conseil révolutionnaire, qui a demandé à garder l'anonymat (ce ne serait pas le colonel Schweirib) affirme que "la cause de la Palestine est la cause première des Arabes, et que tous les Arabes sans exception doivent agir en vue de la libération de leur territoire et de leurs Lieux Saints".

Le leader libyen affirme également que le conseil de la Révolution est l'"expression réelle de la détermination du peuple libyen de réaliser ses aspirations pour une vie digne et libre, et pour parvenir à la justice sociale, au socialisme et à l'union". "Le temps est venu pour la Libye d'accéder à la vraie démocratie, la démocratie du peuple", poursuit le président qui affirme que sur le chemin de la liberté "la Libye a besoin de coopérer avec tous les pays afin de bénéficier de l'expérience de tous".

En conclusion, le leader libyen déclare: "Tout ce que nous attendons du monde est un respect mutuel, un traite-

ment sur un pied d'égalité et la non-ingérence dans les affaires intérieures libyennes".

Opposition du nouveau régime

Une opposition armée au nouveau régime se serait manifestée dans certaines régions de la Libye. Selon des informations parvenues à Londres, Radio-Tripoli, après son communiqué annonçant que des détachements d'infanterie et de chars avaient occupé Benghazi, aurait lancé plusieurs ap-

pels aux médecins, ainsi qu'aux infirmières, officiers de l'armée et pilotes afin de les inviter à gagner leurs postes de toute urgence.

La presse britannique du soir en conclut que des combats se seraient déroulés au sud de Benghazi. Selon ces journaux, les tribus du désert de Cyrénaïque sont restées complètement fidèles au roi Idriss.

Cependant des rapports ultérieurs n'ont pas confirmé ces hypothèses.

Le Congrès étudie une nouvelle version de la réforme fiscale

WASHINGTON (AFP) — Le gouvernement Nixon a tenté hier de réduire les effets inflationnistes de la réforme fiscale envisagée par le Congrès.

Le secrétaire au Trésor, M. David Kennedy, a déclaré devant la commission financière du Sénat que les allègements fiscaux consentis aux revenus moyens étaient trop importants et risquaient de contraindre la politique anti-inflationniste du gouvernement.

Dans la version adoptée le mois dernier par la Chambre des représentants et étudiée maintenant par le Sénat, les recettes provenant des impôts sur les revenus individuels seraient réduites de près de 10 milliards de dollars d'ici 1972.

Le gouvernement estime qu'un tel "bonus" ne peut que stimuler dangereusement la demande des consommateurs génératrice d'inflation. M. Kennedy a donc proposé que les allègements fiscaux soient un peu atténués de manière à ne réduire le produit des impôts sur le revenu que de 7,5 milliards de dollars.

Par contre, le gouvernement a demandé au Sénat d'être moins dur pour les entreprises et certains gros revenus. La réforme fiscale adoptée par la Chambre prévoit en effet un

accroissement de 6,8 milliards de dollars de la fiscalité sur les sociétés et les revenus privilégiés. M. Kennedy a proposé une série d'amendements qui réduisent cet alourdissement de la fiscalité à 5,4 milliards de dollars.

Il y a toutefois une mauvaise nouvelle pour l'industrie pétrolière. Le gouvernement Nixon, après avoir beaucoup hésité, a décidé de ne pas s'opposer à ce que la déduction fiscale consentie aux sociétés pétrolières, à titre d'indemnité pour l'épuisement de leurs réserves, soit ramenée de 27,5 à 20 pour cent.

Finalement, compte tenu des allègements et des alourdissements d'impôts, la version de la Chambre des représentants se traduirait par une baisse nette des revenus de l'Etat de 2,4 milliards de dollars en 1972.

RESIDENCES FUNÉRAIRES
Magnus Poirier Inc.
6603 BOUL. ST. LAURENT
6520 ST-DENIS
10526, ST-LAURENT
185 est DeCASTELNEAU
Tél.: 277-2135



Le procès de Dennis Rohan, (notre photo), le jeune Australien de 22 ans, qui a avoué avoir mis le feu à la mosquée El Aksa, doit s'ouvrir devant un tribunal de trois membres le 24 septembre. Le procès sera "ouvert à tous les journalistes et observateurs de tous les pays, y compris les pays arabes". Et le rapport de la commission d'enquête nommée par la cour suprême sera "publié et pourrait être examiné par tous".

Maintenant

DISCOTHÈQUES:
FUREUR de VIVRE

UN DOSSIER-INTERVIEW
avec
JEAN-PAUL AUDET

SCANDALE
A
VILLE MONT-ROYAL

QUI EST PAUL TILLICH?

AOÛT-SEPTEMBRE 1969 — 75¢

En vente dans les kiosques ou les librairies • Ou abonnement ordinaire:

Maintenant

A remplir et à adresser à:
MAINTENANT,
2715 Chemin Côte Ste-Catherine
Montréal 250 — Tél.: 739-2758

FORMULE D'ABONNEMENT.

ABONNEMENT RÉGULIER 1 an	\$7.00
STUDENT	\$5.00
DE SOUTIEN	\$10.00

VEUILLEZ RECEVOIR DU
SOUSSIGNÉ LA SOMME DE

A partir du mois de

19

AU NOM DE

ADRESSE

Votre secrétaire portative!

Le "PHILIPS 85"

... UN ENREGISTREUR qui se glisse dans la poche résout les problèmes de dictée et écriture des notes

- Manœuvre facile par commande du bout du doigt
- Enregistrement et lecture instantanés
- La mini-cassette se met en place automatiquement
- Bande magnétique réutilisable
- Réglage automatique de la puissance sonore et du niveau

POUR UNE DÉMONSTRATION 861-9401

LA COMPAGNIE CANADIENNE D'ÉQUIPEMENT DE BUREAU LTÉE,
Office Equipment Company of Canada Limited
BEAVER HALL/LAGAUCHETIÈRE, MONTRÉAL
861-9401

GE

LA 50... C'EST TOUT UN NUMÉRO!

Partout au Canada

Labatt

y a rien qui la batte!

Brassée au Québec par La Brasserie Labatt Limitée

Voies nouvelles de la révolution

Suite de la page 5

la vis à la machine administrative, on pourrait en deux ou trois ans rogner au moins cinq pour cent du budget de l'Etat, sans que la qualité des services publics en souffre. Cinq pour cent du budget, c'est environ cent millions de dollars. Songez à ce que le gouvernement pourrait entreprendre chaque année s'il disposait de cent millions de plus!

Certains ministères, tel celui de la santé, doivent être complètement réorganisés. D'autres, tel celui de l'industrie et du commerce, doivent être étoffés. L'organisation du gouvernement lui-même devrait être revue. Et, bien sûr, il faudra réformer dans les délais les plus brefs notre administration municipale, qui n'a pas subi de modifications importantes depuis le siècle dernier.

La réforme constitutionnelle

J'en viens finalement à la réforme constitutionnelle. A mon avis, il est grand temps que l'on trouve à Québec un gouvernement capable d'entamer en ce domaine des négociations serrées avec le gouvernement fédéral, et décidé à le faire.

Comme vous le savez, le Parti libéral du Québec s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur du fédéralisme comme système de gouvernement. Mais j'estime que la constitution fédérale du Canada doit être l'instrument efficace de gouvernements qui se veulent résolument modernes, plutôt que la relique boiteuse d'une époque révolue.

Le Parti libéral du Québec pourra à l'occasion diverger d'opinion avec Ottawa sur ce qui constitue une structure de gouvernement efficace pour les Québécois. Mais je crois qu'il est fini le temps où l'on pouvait encore croire que des formules magiques viendraient à bout de nos difficultés constitutionnelles.

Un réaménagement des pouvoirs, des compétences légis-

latives entre les deux ordres de gouvernement, me paraît plus que jamais nécessaire, ne serait-ce que pour éviter les dédoublements d'efforts, l'éparpillement des ressources et l'émiettement de la puissance publique. Je pense notamment, pour donner des exemples précis, au cas des allocations familiales et des pensions de vieillesse. Est-ce qu'un seul plan d'allocations familiales ne permettrait pas de sauver des sommes importantes par une meilleure distribution et une réduction de frais administratifs? En outre, le problème démographique paraît bien prendre au Québec une acuité certaine avec le taux de natalité le plus bas de tout le pays. Il est plausible qu'une politique familiale plus énergique devienne nécessaire à brève échéance. Mais je suis prêt à voir ce que l'on pourrait tirer de la boîte de Pandore du pouvoir fédéral de dépenser, que M. Trudeau a eu l'audace d'ouvrir lors des récentes conférences constitutionnelles.

Les libéraux du Québec doivent être prêts à pousser la logique du fédéralisme jusqu'à ses conséquences ultimes — et certaines d'entre elles pourraient fort bien prendre au dépourvu leurs vis-à-vis fédéraux.

Les questions anglophones devant la prochaine étape

Telles sont, me semble-t-il, les priorités de gouvernement pour le Québec des années soixante-dix, si nous voulons que la révolution tranquille s'engage dans des voies nouvelles: le développement économique, l'atténuation du fossé entre les générations, l'efficacité gouvernementale et la réforme constitutionnelle.

Mais lorsque la révolution tranquille démarrera à nouveau, il faudra s'assurer que tous les éléments de la société québécoise seront de la partie. Non seulement les Québécois francophones, mais aussi les Québécois anglophones. Non seulement ces fonctionnaires dévoués qui ont reformé l'administration provinciale, mais aussi tous ces hommes d'affaires sans lesquels l'économie québécoise serait vite paralysée.

Bien sûr, c'est surtout aux Québécois francophones que profitera la relance de la révolution tranquille, ne serait-ce que parce qu'ils forment plus des quatre cinquièmes de la population.

Mais les avantages ne devraient pas être moins considérables pour les éléments les moins favorisés de la minorité anglophone, pour qui l'Université Sir George Williams a été un instrument irremplaçable de promotion sociale.

Avouons-le franchement: les Québécois francophones ne peuvent plus se permettre de ne pas exploiter l'esprit d'entreprise et l'imagination de leurs concitoyens d'origine juive, la perspicacité et la compétence de leurs concitoyens d'ascendance anglosaxonne, sans parler du dynamisme des nouveaux Québécois.

C'est à la mobilisation de cet immense potentiel de développement que j'entends consacrer toutes mes énergies au sein du Parti libéral du Québec — en toute fonction ou capacité que le Parti me jugera capable d'assumer.



La petite Eva Pucser, 11 ans, n'en perd pas une bouchée du spectacle artistique que donnaient hier soir Aranka Karnyacki et Botond Egyed devant le pavillon Mosaïque ethnique pour célébrer par des danses traditionnelles la semaine de la Hongrie. On verra à nouveau les danseurs samedi le 6 septembre à 18h00. Au nombre des éléments d'exposition présentés à l'occasion de la semaine hongroise, on trouve un certain nombre d'œuvres d'artistes hongrois nés au Canada, ainsi que des démonstrations d'art hongrois et de travail à l'aiguille.

(Photo Terre des Hommes par Gordon Beck)

La nouvelle loi

Suite de la page 3

L'administration

Toute demande initiale d'aide sociale devra faire l'objet d'une étude de cas qui doit comprendre:

- Une entrevue personnelle avec le requérant ou sa famille;
- Une appréciation de la durée de l'aide et de la forme la mieux appropriée pour répondre adéquatement aux besoins;
- Une vérification des déclarations faites lors de la demande;
- Une analyse des circonstances et des besoins qui amènent les personnes en cause à recourir à l'aide sociale;
- La discussion avec le requérant des conclusions tirées à la suite de l'appréciation mentionnée ci-haut.

L'admissibilité à l'aide sociale doit faire l'objet d'études périodiques de cas.

Plan de relèvement

Le ministre peut, dans les cas prévus par la loi, désigner toute personne pour établir et suivre le déroulement graduel du plan de relèvement prévu pour assurer une utilisation efficace de l'aide accordée.

Dans le cas d'un travailleur salarié dont les revenus sont inférieurs aux besoins établis selon les prescriptions de la loi et des règlements, le plan de relèvement favorise l'accès aux différentes mesures de formation et de réadaptation susceptibles de lui permettre d'occuper un emploi plus rémunérateur.

Lorsqu'il s'agit d'un travailleur autonome dont les revenus sont inférieurs aux besoins établis selon les prescriptions de la loi et des règlements, le plan de relèvement prescrit les mesures établies après expertise pour améliorer le rendement et la rentabilité de l'entreprise qu'il exploite, comme l'accès à un crédit supplémentaire pour fins d'investissement productif ou autres mesures jugées opportunes.

Dans tous les cas où une mauvaise gestion budgétaire est décelée, le plan de relèvement prescrit les différentes mesures appropriées visant entre autres la consolidation des dettes, la consultation budgétaire régulière, la mise du cas en fiducie ou autres moyens jugés adéquats.

éducation

Education protestante

Le conseil des ministres a entériné le renouvellement des mandats de trois membres du comité protestant du conseil supérieur de l'éducation: il s'agit du Rév. Ritchie Bell, de M. W. Wendell Robertson et de M. Wesley H. Bradley. Il a de plus annoncé la nomination de MM. M. Johnson et L. V. Fuller qui remplaceront respectivement MM. L. Tucker et H. S. Billings dont les mandats se termineront le 9 décembre prochain.

Education catholique

Mme Marthe Legault, de Hull, et M. Marcel Ouellet, de Ste-Monique, ont été désignés pour siéger au comité catholique du conseil supérieur de l'éducation par le conseil des ministres. Ils remplaceront respectivement Mme Agnès Millet-Reeves et M. Napoléon Leblanc dont les mandats se terminent le 9 décembre prochain. Le conseil des ministres a renouvelé pour trois ans le mandat Mme Huguette Landry, du Cap-de-la-Madeleine.

Co-gestion

Les cents cinquante membres volontaires de la Compagnie des jeunes canadiens ont élu dix représentants au conseil permanent de cet organisme. Le gouvernement devrait nommer ses cinq représentants d'ici quelque temps. Ce conseil décide des grandes lignes d'action de cet organisme et fort de leur majorité, les membres escomptent bien pouvoir décider eux-mêmes de l'utilisation des montants alloués par le fédéral, et qui se chiffrent à \$1.9 millions.

Récupération scolaire

La direction générale de l'éducation permanente du ministère de l'éducation du Québec sera dorénavant chargée d'exécuter le programme de récupération scolaire qui fait suite au projet de télévision éducative mené dans la région du Saguenay — Lac St-Jean. Son budget a été fixé à \$246,000. Le comité de récupération étudiera les possibilités d'intégrer les méthodes utilisées au programme d'éducation permanente qui serait appliqué à l'ensemble du Québec.

Faites carrière dans la Fonction publique du Québec

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

1. DIRECTEUR — Service des structures administratives municipales.

- Traitement initial pouvant atteindre \$20,000 selon la compétence.
- Poste à Québec — Concours 69S-1389
- Diriger, planifier et coordonner les activités reliées aux communautés rurales, aux territoires non organisés, aux fusions et annexions; orienter les études et les recherches nécessaires à l'implantation de nouvelles structures municipales et concevoir les moyens et mécanismes de contrôle appropriés; élaborer des programmes d'animation, d'information et de consultation des populations et organismes intéressés.
- Diplôme universitaire, de préférence en sciences de l'administration, et plusieurs années d'expérience reliée aux fonctions du poste. Habileté administrative éprouvée et aptitudes manifestes au travail de conception et de direction.

2. DIRECTEUR — Service de la gestion municipale.

- Traitement initial pouvant atteindre \$20,000 selon la compétence.
- Poste à Québec — Concours 69S-1390
- Diriger, planifier et coordonner les activités reliées à la consultation administrative, à la formation des administrateurs municipaux et à la programmation des investissements; orienter les études et les recherches nécessaires à l'établissement d'un système de rationalisation des dépenses et de planification budgétaire; élaborer des méthodes d'enquête, de contrôle et d'inspection en ces matières; concevoir des programmes de formation des dirigeants et du personnel des municipalités.
- Diplôme universitaire, de préférence en sciences de l'administration ou en économie, et plusieurs années d'expérience reliée aux fonctions du poste. Habileté administrative éprouvée et aptitudes manifestes au travail de conception et de direction.

3. CHEFS DE DIVISION

- Traitement initial pouvant atteindre \$17,500 selon la compétence.
- Postes à Québec.
- A. — Division des communautés urbaines. Concours 69SA-1391.
 - Diriger et coordonner les études et les recherches socio-économiques requises en vue de l'établissement de nouvelles structures municipales en milieu urbain; voir à l'application des mécanismes de contrôle; collaborer à l'établissement et à l'exécution des programmes de consultation, d'animation et d'information.
- B. — Division de la formation des administrateurs municipaux. Concours 69SB-1391.
 - Préparer les programmes de formation et de perfectionnement des administrateurs et fonctionnaires municipaux; les initier aux réformes du régime municipal et aux nouvelles méthodes de gestion et de comptabilité; voir à l'entraînement du nouveau personnel.
- C. — Division des fusions et annexions des communautés rurales et territoires non-organisés. Concours 69SC-1391.
 - Diriger les recherches nécessaires à la création des nouvelles structures municipales en milieu rural; administrer les lois des districts municipaux et des fusions volontaires; voir à l'exécution des programmes d'animation, d'information et de consultation de la population.
- D. — Division de la consultation administrative. Concours 69SD-1391.
 - Conseiller les municipalités sur l'amélioration de la gestion, les plans d'investissement, les sources de financement et la rationalisation des dépenses; administrer la loi des inspecteurs-vérificateurs; diriger et coordonner les activités reliées à ces domaines.

4. RESPONSABLES DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET AUXILIAIRES.

- Traitement initial pouvant atteindre \$12,600 selon la compétence.
- Postes à Québec et à Montréal. Concours 69SB3-2111.
- Assister l'autorité compétente dans l'administration générale du ministère, plus particulièrement dans la préparation et le contrôle des budgets; vérifier le bien-fondé des dépenses reliées à l'administration et voir à leur comptabilisation; diriger les services auxiliaires; effectuer des études et recommander des solutions aux problèmes rencontrés dans les opérations.
- Diplôme universitaire en sciences commerciales ou administratives et plusieurs années d'expérience reliée à la fonction dont quelques-unes à un niveau de direction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

5. ADJOINT EXECUTIF — Société d'Habitation du Québec, Direction générale de l'administration.

- Traitement initial pouvant atteindre \$12,600 selon la compétence.
- Poste à Québec. Concours 69SB4-2111.
- Développer et appliquer des systèmes de contrôle budgétaire interne, de cheminement des opérations, de gestion des documents et d'informations administratives, notamment des manuels de directives et de procédures.
- Diplôme universitaire, de préférence en sciences commerciales ou administratives, et posséder environ 5 années d'expérience directement reliée aux fonctions du poste. Aptitudes manifestes à diriger une équipe de travail et à coordonner ses activités.

— ECHEANCE DE L'INSCRIPTION: 15 septembre 1969

CHIMISTES — Traitement initial pouvant atteindre \$13,700 selon la compétence.

- A. — Ministère de l'Industrie et du Commerce; poste à Québec. Concours 69PD-2124.
 - Recherches et travaux d'analyse en chimie de la mer, déterminer la nature et les effets des pesticides ou autres produits chimiques polluants rencontrés dans les eaux de la Baie-des-Chaleurs.
- B. — Ministère de la Santé; poste à Montréal. Concours 69PE-2124.
 - Développer de nouvelles méthodes d'analyses colorimétriques et gravimétriques, assurer l'opération d'appareils utilisés dans les analyses chimiques simultanées, diriger le travail de techniciens.
 - Diplôme universitaire en chimie et, de préférence, quelques années d'expérience dans un de ces secteurs d'activités.
 - Echéance de l'inscription: 17 septembre 1969

INGENIEUR PHYSICIEN — Traitement initial pouvant atteindre \$13,700 selon la compétence. Ministère de la Santé; poste à Québec.

- Responsabilité de la qualité et de la sécurité de l'équipement en radiologie, et des techniques d'utilisation dans les hôpitaux et les cliniques; élaboration et application de normes de rendement et supervision de l'entraînement et du perfectionnement des techniciens.
- Diplôme universitaire en génie physique, de préférence au niveau de la maîtrise ou du doctorat, et expérience de ce secteur d'activité.
- Concours 69PF-2124. Echéance de l'inscription: 17 septembre 1969.

BIOLOGISTES — Traitement initial pouvant atteindre \$12,610 selon la compétence. Ministère de l'Industrie et du Commerce; postes à Québec.

- Recherches et travaux d'analyse sur la faune marine, plus particulièrement sur les groupes suivants: zooplancton, poissons pélagiques, mollusques commerciaux et population du homard.
- Diplôme universitaire en biologie au niveau de la maîtrise ou du doctorat et, de préférence, quelques années d'expérience dans un de ces secteurs d'activités.
- Concours 69P-2113. Echéance de l'inscription: 24 septembre 1969.

AGENT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER — Traitement initial pouvant atteindre \$13,700 selon la compétence. Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives; postes à Québec.

- Procéder à des analyses économiques et statistiques afin d'évaluer le dynamisme des institutions financières, compagnies et coopératives et de proposer des mesures propres à favoriser leur développement. Effectuer des études et recherches qui permettent l'établissement de politiques administratives en vue de l'application et de la modification des lois régissant les secteurs ci-haut mentionnés.
- Diplôme universitaire en économie, statistique, économétrie ou en sciences commerciales et, de préférence, quelques années d'expérience reliées aux fonctions des postes.
- Concours 69SIF-2105. Echéance de l'inscription: 25 septembre 1969.

AGENTS DE LA GESTION FINANCIERE — Traitement initial pouvant atteindre \$12,610 selon la compétence.

- Ministère de l'Éducation (Québec) — Travail de comptabilité générale, d'analyse et de contrôle budgétaire. Vérification et enquête sur l'utilisation des subventions.
- Ministère des Finances (Québec) — Elaboration des règles budgétaires et étude des projections financières. Contrôle de l'exécution des budgets.
- Ministère de l'Industrie et du Commerce (Québec) — En regard de la Loi de l'aide au développement industriel régional (Bill 23), déterminer l'éligibilité et établir la rentabilité des projets. Sélectionner les investissements admissibles et en vérifier sur place la réalisation.
- Ministère de la Justice (Québec) — Travail de vérification et d'enquête comptable dans les cas de fraude. Vérification et contrôle interne.
- Régie des Rentes (Québec) — Travail de vérification et de contrôle interne. Etude et analyse des systèmes comptables et administratifs.
- Ministère du Revenu (Québec et Montréal) — Vérification ou cotisation des impôts, taxes et droits fiscaux.
- Ministère de la Santé, Famille et Bien-Être (Québec) — Etude, programmation et contrôle budgétaire des institutions subventionnées. Analyse des états financiers et vérification des livres comptables.
- Ministère des Terres et Forêts (Québec) — Préparation, analyse et contrôle des budgets des divisions territoriales. Elaboration de règles et procédures budgétaires. Etude des projections financières.

- QUALITES REQUISES: Licence ou maîtrise en sciences commerciales; OU baccalauréat en commerce et au moins 2 années d'expérience professionnelle; OU membre d'une association reconnue de comptables professionnels.
- Concours 69P-2103. S'inscrire immédiatement.

Les personnes qui désirent prendre part à ces concours doivent s'inscrire directement auprès de la Commission de la fonction publique du Québec en remplissant le questionnaire "demande d'emploi" qu'on peut se procurer aux bureaux de la Commission:

710, Place d'Youville, suite 700, Québec 4 (Québec)
255, est, boulevard Crémazie, Montréal 354 (Montréal)
et aux bureaux locaux des ministères dans chaque région.

Il ne sera tenu compte que des candidatures accompagnées d'une attestation officielle d'études. Prière d'indiquer le poste qui vous intéresse et le numéro de concours correspondant. Si vous posez votre candidature à plus d'un poste, il est indispensable de présenter une demande d'emploi dans chaque cas.

Faites carrière dans la Fonction publique du Québec

Le Conseil des Universités du Québec
Recherche des candidats à la fonction de
SECRÉTAIRE

FONCTIONS

- assurer le fonctionnement administratif du Conseil et de ses organismes;
- agir en tant que secrétaire du Conseil;
- participer à l'élaboration des travaux du Conseil qui s'intéressent à tous les problèmes relatifs au développement de l'enseignement supérieur;
- établir des relations avec les organismes reliés à l'enseignement supérieur.

QUALIFICATIONS

- grand nombre d'années d'expérience du milieu universitaire;
- expérience du travail d'équipe;
- aptitudes pour l'organisation, de préférence dans les domaines de la planification ou de l'aménagement;
- aptitudes pour l'analyse et la synthèse, écrites ou orales.

TRAITEMENT

Entre 15,000 et 20,000 dollars, selon les qualifications, pour une personne entre 30 et 35 ans.

Adresser sa demande, accompagnée d'un curriculum vitae, à:

Monsieur Germain Gauthier,
Président
Conseil des universités,
917, Mgr. Grandin, Ste-Foy, Québec 10.



GOVERNEMENT
DU QUÉBEC



GOVERNEMENT DU QUÉBEC

La Jordanie à l'heure palestinienne

Suite de la première page

appris dans son enfance en jouant dans les rues et les cours des casernes avec les gosses des Bédouins que commandait son père. Et puis, pour tous les vieux guerriers du royaume, il est le fils de leur ancien général, de cet homme petit mais puissant, aux jambes courtouées et trapues, au torse épais, au visage sanguin enrobé par les chairs de la cinquantaine qui fit d'eux, guerriers farouches et indisciplinés, les meilleurs soldats de tout le Moyen-Orient.

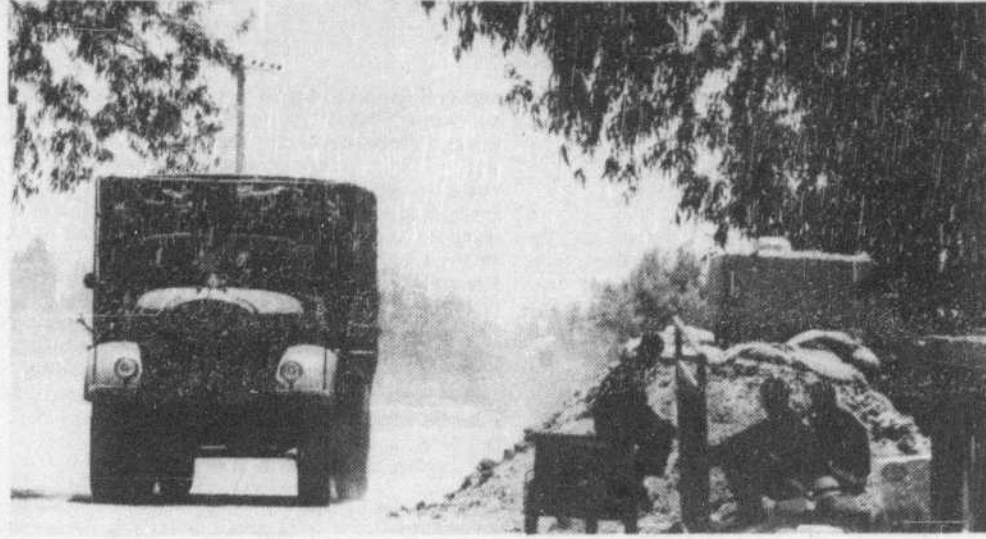
S'il n'est physiquement que le pâle reflet du Glubb Pacha, dans les traits aigus, tout en arêtes tranchantes, et dans le regard céruléon et légèrement bridé de Faris se discernent tous les signes de l'obstination. Ce chétif personnage paraît brûler d'un feu intérieur qui se manifeste dans ses paroles, ses attitudes et toutes ses décisions. C'est en cela, peut-être, qu'il est l'égal de son père. Mais, entre les deux hommes il y a la distance qui sépare deux générations.

Le magnifique soldat, dernier descendant d'une prodigieuse lignée d'aventuriers anglais qui, de Kipling à Lawrence en passant par Byron et Livingstone, font aujourd'hui encore rêver tant de jeunes, avides de gloire ou d'absolu, a engendré un intellectuel de gauche, effacé, timide, qui contraste étrangement avec les héros classiques de la geste britannique, tous ces officiers chamarrés et ces écrivains romantiques, impavides au milieu des massacres.

En 1967, il revient à Amman avec sa famille

Comme un petit fonctionnaire besogneux, Faris Glubb arrive le matin à son bureau et s'installe devant sa machine à écrire qui se met à cliqueter jusqu'au coucher du soleil, quand le chant du muezzin invite les fidèles à la prière vespérale. Alors, en bon musulman, il fait ses dévotions en direction de la Mecque, puis rentre paisiblement chez lui où l'attendent sa femme et ses enfants. Il gagne modestement sa vie en préparant des émissions en langue anglaise pour la radio jordanienne, mais consacre le plus clair de son temps à amasser de la documentation pour des ouvrages futurs sur le Moyen-Orient. Pourtant, cet homme effacé est aussi, dans son genre, un aventurier. Ayant hérité de son père le profond attachement qu'il ressent à l'égard des Arabes, il a milité dans son adolescence pour la libération des peuples colonisés et, paradoxalement, ses activités politiques ont fait de lui, fils d'un général de l'empire britannique, attaché au faste, à la tradition et à la grandeur, un progressiste.

— "Il n'y a pourtant pas d'hostilité



Les camions cisjordanien franchissent le Jourdain sur le pont Hussein, pour apporter à Amman les fruits et légumes récoltés en territoire occupé.

entre nous, me confie-t-il. Mon père me comprend et respecte mes idées, comme je respecte les siennes, même si nous ne sommes pas toujours du même avis en ce qui concerne les attitudes à prendre face aux grands problèmes qui bouleversent actuellement le monde".

Faris menait une existence tranquille en Angleterre. Régulièrement, il participait à des réunions ou à des conférences en faveur du peuple palestinien. Celles-ci, parfois, étaient perturbées par des jeunes sionistes et se terminaient par des bagarres et des horions. En juin 1967, lors de la guerre des six jours, il éprouva, comme tous les Arabes du Moyen-Orient, l'humiliation de la défaite. Il assista, impuissant, sur son écran de télévision, au nouvel exode des Palestiniens qui, avec quelques hardes et leurs gosses aux yeux dilatés d'effroi, traversaient le Jourdain à l'aide d'une corde, à côté du pont Allenby détruit par les bombardements. Il ressentit comme une blessure propre le désespoir de ces familles déracinées, et avec les siens il prit l'avion et débarqua à Amman, sa ville natale, où tant de liens l'attachaient au passé.

— "Je me souviens, me dit-il, que pendant mon enfance, en 1948, il y avait déjà une longue file de ces réfugiés palestiniens chaque matin devant notre porte, attendant que mon père leur distribue des vivres. Je n'ai jamais oublié tous ces visages tristes, tous ces airs misérables. Cela m'a hanté jusqu'à aujourd'hui. C'est pour cela que je suis revenu ici. Les paroles que l'on prononce, les activités que l'on a en Europe ne servent pas à grand-chose. On se gargarise de mots, c'est tout. Ici, je me sens plus utile".

— Mais est-ce que cet afflux de réfugiés palestiniens, d'abord en 1948, puis en 1967, n'a pas déséquilibré la Jordanie?

— "Le problème des réfugiés a déséquilibré le Moyen-Orient tout entier. Depuis la guerre des six jours, de profonds changements se sont produits ici. Actuellement, à court terme, lors d'un éventuel affrontement israélo-arabe, les Israéliens remporteront encore la victoire, car ils sont très forts dans la guerre-éclair. Mais si la guerre se prolonge et si elle est menée de ce côté selon la stratégie de la guerre populaire, alors, les Arabes peuvent gagner. Hier, quand on prononçait le mot "palestinien", on imaginait immédiatement une vieille femme près de sa tente, avec une carte de rationnement dans la main. Aujourd'hui, ce mot évoque aussitôt un jeune homme avec une mitraillette.

C'est vrai. Aujourd'hui, des milliers de guérilleros en armes se refusent à admettre la fatalité et les défaites successives des armées arabes".

L'épopée d'un officier cartographe

La Jordanie, 96.610 km², dont 5.650 lui ont été enlevés lors de la guerre des six jours, 70% de réfugiés palestiniens entassés dans les camps, des conditions économiques catastrophiques, une tension quasi-explosive.

Cette situation est liée au passé, à la politique des Alliés pendant et après la première guerre mondiale.

Avant la guerre de 14, l'empire ottoman étend son emprise sur tout le Moyen-Orient. Lorsqu'il entre en guerre aux côtés

de l'Allemagne, l'Angleterre "protège" de l'Égypte, fera tous ses efforts pour soulever contre lui les Arabes. MacMahon, Haut Commissaire britannique au Caire, dans une série de lettres au shérif de la Mecque Hussein, lui fit miroiter, après la victoire des Alliés, la création d'un royaume arabe, de la Mecque à Alep, de Jérusalem à Bassorah, sous son autorité, s'il accepte de soulever les tribus bédouines.

En 1916, Lawrence, alors officier cartographe au Caire, obtient du gouvernement britannique l'autorisation de prendre un contact personnel avec le shérif Hussein. Dès son arrivée à Djeddah, il part à la recherche de Fayçal, le troisième fils du shérif. "C'était, je le compris au premier coup d'oeil, l'homme que je cherchais en Arabie — le chef qui dresserait la Révolution Arabe en pleine gloire".

Fayçal lui demanda: "Comment trouvez-vous notre camp? — Superbe, mais loin de Damas.

"Le mot tombe au milieu du groupe comme une épée... Fayçal leva les yeux, sourit et dit: "Dieu soit loué, les Turcs sont plus proches".

Au même moment, les grandes puissances d'Occident, prévoyant leur victoire, se partagent cette région en zones d'influence, française et anglaise: ce sont les Accords Sykes-Picot. Lawrence n'est pas dupe, mais il se promet "de conduire les Arabes si follement à la victoire que l'opportunisme des grandes puissances dut leur conseiller ensuite de satisfaire leurs revendications nationales".

A peu près dans le même temps, en 1917, Lord Balfour, ministre des Af-

faires Étrangères de Grande-Bretagne, écrit à Lord Rothschild, président du comité sioniste d'Angleterre, et lui notifie son accord pour l'organisation d'un Foyer National juif en Palestine. Ce pôle d'émigration, qui ne constitue pas encore un État, n'est pas, au départ, mal accueilli par le monde arabe.

Le régime des Mandats

L'Emir Fayçal a, peu de temps après, des contacts avec le président de l'Organisation sioniste, Weizman, et les deux hommes s'accordent sur l'accélération de l'immigration juive en Palestine, celle-ci, cependant, ne devant léser en rien les droits des habitants arabes de la région. Fayçal n'y met qu'une réserve, qui invalidera cet accord presque immédiatement: l'octroi de l'indépendance promise aux Arabes. De son côté, Weizman évite de parler d'un futur "État" juif; il ne s'agit, pour l'instant, que de créer un "foyer national" juif, à l'intérieur de l'État arabe. Mais son intention, avouée quelque temps plus tard, est de rendre la Palestine "aussi juive que l'Angleterre est anglaise".

Il n'était pas question que tous ces accords et promesses contradictoires fussent tenus. Mais des espoirs ainsi soulevés et si vite déçus sont nés les conflits qui déchirent le Moyen-Orient depuis lors.

Le jour où Lawrence et l'Emir Fayçal font leur entrée à Damas, le 1er octobre 1918, le Muezzin ajoute à la prière rituelle ces quelques mots: "Dieu est

très bon pour nous en ce jour, ô peuple de Damas!".

Dieu sera moins bon que ne l'espèrent les Arabes, puisque, à la Conférence de San Remo, le Moyen-Orient est divisé, et ses territoires placés sous suzeraineté française ou anglaise. Quelques semaines plus tard, le général Gouraud donne 24 heures à Fayçal pour quitter Damas.

En 1921, les Anglais, faible compensation à leurs promesses trahies, offrent à Fayçal le trône d'Iraq, à son frère Abdallah celui de Transjordanie. Mais ils conservent l'administration directe de la Palestine, où ils permettent aux immigrants juifs d'affluer.

Dès 1920-21, d'abord sur une petite échelle, puis de plus en plus fréquemment, des heurts se produisent entre les Arabes et les colons juifs. Ceux-ci sont soutenus, le plus souvent, par les fonctionnaires et militaires britanniques, ainsi que par l'Agence Juive, véritable État dans l'État, qui finit par se créer sa propre armée, la Hagannah.

De 1933 à 1939, fuyant les persécutions nazies, 300.000 Juifs débarquent sur la "terre promise". L'hostilité grandissante des Arabes envers la Grande-Bretagne pousse certains d'entre eux à se tourner du côté de la seule puissance capable de lui faire obstacle: l'Allemagne de Hitler. En 1937, Hadj Amin, Grand Mufti de Jérusalem et chef de file des nationalistes, chassé de Palestine par les autorités mandataires, se réfugie à Berlin, où il intervient fréquemment à la radio et lance des appels, aussi virulents que ceux de ses protecteurs nazis, à l'extermination de la race juive tout entière.

Le parti conservateur tentera de définir des priorités pour le Canada

OTTAWA (PC) — Etablir la direction générale de la politique progressiste — conservatrice et non pas un programme électoral.

C'est là l'objectif de la "Conférence sur les priorités au Canada" qui aura lieu du 9 au 13 octobre aux Chutes de Niagara et qui sera patronnée par le parti conservateur canadien.

M. Robert Stanfield, chef de ce parti, qui a annoncé hier, lors d'une conférence de presse à Ottawa, la tenue de cette rencontre et qui en a dévoilé l'objectif, en sera le président.

Il a commenté que la conférence de Niagara "est une étape dans le processus continu du développement politique et de discussion" au sein du parti progressiste-conservateur.

"Il est de notre opinion que, en plus de ces fonctions traditionnelles, un parti politique national contemporain doit être un instrument qui permette de concevoir un entendement général des questions publiques et une entente sur les priorités et les approches".

"Je ne crois pas que ce parti, a avoué M. Stanfield, comme tout autre parti canadien, ait atteint le stade d'être un instrument adéquat de compréhension ou d'entente".

Sur ce, le chef du parti conservateur qui a fait sa déclaration dans les deux langues officielles du pays, a précisé qu'il demandera à l'association nationale de son parti de tenir des conférences d'orientation politique subséquentes sur une base nationale ou régionale.

M. Stanfield a, d'autre part précisé que la conférence de

Niagara devra voir à recommander un système pouvant être établi au sein du parti, permettant à un grand nombre de citoyens canadiens d'examiner et de comprendre une gamme étendue de questions publiques.

En réponse à des questions des journalistes, le chef conservateur a déclaré qu'il se rendait fort déçu si la conférence n'en arrivait pas à certaines décisions fermes.

Un manifeste

Un groupe de néo-démocrates veulent "radicaliser" le parti

OTTAWA (d'après PC) — Un groupe de néo-démocrates a entrepris hier par la publication d'un manifeste la "radicalisation" du programme politique du parti.

Le manifeste de cinq pages porte sur un Canada indépendant et socialiste et on y trouve entre autres les propositions suivantes:

● Le problème majeur du Canada n'est pas celui de l'unité mais celui de la survie et la menace de ce point de vue ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur.

● Le Canada est devenu une source d'approvisionnement et un marché de consommation dans l'empire américain.

● Cet empire est caracté-

risé à l'extérieur par son militarisme et à l'intérieur par son racisme.

● Le Canada devrait cesser d'appuyer, par des ventes d'armes et de matériel stratégique aux USA, la guerre barbare qu'ils livrent au Vietnam.

● L'économie d'un système capitaliste entrave le développement en mettant l'accent sur des projets profitables au détriment de l'habitation, de l'éducation, des soins médicaux et du transport en commun.

L'un des porte-parole du groupe de 95 intellectuels qui ont signé le document, M. Melville Watkins, le comptable qui a dirigé un groupe d'étude sur la structure de l'économie canadienne, a dé-

claré que le manifeste constitue un effort pour "radicaliser" le programme du parti à l'occasion du congrès que le parti doit tenir en octobre à Winnipeg.

Aucun député du parti à la chambre n'a signé le document qui a été rendu public à Ottawa hier, au cours d'une conférence de presse.

C'est la deuxième fois en quelques mois qu'un groupe de néo-démocrates publie un manifeste pour tenter d'orienter plus à gauche l'ensemble de la doctrine du parti.

Entre-temps, des membres du parti continuent de préparer une série de documents qui doivent servir de points de départ pour les discussions du congrès d'octobre.

Le bureau de M. Robert Stanfield a annoncé hier que le chef de l'opposition avait invité une vingtaine de cultivateurs à participer à une assemblée de trois jours à Regina, du 8 au 10 septembre.

La réunion, organisée par des représentants du parti, formulera des recommandations au caucus parlementaire conservateur et à une conférence nationale du parti qui aura lieu à Niagara Falls, du 9 au 16 octobre.

M. Stanfield arrivera à Regina le 9 septembre, après avoir visité des régions de l'Alberta et de la Saskatchewan. Les députés fédéraux de l'Ouest assisteront également à la conférence.

VOS INVITÉS SE SOUVIENDRONT LONGTEMPS

D'UN DÎNER "AU LUTIN"

• Spectacles
• Pas de frais de couvert
• Pas de minimum



Réervations: 271-1188
DÉJEUNER: LUN - VEN - DÎNER TOUTS LES SOIRS: DE 5 P.M. À LA FERMETURE

DÉCORATEURS ENSEMBLIERS

LAURENT BÉRUBÉ
DÉCORATEUR - ENSEMBLIER
8240 AIMÉ-RENAUD
ST-LEONARD Mtl, 38
324 - 2580

JACQUES CORRIVEAU
DÉCORATEUR - ENSEMBLIER
DÉSIGNER
1285 ST-ANDRÉ
MONTREAL 132
845-7592

LAURENT LAMY
DÉCORATEUR - ENSEMBLIER
788, Wilder
Montréal 8 - 737-1955

Stanfield en tournée dans l'Ouest

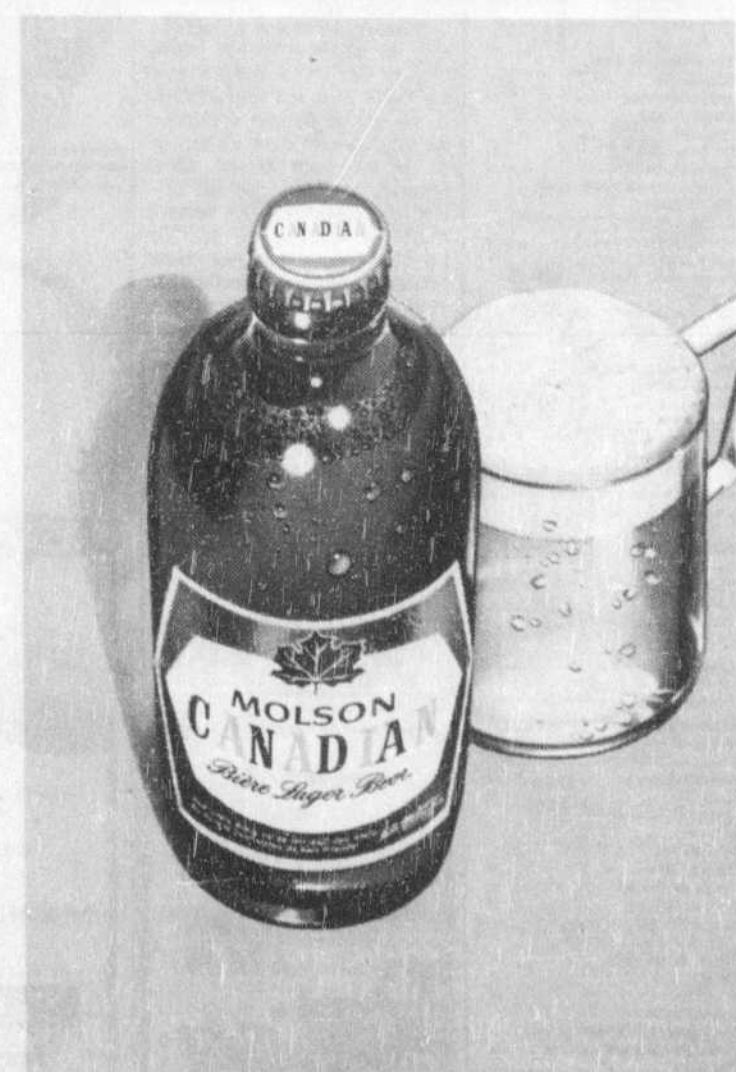
OTTAWA (PC) — Le chef du parti conservateur visitera la semaine prochaine au moins sept localités des Prairies et discutera des problèmes de l'agriculture avec un groupe

ARCHITECTES
DAVID & BOULVA
ARCHITECTES
3 Place Ville-Marie
MONTREAL - 866-9854

Les architectes
Langre, Marchand, Goudreau
Dobosh, Stewart, Bourke
506 est, rue Ste-Catherine
Montréal 24 - 842-1401

VIVE VIVE

Vive la Canadienne



Une petite Canadienne, ça c'est bon!

arts

et

spectacles

Le bruit de la ville

MUSIQUE: Le prochain Concours International de Montréal aura lieu du 29 mai au 14 juin 1970 et sera accessible aux chanteurs nés entre le 29 mai 1935 et le 29 mai 1950. Les gagnants se partageront la somme de \$23.500 comme suit: un premier prix de \$10.000, un deuxième de \$5.000, un troisième de \$2.500, un quatrième de \$1.500, un cinquième de \$1.000, et sept prix de \$500. La date limite d'inscription est fixée au 1er mars 1970. On est prié de s'adresser à l'Institut International de musique du Canada, 106 avenue Dulwich, St-Lambert, P.Q. Canada.

CINÉMA: Une avant-première du premier film américain de Jean-Luc Godard, un festival Leacock-Pennabaker ("Monte Pop") avec la participation de ces derniers, le premier festival canadien de films étudiants, une grande série de films japonais, et un festival Busby Berkeley ("Gold Diggers of 1933"): tels seront les événements qui marqueront la saison 1969-70 au Conservatoire d'Art Cinématographique de l'Université Sir George Williams. Du 11 septembre au mois de juillet le Conservatoire présentera plus de 150 films entre ses séances régulières du jeudi soir et sa série de festivals mensuels. Une carte de membre de \$10, valable pour toute la saison, est maintenant disponible pour les étudiants et le public. La saison débutera avec le festival Marx Brothers du 11 au 14 septembre.

AUDITIONS: L'Académie des Grands ballets canadiens, conjointement avec la Fondation des Amis de l'art, annonce la tenue d'une audition, samedi le 6 sept. à 14h, à l'Académie de GBC, 4848 boulevard St-Laurent. Cette audition a pour but de choisir deux garçons qui recevront chacun une bourse de \$250, accordée par la Fondation.

Horaire des théâtres

COMÉDIE-CANADIENNE - "Frisson", revue de Marcel Maréchal, à 20h30.
LA POUBRIÈRE - "That Spring Thing", comédie de Jack Cropp. Du mardi au vendredi, 20h30, samedi 19h30 et 21h30, dimanche 14h30.
LE PATRIOTE - "Yvon Deschamps", à 20h30 - relève le lundi - dim 19h30.
THÉÂTRE DES MARGUERITES (Tous-les-jours) "Gog et Magog" d'André - Tous les soirs 21h, sauf les lundis et vendredis.
THÉÂTRE DE MARJOULAIN (Eastm) "Hold-Up" de Carier-Leveillé - le dimanche à 20h, tous les soirs à 21h, relève le lundi.

Horaire des cinémas

ET AUTRES LANGUES

ARLEQUIN - "L'Étranger de Boston" et "Dernier mardi".
ART - "Les parapluies de Cherbourg", 19h.
BUJOU - "El che Guevara", 12h30 - 20h.
CANADIEN - "Le Miracle de l'amour No 2" et "Princesse d'un jour".
CHAMPLAIN - "Les tues, les mous, les mères" et "Sol, pousse et dynamite".
CHATEAU - "Vierge de Satan" et "Dessé des sables".
CINÉMA DE PARIS - Même horaire que le Fleur de Lys.
CHENAZIE - "Penny Girl" (français) 8h30 - 8h45 - 8h50 - 9h00 - 9h15 - 9h30 - 9h45 - 9h50 - 10h00 - 10h15 - 10h30 - 10h45 - 10h50 - 11h00 - 11h15 - 11h30 - 11h45 - 11h50 - 12h00 - 12h15 - 12h30 - 12h45 - 12h50 - 13h00 - 13h15 - 13h30 - 13h45 - 13h50 - 14h00 - 14h15 - 14h30 - 14h45 - 14h50 - 15h00 - 15h15 - 15h30 - 15h45 - 15h50 - 16h00 - 16h15 - 16h30 - 16h45 - 16h50 - 17h00 - 17h15 - 17h30 - 17h45 - 17h50 - 18h00 - 18h15 - 18h30 - 18h45 - 18h50 - 19h00 - 19h15 - 19h30 - 19h45 - 19h50 - 20h00 - 20h15 - 20h30 - 20h45 - 20h50 - 21h00 - 21h15 - 21h30 - 21h45 - 21h50 - 22h00 - 22h15 - 22h30 - 22h45 - 22h50 - 23h00 - 23h15 - 23h30 - 23h45 - 23h50 - 24h00 - 24h15 - 24h30 - 24h45 - 24h50 - 25h00 - 25h15 - 25h30 - 25h45 - 25h50 - 26h00 - 26h15 - 26h30 - 26h45 - 26h50 - 27h00 - 27h15 - 27h30 - 27h45 - 27h50 - 28h00 - 28h15 - 28h30 - 28h45 - 28h50 - 29h00 - 29h15 - 29h30 - 29h45 - 29h50 - 30h00 - 30h15 - 30h30 - 30h45 - 30h50 - 31h00 - 31h15 - 31h30 - 31h45 - 31h50 - 32h00 - 32h15 - 32h30 - 32h45 - 32h50 - 33h00 - 33h15 - 33h30 - 33h45 - 33h50 - 34h00 - 34h15 - 34h30 - 34h45 - 34h50 - 35h00 - 35h15 - 35h30 - 35h45 - 35h50 - 36h00 - 36h15 - 36h30 - 36h45 - 36h50 - 37h00 - 37h15 - 37h30 - 37h45 - 37h50 - 38h00 - 38h15 - 38h30 - 38h45 - 38h50 - 39h00 - 39h15 - 39h30 - 39h45 - 39h50 - 40h00 - 40h15 - 40h30 - 40h45 - 40h50 - 41h00 - 41h15 - 41h30 - 41h45 - 41h50 - 42h00 - 42h15 - 42h30 - 42h45 - 42h50 - 43h00 - 43h15 - 43h30 - 43h45 - 43h50 - 44h00 - 44h15 - 44h30 - 44h45 - 44h50 - 45h00 - 45h15 - 45h30 - 45h45 - 45h50 - 46h00 - 46h15 - 46h30 - 46h45 - 46h50 - 47h00 - 47h15 - 47h30 - 47h45 - 47h50 - 48h00 - 48h15 - 48h30 - 48h45 - 48h50 - 49h00 - 49h15 - 49h30 - 49h45 - 49h50 - 50h00 - 50h15 - 50h30 - 50h45 - 50h50 - 51h00 - 51h15 - 51h30 - 51h45 - 51h50 - 52h00 - 52h15 - 52h30 - 52h45 - 52h50 - 53h00 - 53h15 - 53h30 - 53h45 - 53h50 - 54h00 - 54h15 - 54h30 - 54h45 - 54h50 - 55h00 - 55h15 - 55h30 - 55h45 - 55h50 - 56h00 - 56h15 - 56h30 - 56h45 - 56h50 - 57h00 - 57h15 - 57h30 - 57h45 - 57h50 - 58h00 - 58h15 - 58h30 - 58h45 - 58h50 - 59h00 - 59h15 - 59h30 - 59h45 - 59h50 - 60h00 - 60h15 - 60h30 - 60h45 - 60h50 - 61h00 - 61h15 - 61h30 - 61h45 - 61h50 - 62h00 - 62h15 - 62h30 - 62h45 - 62h50 - 63h00 - 63h15 - 63h30 - 63h45 - 63h50 - 64h00 - 64h15 - 64h30 - 64h45 - 64h50 - 65h00 - 65h15 - 65h30 - 65h45 - 65h50 - 66h00 - 66h15 - 66h30 - 66h45 - 66h50 - 67h00 - 67h15 - 67h30 - 67h45 - 67h50 - 68h00 - 68h15 - 68h30 - 68h45 - 68h50 - 69h00 - 69h15 - 69h30 - 69h45 - 69h50 - 70h00 - 70h15 - 70h30 - 70h45 - 70h50 - 71h00 - 71h15 - 71h30 - 71h45 - 71h50 - 72h00 - 72h15 - 72h30 - 72h45 - 72h50 - 73h00 - 73h15 - 73h30 - 73h45 - 73h50 - 74h00 - 74h15 - 74h30 - 74h45 - 74h50 - 75h00 - 75h15 - 75h30 - 75h45 - 75h50 - 76h00 - 76h15 - 76h30 - 76h45 - 76h50 - 77h00 - 77h15 - 77h30 - 77h45 - 77h50 - 78h00 - 78h15 - 78h30 - 78h45 - 78h50 - 79h00 - 79h15 - 79h30 - 79h45 - 79h50 - 80h00 - 80h15 - 80h30 - 80h45 - 80h50 - 81h00 - 81h15 - 81h30 - 81h45 - 81h50 - 82h00 - 82h15 - 82h30 - 82h45 - 82h50 - 83h00 - 83h15 - 83h30 - 83h45 - 83h50 - 84h00 - 84h15 - 84h30 - 84h45 - 84h50 - 85h00 - 85h15 - 85h30 - 85h45 - 85h50 - 86h00 - 86h15 - 86h30 - 86h45 - 86h50 - 87h00 - 87h15 - 87h30 - 87h45 - 87h50 - 88h00 - 88h15 - 88h30 - 88h45 - 88h50 - 89h00 - 89h15 - 89h30 - 89h45 - 89h50 - 90h00 - 90h15 - 90h30 - 90h45 - 90h50 - 91h00 - 91h15 - 91h30 - 91h45 - 91h50 - 92h00 - 92h15 - 92h30 - 92h45 - 92h50 - 93h00 - 93h15 - 93h30 - 93h45 - 93h50 - 94h00 - 94h15 - 94h30 - 94h45 - 94h50 - 95h00 - 95h15 - 95h30 - 95h45 - 95h50 - 96h00 - 96h15 - 96h30 - 96h45 - 96h50 - 97h00 - 97h15 - 97h30 - 97h45 - 97h50 - 98h00 - 98h15 - 98h30 - 98h45 - 98h50 - 99h00 - 99h15 - 99h30 - 99h45 - 99h50 - 100h00 - 100h15 - 100h30 - 100h45 - 100h50 - 101h00 - 101h15 - 101h30 - 101h45 - 101h50 - 102h00 - 102h15 - 102h30 - 102h45 - 102h50 - 103h00 - 103h15 - 103h30 - 103h45 - 103h50 - 104h00 - 104h15 - 104h30 - 104h45 - 104h50 - 105h00 - 105h15 - 105h30 - 105h45 - 105h50 - 106h00 - 106h15 - 106h30 - 106h45 - 106h50 - 107h00 - 107h15 - 107h30 - 107h45 - 107h50 - 108h00 - 108h15 - 108h30 - 108h45 - 108h50 - 109h00 - 109h15 - 109h30 - 109h45 - 109h50 - 110h00 - 110h15 - 110h30 - 110h45 - 110h50 - 111h00 - 111h15 - 111h30 - 111h45 - 111h50 - 112h00 - 112h15 - 112h30 - 112h45 - 112h50 - 113h00 - 113h15 - 113h30 - 113h45 - 113h50 - 114h00 - 114h15 - 114h30 - 114h45 - 114h50 - 115h00 - 115h15 - 115h30 - 115h45 - 115h50 - 116h00 - 116h15 - 116h30 - 116h45 - 116h50 - 117h00 - 117h15 - 117h30 - 117h45 - 117h50 - 118h00 - 118h15 - 118h30 - 118h45 - 118h50 - 119h00 - 119h15 - 119h30 - 119h45 - 119h50 - 120h00 - 120h15 - 120h30 - 120h45 - 120h50 - 121h00 - 121h15 - 121h30 - 121h45 - 121h50 - 122h00 - 122h15 - 122h30 - 122h45 - 122h50 - 123h00 - 123h15 - 123h30 - 123h45 - 123h50 - 124h00 - 124h15 - 124h30 - 124h45 - 124h50 - 125h00 - 125h15 - 125h30 - 125h45 - 125h50 - 126h00 - 126h15 - 126h30 - 126h45 - 126h50 - 127h00 - 127h15 - 127h30 - 127h45 - 127h50 - 128h00 - 128h15 - 128h30 - 128h45 - 128h50 - 129h00 - 129h15 - 129h30 - 129h45 - 129h50 - 130h00 - 130h15 - 130h30 - 130h45 - 130h50 - 131h00 - 131h15 - 131h30 - 131h45 - 131h50 - 132h00 - 132h15 - 132h30 - 132h45 - 132h50 - 133h00 - 133h15 - 133h30 - 133h45 - 133h50 - 134h00 - 134h15 - 134h30 - 134h45 - 134h50 - 135h00 - 135h15 - 135h30 - 135h45 - 135h50 - 136h00 - 136h15 - 136h30 - 136h45 - 136h50 - 137h00 - 137h15 - 137h30 - 137h45 - 137h50 - 138h00 - 138h15 - 138h30 - 138h45 - 138h50 - 139h00 - 139h15 - 139h30 - 139h45 - 139h50 - 140h00 - 140h15 - 140h30 - 140h45 - 140h50 - 141h00 - 141h15 - 141h30 - 141h45 - 141h50 - 142h00 - 142h15 - 142h30 - 142h45 - 142h50 - 143h00 - 143h15 - 143h30 - 143h45 - 143h50 - 144h00 - 144h15 - 144h30 - 144h45 - 144h50 - 145h00 - 145h15 - 145h30 - 145h45 - 145h50 - 146h00 - 146h15 - 146h30 - 146h45 - 146h50 - 147h00 - 147h15 - 147h30 - 147h45 - 147h50 - 148h00 - 148h15 - 148h30 - 148h45 - 148h50 - 149h00 - 149h15 - 149h30 - 149h45 - 149h50 - 150h00 - 150h15 - 150h30 - 150h45 - 150h50 - 151h00 - 151h15 - 151h30 - 151h45 - 151h50 - 152h00 - 152h15 - 152h30 - 152h45 - 152h50 - 153h00 - 153h15 - 153h30 - 153h45 - 153h50 - 154h00 - 154h15 - 154h30 - 154h45 - 154h50 - 155h00 - 155h15 - 155h30 - 155h45 - 155h50 - 156h00 - 156h15 - 156h30 - 156h45 - 156h50 - 157h00 - 157h15 - 157h30 - 157h45 - 157h50 - 158h00 - 158h15 - 158h30 - 158h45 - 158h50 - 159h00 - 159h15 - 159h30 - 159h45 - 159h50 - 160h00 - 160h15 - 160h30 - 160h45 - 160h50 - 161h00 - 161h15 - 161h30 - 161h45 - 161h50 - 162h00 - 162h15 - 162h30 - 162h45 - 162h50 - 163h00 - 163h15 - 163h30 - 163h45 - 163h50 - 164h00 - 164h15 - 164h30 - 164h45 - 164h50 - 165h00 - 165h15 - 165h30 - 165h45 - 165h50 - 166h00 - 166h15 - 166h30 - 166h45 - 166h50 - 167h00 - 167h15 - 167h30 - 167h45 - 167h50 - 168h00 - 168h15 - 168h30 - 168h45 - 168h50 - 169h00 - 169h15 - 169h30 - 169h45 - 169h50 - 170h00 - 170h15 - 170h30 - 170h45 - 170h50 - 171h00 - 171h15 - 171h30 - 171h45 - 171h50 - 172h00 - 172h15 - 172h30 - 172h45 - 172h50 - 173h00 - 173h15 - 173h30 - 173h45 - 173h50 - 174h00 - 174h15 - 174h30 - 174h45 - 174h50 - 175h00 - 175h15 - 175h30 - 175h45 - 175h50 - 176h00 - 176h15 - 176h30 - 176h45 - 176h50 - 177h00 - 177h15 - 177h30 - 177h45 - 177h50 - 178h00 - 178h15 - 178h30 - 178h45 - 178h50 - 179h00 - 179h15 - 179h30 - 179h45 - 179h50 - 180h00 - 180h15 - 180h30 - 180h45 - 180h50 - 181h00 - 181h15 - 181h30 - 181h45 - 181h50 - 182h00 - 182h15 - 182h30 - 182h45 - 182h50 - 183h00 - 183h15 - 183h30 - 183h45 - 183h50 - 184h00 - 184h15 - 184h30 - 184h45 - 184h50 - 185h00 - 185h15 - 185h30 - 185h45 - 185h50 - 186h00 - 186h15 - 186h30 - 186h45 - 186h50 - 187h00 - 187h15 - 187h30 - 187h45 - 187h50 - 188h00 - 188h15 - 188h30 - 188h45 - 188h50 - 189h00 - 189h15 - 189h30 - 189h45 - 189h50 - 190h00 - 190h15 - 190h30 - 190h45 - 190h50 - 191h00 - 191h15 - 191h30 - 191h45 - 191h50 - 192h00 - 192h15 - 192h30 - 192h45 - 192h50 - 193h00 - 193h15 - 193h30 - 193h45 - 193h50 - 194h00 - 194h15 - 194h30 - 194h45 - 194h50 - 195h00 - 195h15 - 195h30 - 195h45 - 195h50 - 196h00 - 196h15 - 196h30 - 196h45 - 196h50 - 197h00 - 197h15 - 197h30 - 197h45 - 197h50 - 198h00 - 198h15 - 198h30 - 198h45 - 198h50 - 199h00 - 199h15 - 199h30 - 199h45 - 199h50 - 200h00 - 200h15 - 200h30 - 200h45 - 200h50 - 201h00 - 201h15 - 201h30 - 201h45 - 201h50 - 202h00 - 202h15 - 202h30 - 202h45 - 202h50 - 203h00 - 203h15 - 203h30 - 203h45 - 203h50 - 204h00 - 204h15 - 204h30 - 204h45 - 204h50 - 205h00 - 205h15 - 205h30 - 205h45 - 205h50 - 206h00 - 206h15 - 206h30 - 206h45 - 206h50 - 207h00 - 207h15 - 207h30 - 207h45 - 207h50 - 208h00 - 208h15 - 208h30 - 208h45 - 208h50 - 209h00 - 209h15 - 209h30 - 209h45 - 209h50 - 210h00 - 210h15 - 210h30 - 210h45 - 210h50 - 211h00 - 211h15 - 211h30 - 211h45 - 211h50 - 212h00 - 212h15 - 212h30 - 212h45 - 212h50 - 213h00 - 213h15 - 213h30 - 213h45 - 213h50 - 214h00 - 214h15 - 214h30 - 214h45 - 214h50 - 215h00 - 215h15 - 215h30 - 215h45 - 215h50 - 216h00 - 216h15 - 216h30 - 216h45 - 216h50 - 217h00 - 217h15 - 217h30 - 217h45 - 217h50 - 218h00 - 218h15 - 218h30 - 218h45 - 218h50 - 219h00 - 219h15 - 219h30 - 219h45 - 219h50 - 220h00 - 220h15 - 220h30 - 220h45 - 220h50 - 221h00 - 221h15 - 221h30 - 221h45 - 221h50 - 222h00 - 222h15 - 222h30 - 222h45 - 222h50 - 223h00 - 223h15 - 223h30 - 223h45 - 223h50 - 224h00 - 224h15 - 224h30 - 224h45 - 224h50 - 225h00 - 225h15 - 225h30 - 225h45 - 225h50 - 226h00 - 226h15 - 226h30 - 226h45 - 226h50 - 227h00 - 227h15 - 227h30 - 227h45 - 227h50 - 228h00 - 228h15 - 228h30 - 228h45 - 228h50 - 229h00 - 229h15 - 229h30 - 229h45 - 229h50 - 230h00 - 230h15 - 230h30 - 230h45 - 230h50 - 231h00 - 231h15 - 231h30 - 231h45 - 231h50 - 232h00 - 232h15 - 232h30 - 232h45 - 232h50 - 233h00 - 233h15 - 233h30 - 233h45 - 233h50 - 234h00 - 234h15 - 234h30 - 234h45 - 234h50 - 235h00 - 235h15 - 235h30 - 235h45 - 235h50 - 236h00 - 236h15 - 236h30 - 236h45 - 236h50 - 237h00 - 237h15 - 237h30 - 237h45 - 237h50 - 238h00 - 238h15 - 238h30 - 238h45 - 238h50 - 239h00 - 239h15 - 239h30 - 239h45 - 239h50 - 240h00 - 240h15 - 240h30 - 240h45 - 240h50 - 241h00 - 241h15 - 241h30 - 241h45 - 241h50 - 242h00 - 242h15 - 242h30 - 242h45 - 242h50 - 243h00 - 243h15 - 243h30 - 243h45 - 243h50 - 244h00 - 244h15 - 244h30 - 244h45 - 244h50 - 245h00 - 245h15 - 245h30 - 245h45 - 245h50 - 246h00 - 246h15 - 246h30 - 246h45 - 246h50 - 247h00 - 247h15 - 247h30 - 247h45 - 247h50 - 248h00 - 248h15 - 248h30 - 248h45 - 248h50 - 249h00 - 249h15 - 249h30 - 249h45 - 249h50 - 250h00 - 250h15 - 250h30 - 250h45 - 250h50 - 251h00 - 251h15 - 251h30 - 251h45 - 251h50 - 252h00 - 252h15 - 252h30 - 252h45 - 252h50 - 253h00 - 253h15 - 253h30 - 253h45 - 253h50 - 254h00 - 254h15 - 254h30 - 254h45 - 254h50 - 255h00 - 255h15 - 255h30 - 255h45 - 255h50 - 256h00 - 256h15 - 256h30 - 256h45 - 256h50 - 257h00 - 257h15 - 257h30 - 257h45 - 257h50 - 258h00 - 258h15 - 258h30 - 258h45 - 258h50 - 259h00 - 259h15 - 259h30 - 259h45 - 259h50 - 260h00 - 260h15 - 260h30 - 260h45 - 260h50 - 261h00 - 261h15 - 261h30 - 261h45 - 261h50 - 262h00 - 262h15 - 262h30 - 262h45 - 262h50 - 263h00 - 263h15 - 263h30 - 263h45 - 263h50 - 264h00 - 264h15 - 264h30 - 264h45 - 264h50 - 265h00 - 265h15 - 265h30 - 265h45 - 265h50 - 266h00 - 266h15 - 266h30 - 266h45 - 266h50 - 267h00 - 267h15 - 267h30 - 267h45 - 267h50 - 268h00 - 268h15 - 268h30 - 268h45 - 268h50 - 269h00 - 269h15 - 269h30 - 269h45 - 269h50 - 270h00 - 270h15 - 270h30 - 270h45 - 270h50 - 271h00 - 271h15 - 271h30 - 271h45 - 271h50 - 272h00 - 272h15 - 272h30 - 272h45 - 272h50 - 273h00 - 273h15 - 273h30 - 273h45 - 273h50 - 274h00 - 274h15 - 274h30 - 274h45 - 274h50 - 275h00 - 275h15 - 275h30 - 275h45 - 275h50 - 276h00 - 276h15 - 276h30 - 276h45 - 276h50 - 277h00 - 277h15 - 277h30 - 277h45 - 277h50 - 278h00 - 278h15 - 278h30 - 278h45 - 278h50 - 279h00 - 279h15 - 279h30 - 279h45 - 279h50 - 280h00 - 280h15 - 280h30 - 280h45 - 280h50 - 281h00 - 281h15 - 281h30 - 281h45 - 281h50 - 282h00 - 282h15 - 282h30 - 282h45 - 282h50 - 283h00 - 283h15 - 283h30 - 283h45 - 283h50 - 284h00 - 284h15 - 284h30 - 284h45 - 284h50 - 285h00 - 285h15 - 285h30 - 285h45 - 285h50 - 286h00 - 286h15 - 286h30 - 286h45 - 286h50 - 287h00 - 287h15 - 287h30 - 287h45 - 287h50 - 288h00 - 288h15 - 288h30 - 288h45 - 288h50 - 289h00 - 289h15 - 289h30 - 289h45 - 289h50 - 290h00 - 290h15 - 290h30 - 290h45 - 290h50 - 291h00 - 291h15 - 291h30 - 291h45 - 291h50 - 292h00 - 292h15 - 292h30 - 292h45 - 292h50 - 293h00 - 293h15 - 293h30 - 293h45 - 293h50 - 294h00 - 294h15 - 294h30 - 294h45

condition

féminine

Éducation sexuelle à l'école: la CECM demeure prudente

par Renée Rowan

Deux écoles élémentaires du secteur anglais de la CECM expérimentent à compter de septembre un programme en éducation sexuelle. Du côté français, aucun programme pilote ne sera mis de l'avant, mais les écoles seront autorisées à poursuivre des initiatives en éducation sexuelle, à condition que ces initiatives soient menées en liaison avec les parents des enfants concernés et en collaboration avec le comité consultatif de parents, là où il existe et sous la responsabilité de la direction de la région administrative.

À la suite du rapport préliminaire du comité inter-services sur l'éducation sexuelle à l'école, il a été résolu de n'exercer aucune pression pour qu'un plus grand nombre d'écoles mettent sur pied de nouvelles initiatives.

Le rapport, adopté par la CECM à la session régulière du 19 juin, est passé presque inaperçu. Si nous y revenons, aujourd'hui, c'est, croyons-nous, qu'il est de nature à intéresser les parents, particulièrement au moment de la rentrée scolaire.

La CECM reconnaît que l'école, conjointement avec les parents, a un rôle à exercer dans l'éducation sexuelle des élèves et que cet enseignement devrait s'inscrire à l'intérieur d'un cours de formation personnelle. Elle permet aux directions d'écoles de déterminer avec leurs professeurs la politique à suivre face aux interventions occasionnelles de certains professeurs dans ce domaine, et de la communiquer aux parents en temps opportun.

Si le secteur anglais démarre plus vite que le côté français, souligne M. Jean Goyer, président du comité sur l'éducation sexuelle, c'est qu'il est plus prêt à expérimenter des maintenant. Il possède déjà un matériel pédagogique plus abondant: manuels, livres de références, moyens audiovisuels, etc. Cette expérience-

pilote, si elle s'avère concluante, aidera à définir le programme d'éducation sexuelle dans toutes les écoles du Québec.

Une responsabilité à partager

L'éducation sexuelle, note le rapport, est considérée par un grand nombre d'écoles ou de directions d'écoles comme étant une responsabilité qu'ils partagent avec les parents. Des 338 écoles qui ont répondu au questionnaire envoyé par le comité inter-services d'éducation sexuelle, 289, soit plus de 85 p.c. considèrent que l'éducation sexuelle est une responsabilité de l'école et de la famille. Treize écoles ne donnent aucune opinion concernant cette responsabilité.

C'est au secondaire qu'on retrouve la plus grande unanimité concernant la responsabilité de l'école; en effet, seulement 6 écoles affirment que l'éducation sexuelle des enfants n'appartient qu'à la famille. À l'élémentaire, 43 écoles rejettent la responsabilité de l'éducation sexuelle.

Il est intéressant de noter, par ailleurs, que les écoles ne considèrent pas le corps professoral prêt à participer à l'éducation sexuelle des élèves dans l'immédiat. Tout en acceptant leur responsabilité, les écoles soulignent le danger de demander aux professeurs une intervention dans ce domaine sans auparavant leur avoir donné la formation et l'information nécessaires. Cette préparation est ressentie par les écoles comme la condition "sine qua non" de toute action de l'école dans ce domaine complexe.

Un vide qu'il est urgent de combler

Dans son rapport préliminaire, le comité sur l'éducation sexuelle à l'école insiste à plusieurs reprises sur l'ab-

sence d'une politique d'ensemble dans ce domaine et sur la nécessité de combler ce vide au plus tôt.

Une telle politique devrait, selon le comité, s'établir en tenant compte des lignes d'orientation suivantes:

— l'éducation sexuelle à l'école doit se faire simplement et naturellement;

— elle doit être intégrée à un programme plus large de formation personnelle;

— elle doit se faire de façon continue.

Une des conditions à remplir pour sauvegarder la simplicité et le naturel consiste à éviter, lorsqu'il s'agit de parler de sexualité à l'enfant, d'en faire un événement exceptionnel ou extraordinaire. Ainsi devrait-on éviter de "dépayser" l'enfant en le changeant de classe ou en le séparant de sa classe ou de son professeur habituel (ceci vaut tout spécialement pour les classes du primaire). Il faut aussi éviter les précautions trop spéciales ou excessives qui seraient de nature à trop "dramatiser" l'éducation sexuelle aux yeux des enfants.

L'éducation sexuelle ne doit pas par ailleurs devenir un cours spécifique ou isolé; elle doit plutôt constituer une composante importante d'un cours qui vise le développement de toute la personnalité. Un cours de ce genre ne doit pas passer sous silence les questions se rattachant au développement psycho-sexuel de l'enfant, mais leur accorder une part importante.

Le comité insiste enfin sur la continuité dans l'éducation sexuelle, la maturation sexuelle de l'enfant étant un processus continu ou chaque année apporte un complément à l'année qui précède. Cette continuité favorise l'assimilation et la compréhension, concourt à la lente formation des attitudes.



Une jeune fille toute simple qui retourne en classe, voilà ce que la collection "Mode et rentrée" de la maison Morgan vous propose. Une série de modèles créés spécialement pour celles qui retournent à l'université et celles qui commencent une nouvelle carrière. Une gamme de prix très variés pouvant convenir, dit-on, aux budgets des étudiantes comme des jeunes travailleuses. Pantalons, chandails à col roulé, gilets courts, accompagnés d'un chapeau et d'une écharpe coïncident les blousons de cuir ou de fourrure. Une collection qui plaira également aux jeunes femmes qui ont adopté la ligne jeunesse.

Sur votre agenda

Date	Invitation	Lieu
5 septembre	Conférence de Mme Claude Ryan au Club du Premier Vendredi du mois, après la messe célébrée à 2h30. Sujet: "L'éducation des adultes au Québec. Rens. 733-8211 poste 72.	Oratoire St-Joseph de Mt.
9 septembre	Assemblée des auxiliaires des Soeurs du Service social de la Garderie Ste-Famille à 2hrs à la résidence de Mme C. W. Hemming. Rens. VI 5-0326.	376 Redfern ave. Mt.
12-13 et 14	Congrès national des Dames de Champlain sous la présidence de Mme Gérard Chagnon. Thème d'études: "La femme contemporaine responsable de la société en devenir". Mlle Lise Roquet, psychologue dirigera les ateliers. Rens: Mme Tessier, 15 ouest, rue St-Paul, Ste-Agathe des Monts, Qué.	Pointe Gatineau, Qué.
Cours:	Une association internationale des Toastmistress Clubs offre des cours de personnalité en langue anglaise à partir du 8 septembre à 6hrs au Mount Stephen Club, 1430 rue Drummond, Mt. Ren: 722-4871.	
Soins à domicile:	Des cours de premiers secours, soins à domicile et de puériculture sont organisés par l'Ambulance St-Jean à l'intention des femmes et des jeunes. Inscription cette semaine. Rens: 849-3555.	
Ouverture du Patro	Le Prévoist à l'intention des jeunes et des adultes. Inscription les 19 et 20 septembre: 5707 rue St-Dominique, Montréal.	

Chronique du consommateur

Les saucisses qui fondent à vue d'oeil dans la poêle à frire disparaîtront sous peu du marché si les autorités fédérales du service d'alimentation gagnent leur point.

Désormais, le contenu de gras sera limité à un maximum de 40 p.c. Pour le moment, le contenu ne doit pas dépasser 60 p.c. et la proportion de céréale ne doit pas être de plus de 4 p.c.

Le directeur général du département fédéral des aliments et drogues, le Dr R.A. Chapman, a averti les saucissons, dans une lettre récente, qu'il allait demander au ministre de la Santé, M. John Munro, d'apporter les modifications nécessaires à la loi sur les aliments pour permettre aux inspecteurs de faire respecter cette nouvelle formule.

Avons noté pour vous...

... une hausse du prix du porc. On nous l'avait annoncée il y a quelques semaines, mais on a attendu que le congé de la Fête du travail soit passé pour l'appliquer. Dès le début de la semaine, les prix du porc frais, du jambon et du bacon ont subi une hausse de .04 à .06 la livre. Les hausses se font surtout sentir pour les meilleurs coupes.

Dans le dernier bulletin de la direction de l'économie du ministère de l'agriculture du Canada, on prévoit, en septembre, une hausse du prix des oeufs de la catégorie A gros. Les approvisionnements de poulets seront assez abondants et se vendront à prix soutenus; il se peut que les prix des gros poulets à rôtir augmentent.

Au comptoir des fruits et légumes il n'y a que quelques aubaines intéressantes à signaler. Le prix des pommes de terre en sac de 10 livres est maintenant de 30 chez Dominion et Steinberg; pour les consommateurs qui ont des

caves froides, il y a avantage à les acheter en sac de 50 livres offerts à 99, au A & P.

Quant aux tomates, elles étaient encore à 23 la livre, hier, chez Dominion; on peut aussi les acheter en panier de 4 pintes à 89 ou encore mieux, à la boîte au marché. Elles sont plus fraîches.



Mme Jan Stophlett de Melbourne Beach en Floride fait campagne depuis plusieurs semaines incitant les consommatrices à ne pas acheter de bœuf tant que les prix n'auront pas baissé. Pour sympathiser avec le boycottage, un riche fermier de l'Iowa a envoyé à Mme Stophlett, un petit veau prêt à manger. "Tout à fait délicieux," a dit Mme Stophlett mais cela ne m'empêchera pas de tenir le taureau par les cornes... tant que les prix du bœuf ne baisseront pas!" (Photo AP)

Le maïs en épi et le concombre représentent cette semaine de véritables occasions: 03 l'épi et .05 le concombre. Il suffit de le couper en morceaux, dans le sens de la longueur, de le rouler dans de la farine assaisonnée de sel et de le faire rôtir dans moitié beurre, moitié huile ou en

tièrement à l'huile. C'est délicieux servi avec une grillade.

Comment jouer au plus fin

Mme Pierre Lemerise, vice-présidente de l'Association des consommateurs du Canada (Québec) ne manque pas une occasion de dénoncer les hausses de prix, surtout celles qui risquent de attirer l'attention de la ménagère. Rien ne lui passe inaperçu.

Un certain café décaféiné (pour tout dire, il s'agit du Sanka), se vendait jusqu'à tout récemment \$1.15 le pot de 5 onces. Maintenant, le même gros format qui ne contient plus que 4 onces, se vend 95. Si on fait un calcul rapide, cela revient dans le cas du pot de \$1.15 à 23 l'once, et pour le pot de 95 à 23 1/2 l'once. En termes concrets, cela veut donc dire une augmentation de .03 pour quatre onces ou de 12 la livre.

C'est ainsi que l'on essaie de passer en douceur les augmentations dans l'espoir que les femmes ne sont pas toutes, comme Mme Lemerise, "fortes en calcul".

Québec sait faire

Mais nous, madame, en tant que consommatrices, avons un examen de conscience à faire. C'est à peine si la ménagère québécoise met dans son panier de provisions, chaque semaine, 30 p.c. de produits agricoles alimentaires en provenance du Québec, pouvons-nous lire dans la revue Commerce du mois de juillet. Même dans nos milieux ruraux, la ménagère donne sa préférence aux aliments dont la provenance étrangère est nettement indiquée par les marques de commerce apparaissant sur l'emballage.

Une recette de saison

Les pêches achèvent, il faut en profiter. Cette semaine, elles se vendent au IGA à .98 le panier de quatre pintes et chez Steinberg, .99. Chez Dominion, elles étaient mercredi à \$1.09. Mais elles sont délicieuses. Lorsque vous arrivez au fond du panier et que les pêches menacent de se gâter, voici une suggestion de dessert auquel votre famille ne saura résister. Elle nous vient du ministère fédéral de l'agriculture.

Pêches glacées

6 pêches moyennes, parées, pelées, en moitiés
2 c. à table de jus de citron
3 c. à table de beurre
1 1/2 tasse de cassonade
Quelques gouttes d'essence d'amande
Crème fouettée pour garnir
2 c. à table d'amandes mondées, grillées
Placer les pêches, côtés coupés en haut, dans un plat à four beurré et arroser de jus de citron. Défaire le beurre en crème puis ajouter sucre et essence, en remplir les cavités des pêches. Cuire à 350°F. en arrosant de temps à autre. Servir chaud; garnir de crème fouettée et d'amandes. 6 portions.

R. R.

Échange d'information chez les pédiatres de langue française

STRASBOURG (AFP) — Le congrès de l'Association des pédiatres de langue française a pris fin hier à Strasbourg après trois jours de travaux.

Le congrès a réuni à la faculté de médecine de Strasbourg 800 médecins spécialistes venus de trente pays dont le français constitue la langue maternelle ou l'une des langues d'expression scientifique. Les travaux étaient consacrés à l'alimentation des prématurés, à la réanimation du nouveau-né et aux maladies dues aux anomalies du métabolisme.

Dans le domaine de l'alimentation des prématurés, les tendances nouvelles qui se sont manifestées ces dernières années ont été affirmées, notamment en ce qui concerne l'enrichissement du lait ma-

ternel et le dépistage, des éventuelles intolérances des nourrissons à certaines substances contenues dans le lait.

Au cours des travaux sur la réanimation, les techniques d'examen les plus récentes permettent d'intervenir en temps utile pour éviter l'asphyxie, ce qui diminue de plus de la moitié le taux de la mortalité infantile.

Enfin des espoirs sont apparus en ce qui concerne les maladies plus rares dues à certaines anomalies du métabolisme, qui vont du trouble de la vue jusqu'à une idiotie plus ou moins complète. Le lien commun entre ces maladies est démontré par des procédés nouveaux d'investigation. Ce lien est la surcharge des tissus en produits de déchets due à l'absence congénitale d'un ou de plusieurs enzymes.

Sans l'aide d'un avocat, une Torontoise obtient un divorce en treize minutes

OTTAWA (PC) — Rietta Anna Fisher, qui présentait hier sa cause devant un tribunal d'Ottawa, sans l'aide d'un avocat, a obtenu un divorce en 13 minutes. Elle estime avoir épargné \$500 en se présentant à la cour sans être accompagnée d'un conseiller légal.

Cependant, dans le cas de Muriel Elizabeth Addison, qui avait tenté elle aussi de se priver des services d'un avocat, la requête en divorce a été rejetée par le président du tribunal. Celui-ci a décrété que la demande n'apportait pas de preuves suffisantes de la prétendue incontinence de son mari.

Madame Fisher, qui travaille comme serveuse, a déclaré au cours d'une interview qu'elle avait réuni tous les documents nécessaires et fait parvenir à son mari un avis de comparution en s'adressant à un officier de l'état civil, à Toronto. Les frais étaient d'environ \$70, plus le billet de retour à Toronto.

Si un avocat s'était chargé de l'affaire, madame Fisher dit qu'elle aurait dépensé \$600.

Elle a plaidé elle-même sa cause, se basant sur l'insuccès de son mariage, un motif qui est maintenant admis en vertu de la loi révisée du divorce.

LA COUTURE CHEZ SOI



Un ravissant petit "jumper"... Patron No 984

Le patron imprimé no 984 est offert pour les tailles 4-10.

Ce patron est en vente au prix de \$1.00 au service des patrons, Le Devoir, 434 est, rue Notre-Dame, Montréal. Les commandes doivent être faites par écrit, très lisiblement, avec tailles et numéros exacts, en ayant soin d'inclure un bon de poste.

Le patron commandé vous parviendra dans une quinzaine de jours environ.

COURS D'INITIATION à la DECORATION INTERIEURE
Sous la direction des
ARTISANS DU MEUBLE QUEBECOIS INC.
Les inscriptions devront être faites au:
88 EST, ST-PAUL
VILLAGE
MONTREAL
846-1836
Date limite: 8 sept. 1969



Le premier jour d'école quand on a 5 et 4 ans, mais c'est épuisant! Même s'il ne s'agit que de la maternelle. C'est alors que l'on apprécie les dix minutes de sieste au milieu de l'avant-midi. Marc n'a même plus la force de faire un sourire au photographe.

Faites le point sur la situation dans le monde avec Michel Pelland
FORMAT 60 mardi et vendredi à 22 h 00

DONALD LAUTREC "CHAUD" ... c'est parti
Soyez du voyage le vendredi à 20 h 00

surveillez-les

LA SOEUR VOLANTE
Tombée du ciel, soeur Bertrille vole au secours de sa communauté le vendredi à 19 h 30

REGARDEZ BIEN
REGARDEZ RADIO-CANADA AU CANAL 2

LES RÈGLES DU JEU avec Tony Franciosa, Gene Barry et Robert Stack le vendredi à 20 h 30

LA JEUNE CHAMBRE ACCUEILLE POUR LA 1ère FOIS LES HOMMES D'AFFAIRES À L'EXPO-QUÉBEC

potins financiers

La Bourse de Toronto a connu, hier, certaines hésitations pour la 1ère fois depuis 5 séances. La Bourse de Montréal, qui avait faibli avant-hier pour la première fois depuis 4 séances, avait repris son aplomb hier. Sur la Bourse de N.Y., l'indice des industriels, compilé par DJ, clôturait hier 10,37 points plus bas à 825,30. La Bourse de Paris n'a pas été affectée par les mesures d'austérité prises par le gouvernement. L'intérêt spéculatif paraissait centré, hier, sur la Bourse de Londres sur les titres d'ici, à la suite de la publication de son rapport semestriel.

Selon une autorité du Nord Vietnam, il n'y aura pas de changement dans la politique intérieure ou extérieure de ce pays, en dépit de la mort de Ho Chi Minh.

Le président des E.U. tenterait de réduire les effets inflationnistes de la réforme fiscale, envisagée par les membres du Congrès américain. Il voudrait que ce dernier soit moins dur pour les compagnies.

Shearson, Hammill & Co. Inc. doute de la durée de la consolidation récente du marché boursier américain, car, les conditions fondamentales ne présentent pas un essor prolongé. Il faudrait donc s'attendre à une tendance irrégulière à Wall Street d'ici quelque temps, mais comme la Fête du Travail cette semaine a marqué la fin de l'été à la bourse, cette dernière devrait être plus achalandée qu'antérieurement et les chances seraient bonnes de prendre des positions à longs termes, en vue de la prochaine reprise de la liste mobilière américaine. Selon cette firme Grand Union, Purex, Raytheon, et Combusion Engineering sembleraient prometteurs, de même que certains titres de pétrole, de banques et d'aviation.

Au 31 juillet 1969, les dépôts d'épargne personnels dans nos banques à charte atteignaient les \$14,756,000,000 vs \$13,187,000,000 à la même date en 1968, et cela sans tenir compte des autres dépôts par le public s'élevant à \$10,077,000,000 vs \$9,769,000,000 au 31 juillet 1968. Il ne manque donc pas d'argent pour profiter des prix d'occasions de bien des titres boursiers présentement et même d'obligations — il en sortira une sous peu comportant du 9%.

Les transactions sur les actions d'Upton Copper Ltd ont été suspendues sur la Bourse Canadienne, à son ouverture le 3 septembre 1969. La compagnie a fait défaut d'envoyer durant le temps prescrit, à ses actionnaires et de présenter

aux autorités de la Bourse précitée pour ses dossiers son rapport annuel, couvrant ses opérations au cours de l'année terminée le 31 décembre 1968.

La fermeté des actions de la CAE Industries hier en bourse locale est attribuable à l'adjudication de contrats de près de \$4,000,000 par des agences gouvernementales des E.U. et du Canada pour la fabrication d'instruments aériens de précision.

Le fait que bien des entreprises canadiennes possèdent des directions faibles et peu imaginatives expliquerait la grande attention portée par maints spéculateurs canadiens aux valeurs des E.U. selon une dépêche de la P.C. reçue hier, qui commentait un rapport signé par MM Douglas H. Fullerton et Catherine J. Starrs. Ces derniers sont d'opinion que les données fournies par les entreprises canadiennes ne contiennent pas autant d'explications que celles fournies par les entreprises américaines.

Les détenteurs d'actions de premier privilège 8.85% cumulatif, de Rothmans of Pall Mall Canada, pourront transiger dès lundi le 8 septembre 1969 sur les droits (warrants) émis en faveur de ceux immatriculés le 3 septembre 1969.

Les actions des entreprises suivantes se vendront ex-dividende aujourd'hui en bourse: Industrial Acceptance Corporation Ltd, privilégiée 4½% — \$1.12½ l'action; 3½% privilégiée — 35.94 cents l'action; ordinaire — 17.50 cents l'action. Laurente Financial Corporation Ltd. \$1.40 privilégiée — 35 cents l'action; \$2.00 de second privilège — 50 cents l'action.

Le nombre de nouveaux puits de pétrole mis en production en Amérique du Nord est à son plus bas, au dire du président de Texaco.

Au cours de la semaine terminée le 9 août 1969, les ventes des grands magasins ont dépassé de 4.7% celles de la semaine correspondante en 1968. Les variations ont été les suivantes: provinces de l'Atlantique, — 2.6%; Québec, +4.5%; Ontario, +5.1%; Manitoba, — 2.7%; Saskatchewan, +3.8%; Alberta, — 2.0% et Colombie-Britannique +18.1%.

Au premier trimestre de 1969 les autres détaillants ont déclaré un encours de 441 millions de dollars et les compagnies d'essence (carte de crédit), un de 119 millions. Au dernier trimestre de 1968 les caisses de crédit et les caisses populaires ont déclaré un encours de 1,247 millions de dollars. Le chiffre du premier trimestre de 1969 pour ces deux dernières n'est pas encore connu.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Inscription en Bourse locale d'actions additionnelles de Financial Collection Agencies Ltd.

60,000 actions ordinaires additionnelles de Financial Collection Agencies Ltd ont été inscrites cette semaine sur la liste des valeurs de la Bourse de Montréal. Cette inscription additionnelle couvre les actions, émises par suite d'un placement privé, conformément à la souscription qui a pris effet par l'intermédiaire de Gardner and Company Limited. La société Trust Royal a pris 40,000 actions à \$8.75 chacune et Dwyer, McGregor & Co. Ltd, 20,000 actions, aussi au prix de \$8.75 chacune. Ces actions furent achetées pour des fins de placement seulement.

Hollinger Mines s'est ressentie de la grève à l'Iron Ore Company of Canada

La Hollinger Mines Limited annonce que ses bénéfices nets pour le premier semestre de 1969 se dégageant à 2,407,000 dollars ou 49 cents par action contre 3,154,000 dollars ou 64 cents par action pour la même période de l'exercice précédent, selon C.N.W.

Le président de la Hollinger, M. A.L. Fairley, Jr., précise que le fléchissement des bénéfices est essentiellement attribuable au conflit syndical, maintenant réglé, qui a interrompu pendant plus de trois mois l'activité de l'Iron Ore Company of Canada. En effet, l'un des principaux postes de recettes de la Hollinger est les redevances que l'Iron Ore verse à des filiales de la Hollinger. M. Fairley a ajouté que le tonnage perdu ne sera rattrapé qu'en partie d'ici la fin de l'exercice, et qu'en conséquence, les bénéfices de 1969 s'en ressentiront.

Hunter Douglas Limited a vu ses bénéfices augmenter de 25% durant le 1er semestre

Hunter Douglas Limited vient de faire parvenir à ses actionnaires un rapport provisoire, couvrant les 6 mois terminés le 30 juin 1969. Dans son message, le président du conseil d'administration leur déclare en partie ce qui suit:

"J'ai le plaisir d'annoncer que les bénéfices nets du Groupe, après déduction des intérêts minoritaires, pour les six mois terminés le 30 juin 1969, se sont élevés à U.S. \$2,312,000 (équivalent à U.S. \$4.4 par action, ou au taux de change d'aujourd'hui, à Can. \$4.7, par action) à rapprocher de U.S. \$1,839,000 pour la période correspondante en 1968, soit une augmentation de 25%. Les ventes se sont chiffrées par U.S. \$48,190,000 durant la première moitié de 1969 comparativement à U.S. \$37,661,000 pour la même période de l'année dernière.

La production, le chiffre d'affaires et les bénéfices ont atteint de nouveaux sommets principalement attribuables au maintien du niveau élevé des ventes de nos matériaux de construction et de consommation dans la plupart des pays où nous exerçons des activités, ainsi qu'à une très grande demande pour nos biens d'équipement provenant surtout d'industries axées sur les biens de consommation, d'où le carnet de commandes important qui s'étend jusqu'en 1971. Notre réussite est aussi attribuable à une amélioration de la productivité et à une surveillance constante des coûts.

La seconde moitié de l'année représente normalement une plus grande proportion des gains annuels. Par exemple, les bénéfices nets pour les premiers six mois de 1968 étaient de U.S. \$1,839,000, à comparer aux bénéfices nets qui se sont établis pour 1968 à U.S. \$5,105,385. Bien que plusieurs économistes prédisent une baisse des affaires en Amérique du Nord au cours de la seconde moitié de 1969, nous comptons que nos activités à travers le monde durant la seconde moitié de 1969 mèneront à des résultats supérieurs à ceux obtenus au cours de la même période en 1968. Exception faite de circonstances imprévues, nous prévoyons réaliser sur des ventes d'environ U.S. \$109,000,000 en 1969 un gain de 15% supérieur à celui de 1968.

St-Lawrence Columbiun and Metals Corporation voit ses profits augmenter

La St-Lawrence Columbiun and Metals Corporation, dont Me Jean-Joffe Gourd est le président, a rendu public ces jours-ci un rapport non vérifié de son compte de profits et pertes durant le premier semestre du présent exercice financier, s'étendant du 1er octobre 1968 au 31 mars 1969, ainsi que pour les 3 mois terminés le 30 juin 1969. On y note pour le premier semestre précité que la production s'est élevée à 1,360,400 livres de Cb205, soit une moyenne mensuelle de 226,700 et que durant le trimestre terminé le 30 juin 1969, la production atteignit 868,200 d'ou une moyenne mensuelle de 289,400 livres; ce qui augurerait bien pour le dernier trimestre de l'année courante. La valeur nette de la production fut de \$1,333,300 ou de \$222,200 par mois durant le 1er semestre précité et de \$863,500 ou de \$287,800 durant les 3 mois terminés le 30 juin 1969. Le profit avant la dépréciation, à été de \$147,100 pour le premier semestre et de \$238,300 pour le trimestre mentionné ci-haut, soit donc l'équivalent de \$79,400 par mois vs \$24,500. L'on notera ici que les prix de ventes furent plus considérables à chaque trimestre.

Marcel CLEMENT

Fermeture le 7 septembre

Un nombre record de visiteurs se sont rendus à Expo-Québec depuis l'ouverture de cette manifestation annuelle, jeudi dernier (le 28 août). En effet, au cours des cinq premiers jours, 276,007 personnes ont franchi les tourniquets et les organisateurs sont confiants d'atteindre leur objectif de 500,000 visiteurs, à la fermeture de l'Exposition le 7 septembre.

Les organisateurs croient que les améliorations apportées à Expo-Québec 69 ont suscité cet enthousiasme du public. Pour la première fois de son histoire, l'Exposition a organisé un service d'hôtes. Pour la première fois également, la Jeune Chambre de Québec y accueille les industriels et les hommes d'affaires à son Salon des hommes d'affaires.

Expo-Québec compte en outre un plus grand nombre d'exposants recrutés dans les secteurs de l'industrie et du commerce et la participation gouvernementale, tant fédérale que provinciale, n'a jamais été aussi forte que cette année. Les visiteurs s'accordent, d'ailleurs, à souligner la variété, la qualité et l'originalité des éléments d'exposition.

Expo-Québec en est à sa deuxième année dans l'application d'un plan quinquennal de rénovation destiné à lui donner un nouveau visage et à élargir son rayonnement à travers le Québec, le Canada et même à l'étranger.



M. Helmut W. Styhler, (au centre) délégué commercial du consulat général d'Allemagne à Montréal, a visité Expo-Québec en compagnie du directeur-administrateur de l'Exposition, M. Paul E. Maheux et de l'hôtesse Carole M. Styhler s'est dit fort intéressé par les éléments d'exposition des Pavillons de l'Industrie et du Commerce. Il a, par ailleurs, laissé entendre que son pays pourrait participer à Expo-Québec des 1970 et y occuper un vaste emplacement.

Théorie de l'opinion contraire en Bourse

Commentée par M. Jules L. Tremblay, de Tassé & Associés Ltée

La plus grande caractéristique des marchés actuels est probablement leur tranquillité. À la Bourse de New York, par exemple, le volume quotidien est dans les 8 ou 9 millions, comparativement à 12 ou 13 l'an dernier. Cependant, tout est relatif, surtout si l'on considère qu'il y a seulement 6 ou 7 ans, l'achalandage n'était que dans les 3 millions.

Il n'est pas facile de prédire la tournure des événements dans une situation aussi confuse que celle qui nous confronte présentement. En partant du principe que la Bourse fait rarement ce qu'on attend d'elle, qu'elle prend un malin plaisir à décevoir l'opinion majoritaire, la clé du succès consisterait précisément à établir en quoi consiste l'opinion majoritaire et prévoir... le contraire. Essayons pour voir.

Canadian British Aluminum Co. déclare un dividende

BAIE-COMEAU (CNW) — Un dividende de 40 cents par action des classes A et B, du capital-actions en circulation, la compagnie fut déclaré à une assemblée du conseil d'administration de Canadian British Aluminum Company Limited, tenue hier.

Le dividende est payable aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires, le 24 septembre 1969.

Fusion de 2 grosses compagnies chimiques

KDALE (AFP) — Prochaine naissance d'un nouveau géant de l'industrie chimique mondiale. Les deux sociétés suisses de produits chimiques et pharmaceutiques Ciba et Ceigy ont confirmé hier matin, dans un communiqué, leur intention de fusionner sur une base d'égalité.

Toutefois, la fusion est retardée par les importants intérêts que ces deux sociétés suisses ont aux E.U. Une fusion de leurs intérêts américains doit éviter de tomber sous le coup de la loi anti-trust.

Le chiffre d'affaires consolidé de Ciba est de 2 milliards 650 millions de francs suisses. Celui de Ceigy est de 2 milliards sept cents trente millions de francs suisses.

Can. Superior Oil

Le revenu net de la société Canadian Superior Oil, au premier semestre de 1969, s'est élevé à \$2,014,384 comparativement à \$5,545,239 pour les six premiers mois de l'exercice précédent. Le revenu brut de la compagnie, au cours de cette période, a marqué \$17,665,914 à rapprocher de \$17,496,010 pour le premier semestre de 1968.

Cours de l'or

PARIS (Reuters) — Le napoléon, ancienne pièce d'or française de 20 francs, cotait 75.50 hier sur le marché libre de l'or français, comparativement à 77.00 mercredi. L'angle, pièce d'or américaine de \$20, valait 223.20 au regard de 223.40 la veille.

NOMINATION



M. Yves Normandeau, B.A., L.S.C., C.A.

M. Fernand Bérubé, président de LES ÉDITIONS FRANCAISES Inc., distributeurs exclusifs pour le Canada de la Librairie Larousse de Paris, et des ÉDITIONS PEDAGOGIE Inc., société d'édition de manuels scolaires canadiens, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Yves NORMANDEAU, B.A., Licencié en Sciences commerciales et C.A., au poste de Directeur général de ces deux sociétés.

M. Normandeau occupe ses nouvelles fonctions au siège social des deux sociétés.

Siège social: 192, rue Dorchester, Québec 2e
Succursale, 8440 boulevard Saint-Laurent, Montréal 351

Bourse de Montréal

La place locale, de nouveau en équilibre instable

Malgré de légers gains en début de session, la Bourse était en perte à la fermeture, jeudi. Cette tendance à la baisse a commencé à se manifester mercredi. Les banques étaient l'un des secteurs les plus touchés alors que les services publics s'avéraient le secteur le plus solide.

Le nombre de titres enregistrant une perte dépassait celui des titres en gain par 134 au regard de 69.

L'indice composé marquait une perte de 61 pour passer à 173.62.

Les courtiers disent que le marché a commencé à baisser quand il ne s'est plus trouvé d'acheteurs pour maintenir la reprise qui s'était amorcée la semaine dernière.

Parmi les banques, la Commerce était en tête des perdants avec une baisse de 7-8; les autres pertes fractionnelles étaient moindres.

Chez les industriels, Crédit Foncier enregistrait une hausse de 7-12 pour passer à 72, mais les courtiers se disent incapables d'expliquer cette hausse. Premier enregistrait une hausse de 1 point pour passer à 6. Falconbridge marquait une perte de 1-2; Wajax et Ronalds-Federated marquaient une diminution de 1 point.

Parmi les mines et pétroles, Hudson Bay Mining était en baisse de 21.

Parmi les services publics, B.C. Tel gagnait 1-2 alors que Québec Tel était en baisse de 5-8.

À la Bourse canadienne, Canadian Arena a fait un bond de 175 pour passer à 900 alors que Belgo-Basait de 2 pour passer à 21.

Parmi les valeurs spéculatives, Patino a eu un gain de 3-4 pour passer à 38-14 et Madeleine est passée à \$5.45 avec un gain de 30 cents.

L'indice des banques a subi une perte de 4-25 pour passer à 166.47 alors que celui des papiers passait à 113.43 avec une perte de 20; l'indice des industriels est passé à 181.56 avec une perte de 23 et les services publics, sont passés à 144.90 avec une baisse de 17.

Le volume des transactions sur les deux Bourses se chiffrait à la fermeture par 818,400 alors que, mercredi, il était de 809,300.

Dividendes

Dominion Foundries and Steel Co. Ltd., 20 cents l'action ordinaire, le 1er octobre, inscription le 11 septembre; \$1.18 l'action privilégiée de série A à 4-3-4 pour cent, le 1er novembre, inscription le 9 octobre.

Loblaws Groceries Co. Ltd., 40 cents l'action de premier privilège de série B, le 15 octobre, inscription le 15 septembre.

Monarch Investments Ltd., 75 cents l'action ordinaire, le 24 septembre, inscription le 15 septembre.

T. G. Bright and Co. Ltd., 50 cents l'action ordinaire, le 30 septembre, inscription le 16 septembre.

Na-Churs International

Les revenus nets consolidés de Na-Churs International Ltd pour les neuf premiers mois de 1969 se sont élevés de 7.8 pour cent pour atteindre \$358,490 (soit 70 cents par action ordinaire) comparativement à \$332,559 (ou 64 cents par action) en 1968 pour la même période. Les ventes se sont pour leur part accrues de 9.7 pour cent, étant cette année de \$7,010,920. Les profits avant impôts étaient plus élevés de 10.6 pour cent à \$724,524. Le carnet de commandes bien garni de la compagnie laissait prévoir qu'elle serait en mesure de maintenir les bénéfices au présent niveau à moins d'amalgame massives de commandes, ce qui ne semble pas devoir se présenter.

Bourse de Toronto

Interruption, hier, de la reprise qui durait depuis 5 séances sur ce marché

TORONTO — La Bourse de Toronto a interrompu jeudi une progression de cinq jours en accusant un net recul.

L'indice des industriels a perdu 1.02 à 175.47, les pétroles de l'Ouest 5.77 à 245.31, les métaux communs 4.3 à 107.05 et les aurifères 0.2 à 181.75.

Les pertes l'ont emporté sur les gains par 306 à 167 au cours d'une séance marquée par l'incertitude.

Parmi les banques, Canadienne Impériale a reculé de 3-4 à 18-3-4, Nouvelle-Écosse de 1-2 à 22-1-2, Toronto-Dominion de 1-2 à 18-1-2, Royale de 3-8 à 19-7-8 et Montréal de 1-4 à 15.

Dans les mines industrielles, Falconbridge a perdu 4 à 70 et Inco 1-4 à 39-1-8. Les négociations doivent reprendre lundi chez Falconbridge. La grève a commencé le 21 août.

Stelco a progressé de 1-4 à 23 et Algoma Steel est restée inchangée à 16. Les métaux de ces deux compagnies sont en grève.

Hudson Bay Mining a régressé de 1-1-2 à 78, Cominco de 1-4 à 29-1-4 et Noranda de 1-4 à 33-1-4. Les trois sociétés ont haussé le prix du zinc à 15-1-2 la livre sur le marché canadien.

CAE Industries a gagné 1-8 à 8-3-4, Quinte Milk A 3 à 8-1-2 et Quinte dans ses actions ordinaires 2-1-2 à 10.

Bourse de N-Y

Wall Street était redevenue réactionnaire hier

NEW YORK (AFP) — La tendance a été très lourde à Wall Street jeudi. L'annonce d'une réduction des dépenses fédérales dans le secteur des travaux publics et les incertitudes que fait planer sur l'avenir du conflit vietnamien la mort d'Ho Chi Minh ont notamment déprimé le marché. Des pertes substantielles ont été enregistrées dans la quasi totalité des compartiments. Les affaires cependant n'ont pas été particulièrement actives.

Les constructions aéronautiques, les pharmaceutiques et les pétroles ont été particulièrement lourdes. Les chimiques, notamment Dupont de Nemours, les électroniques, les alimentaires, les télévisions, les papiers et les cinémas se sont affaiblis. Les automobiles, les transports aériens, et les caoutchoucs se sont nettement repliés en dépit de légers progrès d'American Motors, de Trans World Airlines et de General Tire. Les sidérurgiques et les tabacs ont fait preuve de résistance tandis que les ordinateurs ou Control Data et Burroughs, les mécaniques et les cuivrées ont évolué irrégulièrement. Les grands magasins ont été les seuls à échapper à la tendance générale et à s'inscrire en légère hausse.

Parmi les valeurs spéculatives, Patino a eu un gain de 3-4 pour passer à 38-14 et Madeleine est passée à \$5.45 avec un gain de 30 cents.

L'indice des banques a subi une perte de 4-25 pour passer à 166.47 alors que celui des papiers passait à 113.43 avec une perte de 20; l'indice des industriels est passé à 181.56 avec une perte de 23 et les services publics, sont passés à 144.90 avec une baisse de 17.

Indices Dow Jones

30 Ind. 302.54 302.57 302.58 302.59 302.60
20 Rail 199.96 200.00 199.95 199.92 41
15 Util 115.82 116.31 116.42 115.96 - 9.93
60 Stock 281.41 282.47 278.22 279.64 - 2.37

LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT LABORATOR INC.

AVIS D'UN DEUXIÈME PAIEMENT PARTIEL

Aux détenteurs de billets garantis 6½% à fonds d'amortissement Série "A" datés du 15 avril 1969 et échéant le 15 avril 1969.

AVIS est par les présentes donné que TRUST GENERAL DU CANADA, de qualité de fiduciaire en possession des biens affectés à la garantie des billets garantis Série "A" de la Société de Financement Laborator Inc., en défaut, effectuera, le 30 septembre 1969, à même le produit de la réalisation des biens affectés, un deuxième paiement partiel représentant 20% du montant total dû à cette date sur chacun des billets et coupons y attachés et s'y rapportant, en capital, intérêts, intérêts sur intérêts, sans préférence, priorité ni distinction entre les principaux, intérêts et intérêts sur intérêts.

Les détenteurs des dits billets garantis sont en conséquence requis de présenter leurs billets au bureau du TRUST GENERAL DU CANADA, 909 ouest boulevard Dorchester, Montréal. Le paiement sera fait par chèque à l'ordre du déposant et les billets seront retournés en même temps après avoir noté sur ceux le montant dont ils se trouveront réduits en principal, intérêts et intérêts sur intérêts ainsi que ladite date de paiement.

Après ladite date fixée pour le deuxième paiement, les détenteurs n'auront droit à des intérêts que sur le solde du principal, intérêts et intérêts sur intérêts qui leur sont encore dus sur les dits billets garantis déduction faite de ce deuxième paiement.

TRUST GENERAL DU CANADA
Fiduciaire

Montréal, le 3 septembre 1969

A LA SAUVEGARDE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE



Roger Aubé, C.I.U.

M. Roger Aubé, instructeur-gérant de La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie, du bureau régional de St-Hyacinthe, a obtenu au terme de trois années d'études, le titre d'Assureur-Vie Agréé (C.I.U.), titre accordé par l'Institut des Assureurs-Vie du Canada.

M. Aubé s'est vu décerner la "Médaille Commémorative Leslie W. Dunstall", honneur que reçoit chaque année le meilleur diplômé C.I.U. de chaque province.

À noter...

Nous apprenons que Braut, Guy Chaput Inc a agi hier comme agent dans la vente de 50,000 actions de Les Distilleries Melchers à la Dominion Securities Corp. et que le prix fut de \$12.50. Cette transaction ne nous dit rien qui vaille.

Titres au Comptoir

000. Dem.
Admin & Trust 24 26
AGT Data 17 18
Aquacore 5 5 1/2
B.C. Moity Wts 2 4
Busnell TV, "A" 18 20
Central Dynamics 4 4 1/2
Crown Life 28 31
Data-Life Systems 3 3 1/2
Elect Associates 14 16
Econ Life 18 19
Extensicare 6 6 1/2
Facs Ltd 8 8 1/2
Financial Life 12 14
General Impact 11 12 1/2
Greenech 2 2 1/2
Greyhound 5 5 1/2
Hawker 4 4 1/2
H.M. Taxco 1 1 1/2
In-Place Com 2 2 1/2
Int. Systems 3 3
Jespersen Kay 14 15
Jolly Jumper Wts 5 6
Jolly Jumper 8 9
KSF Chemical 3 3 1/2
London Life 70 75
Life Aid 3 4
Logistics 3 3 1/2
Margot Wts 1 2
Multiple access 8 8 1/2
Peoples Stores 18 19
Procter Bank 6 6 1/2
Procter 6 6 1/2
Radio 4 4 1/2
Rapid Data 6 6 1/2
Sklar Mfg 3 3 1/2
Space-Pak 8 8 1/2
Spur Air 3 3 1/2
Stability 6 7
Superior Electronics 3 3 1/2
Steadfast 22 24
System Dimensions 11 12
Unicam Wts. 1 1
Zodiak 2 2 1/2

Fonds mutuels

Cours fournis par Francis Dupont & Co

	Offre	Dem.
Admic Mutual Funds	2.26	2.47
Al Affiliated Fund Inc Com	5.07	5.72
All Canadian Com	7.79	8.51
All Canadian Div	9.25	10.11
All Venture (Canadian)	4.39	4.80
Business Shs (American)	7.28	7.53
American Growth	6.40	7.03
Andree Equity	6.01	6.36
Associated Investors	5.39	5.44
Beaudrin Corp	42.39	46.03
Boston Fund Ltd	5.31	5.98
Bullack Fund Ltd	15.54	16.90
Canada Growth Fund	6.90	7.25
Canada Security Fund	7.11	7.11
Can. Gas & Energy Fund Ptd	14.97	16.20
Canadian Investment Fund	4.32	4.74
Canadian Trustee Inc Fund	4.69	5.13
Keystone Canada	2.90	3.23
Champion Mutual Fund of Canada	7.64	8.35
C.I. Leverage	3.88	4.20
Collective Mutual Fund	12.33	13.27
Commonwealth Intl	13.03	14.27
Corporate Investors	5.97	6.26
East. Fund of Canada	11.42	12.49
East. Fund (Intl)	13.09	14.19
Dreyfus Fund Inc	22.66	22.89
East. Fund of Canada	8.10	8.50
East. Fund (Intl)	8.17	8.41
Federated Financial	3.06	3.33
Federated Growth	7.67	8.20
Fidelity Trend	29.44	27.50

l'information



Terry Harper, poursuivi par la malchance tout au long de la saison dernière, handicapé par de nombreuses blessures, promet ici à Ruel, son instructeur, d'en faire voir de toutes les couleurs à ses adversaires cette année. Harper, aux longs bras d'araignée, entend draper tous ses adversaires sur la bande et les y laisser sécher... rien de moins!

Fin de saison mouvementée prévue au Mont-Tremblant

Il ne reste que deux courses dans chacun des deux championnats régionaux — de formule Molson et de Production Alitalia — et il se peut toujours qu'un changement se produise aux positions des conducteurs qui, en ce moment, sembleraient être les vainqueurs. Les courses de dimanche le 7 septembre, au Circuit Mont-Tremblant, seront donc très intéressantes.

Les conducteurs canadiens de formule auront, à cette date, beaucoup d'opportunité pour courses: ils pourront s'inscrire et à la course Molson (championnat régional) et à la course pour les Formules B du championnat Continental SCCA (américain). Nos conducteurs déjà inscrits dans la course SCCA sont, entre autres, Jacques Couture (Lotus 59 — Formule B), Eligio Siconolfi (Crossie Formule B), Wayne Spears (Brahman Formule B) Ian Coristine (Merlyn Formule Ford), Randy Fraser (Merlyn Formule Ford) et Réal Desrosiers (Moleba Formule B) tous de Montréal, ainsi que Peter Broeker de Pointe-Clair (Stebro Chevron Formule B).

Au championnat Molson, Peter Roberts de Granby est en tête avec 77 points gagnés dans cinq des sept courses de la série, suivi de Ian Coristine (50 points), Réal Desrosiers (48 points), Jacques Couture de Laval, gagnant des deux courses Molson les plus récentes, a un

total de 40 points, et Eligio Siconolfi 36 points. Pour les deux championnats régionaux, les conducteurs ne tiennent compte que de leurs 6 meilleurs résultats (à moins d'une égalité); dans le championnat Alitalia — voitures de production —, Derek Johnson de Montréal au volant de la Todco Camaro, avec un total parfait de 48 pour les six courses, est suivi de Jacques Duval de Montréal (Porsche) — 44 points, Bob Barrell de La-

chine (Cooper S) — 40 points, et T.S. Graham de Montréal (Bobsy) — 26 points. La compétition de dimanche sera très serrée et c'est pour cette raison que les courses pour les classes B et C de la série Alitalia seront combinées; les conducteurs recevront les points selon leur classe. Il y aura aussi des prix monétaires pour chaque classe A, B et C et la course Molson: \$200 — 1er, \$150 — 2e, \$100 — 3e, \$75 — 4e et \$50 — 5e.

FOREST HILLS N.Y. — La pluie paralyse depuis deux jours l'omnium de tennis des États-Unis, mais ne paralyse pas pour autant les joueurs. En effet ceux-ci en ont profité hier pour discuter de plans grandioses concernant la tenue de tournois qui seraient à l'échelle de ceux du monde du golf à travers le monde.

Mais en même temps qu'ils annonçaient leurs plans ambitieux ils venaient tout de suite se buter à une objection de taille. A tel point que les observateurs déclaraient à l'issue de cette conférence de presse donnée par John Newcombe, le nouveau président de cette nouvelle association de joueurs, que c'était à s'y méprendre la même guerre ouverte entre promoteurs et joueurs que celle qu'ils avaient observée au sujet des tournois professionnels de golf.

Hier, dans un des chics salons du chalet du club West Side, John Newcombe a annoncé la tenue d'un tournoi organisé par les pros, doté d'un enjeu de \$50,000.00 et qui serait tenu au Spectrum de Philadelphie, du 2 au 8 février prochain.

Cette compétition réunira les 72 meilleurs joueurs de tennis au monde, a révélé Newcombe. Les journalistes présents à cette conférence de presse se sont empressés de lever le camp à cet instant précis pour aller interviewer George McCall, directeur de la ligue Nationale de tennis, qui arrivait à ce moment-là au West Side Tennis Club.

"Je n'ai entendu parler de rien, de dire McCall; je n'ai même pas été invité à cette conférence de presse. On sait que George McCall a plusieurs pros sous sa tutelle. "Les

sportive

La pluie paralyse le tournoi mais non les joueurs à F-Hills

jeux que j'ai sous contrat ne se sont certainement pas engagés à participer à ce tournoi, de dire McCall."

Parmi les joueurs sous contrat avec McCall, on remarque les noms de six des plus célèbres joueurs de tennis au monde: Rod Laver, Roy Emerson, Ken Rosewall, Fred Stolle, Pancho Gonzales et Andres Gimeno.

"Jusqu'ici il n'est pas question que ces derniers joueurs participent à ce tournoi, de dire McCall."

Malgré les protestations des deux promoteurs, les joueurs ont bien la ferme intention de poursuivre leur plan et de faire de Philadelphie un autre grand tournoi parmi les plus prestigieux.

Tennis du dimanche au 4-Saisons

C'est le 14 septembre à 10 a.m. que débutera le "Tennis du dimanche" au Tennis-Club 4 saisons. Cette première série de cours hebdomadaires de groupes sera donnée par Lucien Laverdure, l'instructeur-chef du Club. Voilà une merveilleuse occasion d'essayer les terrains du fameux Tennis-Club de Ville Laval tout en apprenant à jouer au tennis. En effet, il n'est pas nécessaire d'être membre du Club pour prendre part à ces cours, et de plus, le transport est assuré. Les inscriptions se termineront jeudi le 11 septembre à 9 p.m. Pour renseignements: 384-9040.

Et les nouveaux membres

Pour les nouveaux membres, ces cours mixtes don-

nent en même temps une excellente occasion de rencontrer des partenaires de jeu. Un maximum de 12 élèves par groupes seront acceptés et d'autres séries de cours suivront plus tard avec Maurice Gélinas et Thérèse Blais comme professeurs.

Activités

De nombreuses activités sont prévues pour la première saison complète du 4 Saisons et plusieurs officiers viennent d'être élus pour prêter main-forte à la Direction: François Godbout, Roland Godin, Ellis Tarshis et Robert Brodeur aideront à l'administration du Club tandis que Pierre Lebel, Sibylla Godbout et Lise Giroux dirigeront le secrétariat et les activités sociales.



Le fougueux John Ferguson se fait beau Brummel avant de commencer une autre saison dans l'uniforme du Canadien. On sait qu'une fois sur la glace il n'y a plus une cravate qui tienne avec cet allier frondeur. Claude Ruel, son instructeur, lui fait ses dernières recommandations avant l'ouverture du camp d'entraînement le 11 septembre prochain.

Marcel Pronovost à Tulsa?

TORONTO — Johnny McLellan, le nouveau pilote des Maple Leafs de Toronto ne le cache pas. Il est convaincu que le vétéran arrière-garde Marcel Pronovost ne pourra pas se mériter un poste avec son équipe cette prochaine saison.

convoqué au bureau de Jim Gregory hier alors que le gérant-général des Leafs lui offrit de piloter le club Tulsa en 69-70.

Marcel n'a pas encore pris une décision mais il aura une autre rencontre avec Gregory lundi prochain.

Par contre Pronovost fut

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

NOTRE RUBRIQUE CARRIÈRES ET PROFESSIONS

a été créée spécialement dans le but d'établir un lien sensible entre nos lecteurs et les maisons d'affaires. Les annonces publiées sous cette rubrique coûtent 28¢ la ligne agate (14 lignes agates au pouce). Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de copies postales et du retour du courrier est gratuit et strictement confidentiel. La date limite pour réception de ces annonces est fixée à midi, la veille de la parution.

Téléphonez ou écrivez à:
LE DEVOIR
434 est, rue Notre-Dame
Montréal - Tél. 844-3361
Compétence:
Bernard Lutz

L'Hôpital Sacré-Coeur

recherche le service

D'UNE TRAVAILLEUSE SOCIALE PROFESSIONNELLE

(secteur médical) bilingue en règle avec la Corporation des Travailleurs Sociaux Professionnels de la Province de Québec.

S'adresser à: M. Denis Blais,
334-1210 ext. 396

La Polyvalente Louis-Philippe Paré

est à la recherche de professeurs pour la matière suivante:

SCIENCES (chimie): Connaissance de P.S.S.C., "Chem Study", niveau secondaire V; 10 périodes de P.S.S.C. et 10 périodes "Chem Study".

Faire parvenir curriculum vitae à:

École Polyvalente Louis-Philippe Paré,
a/s Soeur Fernande Dube,
Boulevard Brisebois,
Châteauguay, P.Q.

HÔPITAL STE-JEANNE D'ARC

demande

- 1 Ergothérapeute
- 1 Aide-social(e) avec expérience en psychiatrie
- 1 Psychologue
- 1 Audiologiste
- Des infirmiers auxiliaires

S'adresser au bureau du personnel (entre 9 hres a.m. et midi) 3570 rue St-Urbain.

La Commission Scolaire Régionale Maisonneuve

recherche

UN PROFESSEUR D'INFORMATIQUE

Fonction: Donner l'enseignement des programmes d'informatique 52 et 53 à des classes de secondaire intensif.

Qualifications: Expérience dans le domaine de l'informatique et/ou qualifications universitaires.

Les candidats intéressés doivent solliciter la présente fonction en s'adressant à:

Bureau du Personnel,
3650, boul. Lévesque,
Chomedey, Ville de Laval, P.Q.
Tél. 688-8644.

\$10,500 - \$11,900

CONTROLEUR

Gérer les systèmes de contrôles budgétaires, les rapports de gestion et surveiller le programme de calcul des prix de revient. Administrer et contrôler les achats et les locations de matériel. Collaborer avec le bureau chef à Ottawa dans la planification de tout service électronique d'ordinateurs.

Le candidat compétent possède un diplôme en comptabilité ou en commerce et au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de la gestion et de l'analyse financière ou un ensemble équivalent de formation et d'expérience.

La connaissance des deux langues officielles est essentielle.

On peut se procurer un supplément d'information et faire parvenir sa formule de demande d'emploi à la Commission de la Fonction Publique du Canada, Place du Canada, suite 1360, Montréal 101, P.Q.
MENTIONNER LE NUMÉRO DE CONCOURS 69-M79 (AS 4)

Fonction publique du Canada

PSYCHOLOGUE SCOLAIRE

La Commission Scolaire Les Écores recherche un psychologue scolaire.

Faire parvenir curriculum vitae à:

M. Georges McKale,
Directeur Général des Écoles,
500, d'Auteuil,
Duvernay, Ville de Laval, P.Q.
Tél.: 661-0597

La Commission Scolaire Régionale Meilleur

recherche

UN PROFESSEUR D'ÉDUCATION PHYSIQUE

(homme ou femme)

UN PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES

pour secondaire V

Condition:

Etre porteur de diplômes d'enseignement de la Province de Québec.

Faire parvenir curriculum vitae ou communiquer avec:

M. Lucien Lambert,
Directeur Général des Écoles,
261, rue Laurier,
Granby, P.Q.
Tél.: 514-378-8491

La Commission Scolaire de la Cité de Lachine

recherche

un DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Concours No C.L. 108

Fonctions:

Sous direction et en collaboration: être responsable des services d'entretien et de réparation; travailler avec les architectes, ingénieurs, entrepreneurs; préparer les devis pédagogiques, les cahiers de charge; maintenir les inventaires de l'équipement et du matériel didactique; contrôler les achats; exécuter les autres tâches que lui confie le directeur général.

Qualifications:

Au moins 5 ans d'expérience en administration scolaire ou en industrie; bonne connaissance de l'enseignement général et professionnel; minimum de 15 ans de scolarité ou l'équivalent; bilingue.

Traitement:

Entre \$10,000 et \$15,000, selon expérience et qualifications; avantages sociaux habituels.

Adresser l'offre de services avec curriculum vitae avant le 26 septembre 1969 à:

Directeur général des écoles,
Commission scolaire de la Cité de Lachine,
170, 15e avenue, Lachine 600.

La Commission Scolaire de la Cité de Lachine

recherche

un DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

Concours No C.L. 109

Fonctions:

Sous direction et en collaboration: poursuivre l'application du règlement No 1 commencée depuis trois ans dans les écoles françaises et une école anglaise; accélérer le programme de perfectionnement des maîtres; évaluer et contrôler l'enseignement; préparer et contrôler le budget de l'enseignement élémentaire; exécuter toute tâche que lui confie le directeur général.

Qualifications:

Au moins 10 ans d'expérience dans l'enseignement et l'administration scolaire; excellente connaissance des réformes scolaires; 17 ans de scolarité ou l'équivalent; bilingue.

Traitement:

Selon expérience et qualifications. Avantages sociaux habituels.

Adresser l'offre de services avec curriculum vitae avant le 26 septembre 1969 à:

Directeur général des écoles,
Commission scolaire de la Cité de Lachine,
170, 15e avenue, Lachine 600.

La Commission Scolaire Régionale Maisonneuve

requiert les services de

Professeurs (féminins) spécialistes en catéchèse.

Qualification: Diplôme d'enseignement.

Les candidats intéressés doivent solliciter la présente fonction en s'adressant à:

Bureau du Personnel,
3650, boul. Lévesque,
Chomedey, Ville de Laval, P.Q.
Tél.: 688-8644.

La Commission Scolaire Régionale Maisonneuve

recherche

des Professeurs d'Éducation Physique féminins

Qualification:

Détenir un brevet d'enseignement spécialisé dans la matière.

Les candidats intéressés doivent solliciter la présente fonction en s'adressant à:

Bureau du Personnel,
3650, boul. Lévesque,
Chomedey, Ville de Laval, P.Q.
Tél.: 688-8644.

FER ET TITANE DU QUÉBEC, INC.

Le plus grand fournisseur au monde de SORELMETAL et de scories titanifères recherche les services d'un dessinateur.

OFFRE D'EMPLOI DESSINATEUR

Qualifications requises:

Diplôme d'école technique. Minimum de trois années d'expérience dans le dessin électrique et mécanique.

Le candidat doit posséder suffisamment d'initiative pour préparer et mener à bonne fin les projets entrepris.

Bon salaire et excellents bénéfices marginaux.

Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé à:

Surveillant de l'Emploi,
Fer et Titane du Québec, Inc.,
Case Postale 40,
Sorel, P.Q.

CONSEILLER TECHNIQUE TRANSMISSION DE DONNÉES

pour

département du marketing, Rimouski

ATTRIBUTIONS:

- Analyser les besoins des clients
- Déterminer le genre de réseau et d'équipement requis
- Développer le réseau de transmission
- Responsable de la partie transmission de données avec les gouvernements
- Coordonner l'installation de réseau de transmission
- Agir comme spécialiste dans ce domaine pour la compagnie

EXIGENCES:

- Baccalauréat en commerce ou l'équivalent
- Expérience dans la vente et en informatique

RÉMUNÉRATION ET AUTRES AVANTAGES:

- Salaire selon qualifications et expérience
- Rémunération au mérite
- Avantages sociaux

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:

Québec-Téléphone,
Service du personnel
6, rue St-Jean,
RIMOUSKI, P.Q.

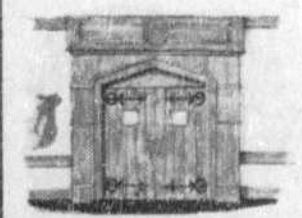
Baseball

Les Reds se renflouent

CINCINNATI — Les lanceurs Camilo Pascual et George Culver ont été retournés dans l'alignement des Reds de Cincinnati qui ont également rappelé de leur club ferme d'Indianapolis cinq autres joueurs.

De leur côté, les Angels de la Californie ont acheté le lanceur droitier Tom Bradley, du club Hawaii, de la ligue du Pacifique.

Rendez-vous au Pub.



Ces portes s'ouvrent sur le lieu de rendez-vous le plus populaire à Montréal — le

Piccadilly Pub

Populaire par son buffet chaud et froid du déjeuner, par ses hors-d'œuvre gratuits à l'heure du cocktail.
Populaire aussi par son atmosphère de cordialité et d'intimité; populaire par son grand confort luxueux.

Le nouveau Piccadilly Pub de l'hôtel Sheraton Mt-Royal.

l'Hôtel Sheraton Mt-Royal
Montréal, 1455, rue Peel
Un service international IIT

UN MATÉRIEL PROFESSIONNEL!

Les PROJECTEURS
SONORES... OPTIQUES
ET
MAGNÉTIQUES

"DE RENOMMÉE MONDIALE"
prevost

MODÈLES 16 m/m 35 m/m 70 m/m
POUR MODÈLE P-16-DB-16 m/m 5000'
FORMATS MODÈLE P-55-35 m/m 3200m
MODÈLE P-70-35 et 70 m/m

TOUS MUNIS DE LA

lanterne Fulgor xenon

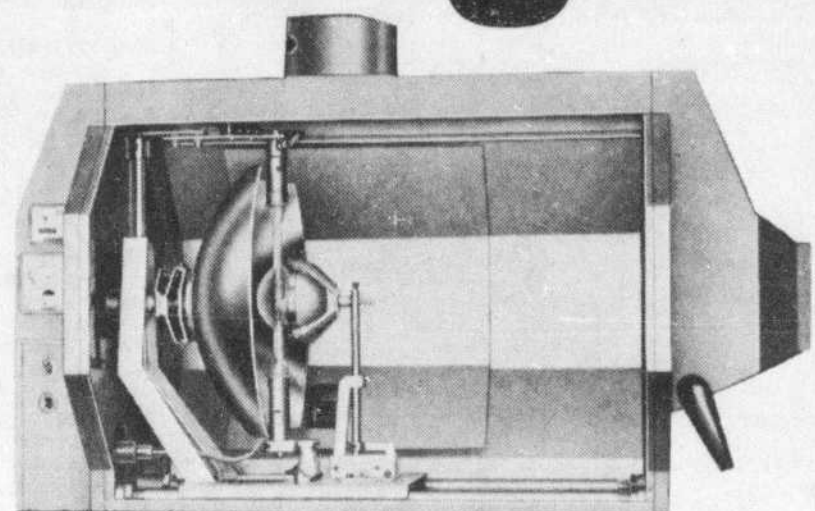
Renseignements d'ordre technique

Propriétés

Les lampes OSRAM XBO à arc court dans le xénon sont des lampes à décharge à haute pression alimentées sur courant continu, utilisées de préférence dans les appareils à canaux optiques. Elles se caractérisent particulièrement par une très haute densité de rayonnement ou des luminances et par une répartition spectrale qui s'étend de l'ultraviolet à ondes moyennes jusqu'à l'infra-rouge à ondes courtes. Le spectre continu de la zone visible présente une couleur de lumière qui se rapproche de très près de celle de la lumière du jour composée de lumière solaire directe et de celle du ciel. Pendant toute la durée de vie de la lampe, la répartition spectrale d'énergie reste pratiquement identique et indépendante des variations de tension du réseau électrique ainsi que de l'intensité du courant alimentant la lampe.

GARANTIE:

D'une durée minimum de 1500 hrs, le compteur d'heures d'opération fait partie intégrale de la lanterne Fulgor ce qui permet l'enregistrement de la consommation, en tout temps.



COMPAREZ L'ÉCONOMIE vs "ARC"

UNIFORMITÉ DE LA LUMIÈRE - LUMINOSITÉ STABLE - AUCUN AJUSTEMENT AVANT OU APRÈS LA PROJECTION - AUCUN REMPLACEMENT NI ENTRETIEN DE PIÈCES DE LA LANTERNE - EN TENANT COMPTE DU CÔTÉ DES "CARBONS" ET DE L'ENTRETIEN - IL EN EST RÉSULTÉ QU'UN ÉQUIPEMENT PROFESSIONNEL PREVOST P-55-SÉRIE 3200 SE PAYAIT PAR LUI-MÊME EN TROIS OU QUATRE ANS. DE PLUS LA LAMPE XÉNON DE 2500 WATT XBO OSRAM ATTEIGNAIT PARFOIS PLUS DE 4000 HEURES DE PROJECTION. XÉNON EST...

... UN COMPLÉMENT AU PROJECTEUR

MODÈLE
35 mm.
PROFESSIONNEL

p.55/3200

AVEC BOBINE DE 10,500'
SOIT...2 PROJECTEURS DANS UN

LE P-55/3200 VOUS PERMET DE PROJETER UN PROGRAMME 35 MM COMPLET SANS INTERRUPTION - 10,500' SUR UNE SEULE BOBINE!

MONTAGE ET DÉMONTAGE RAPIDE DES FILMS AVEC LA COLLEUSE IDENTIFICATRICE DITE "SCOTCH"

ÉLIMINANT AINSI L'USAGE DE 2 PROJECTEURS - LE CHANGEMENT DE BOBINES - LE REMPLACEMENT ET L'AJUSTEMENT DES "CARBONS" TEL QU'UTILISÉS DANS LES LANTERNES À ARC. MÉCANISME FONCTIONNANT DANS UN BAIN D'HUILE • HAUTE-PRÉCISION • AUCUNE COURROIE.

MODÈLE - P-55

P-70

P-55-3200

MODÈLE RÉGULIER - "LA PAIRE"

FORMAT

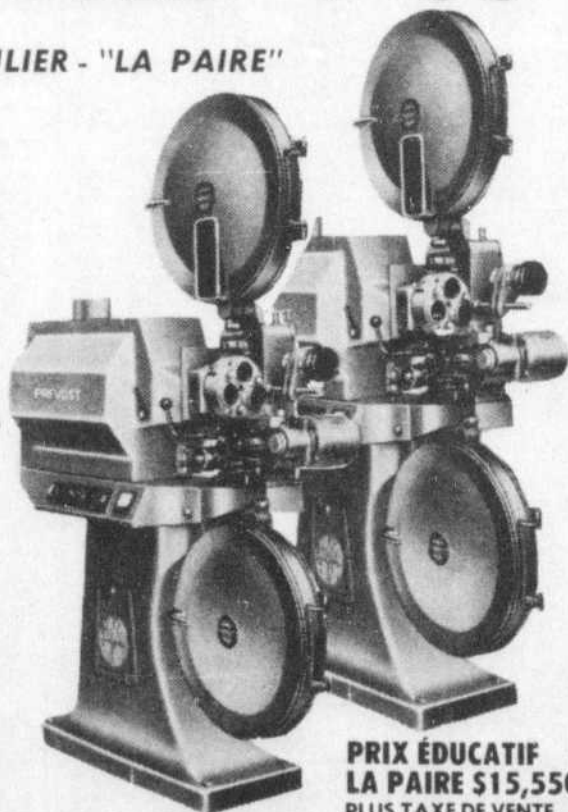
35 m/m

XÉNON

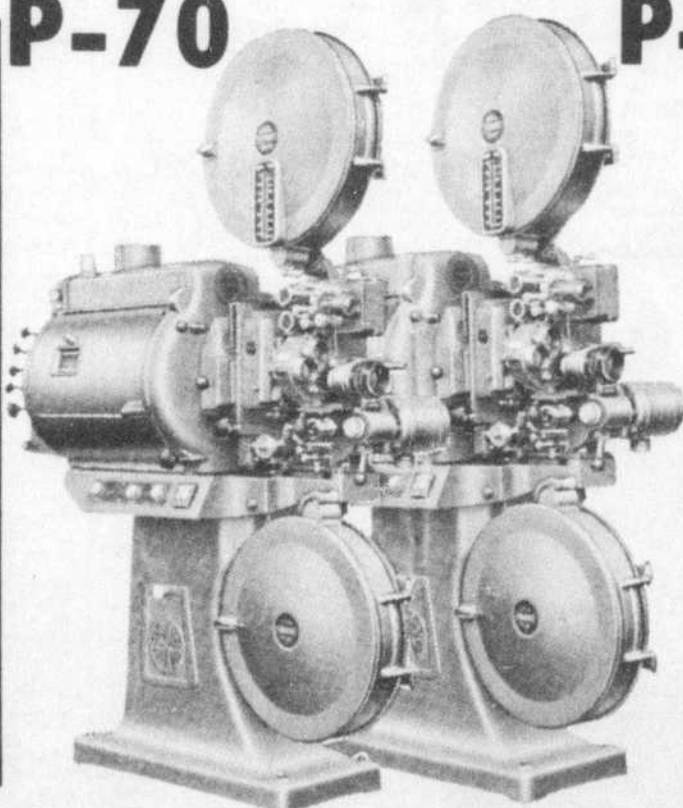
2500 W.

IDÉAL
POUR
THÉÂTRES
EN
PLEIN-AIR

AVEC
LANTERNES
DE
190 AMPÈRES
(AVEC SUPPLÉMENT)

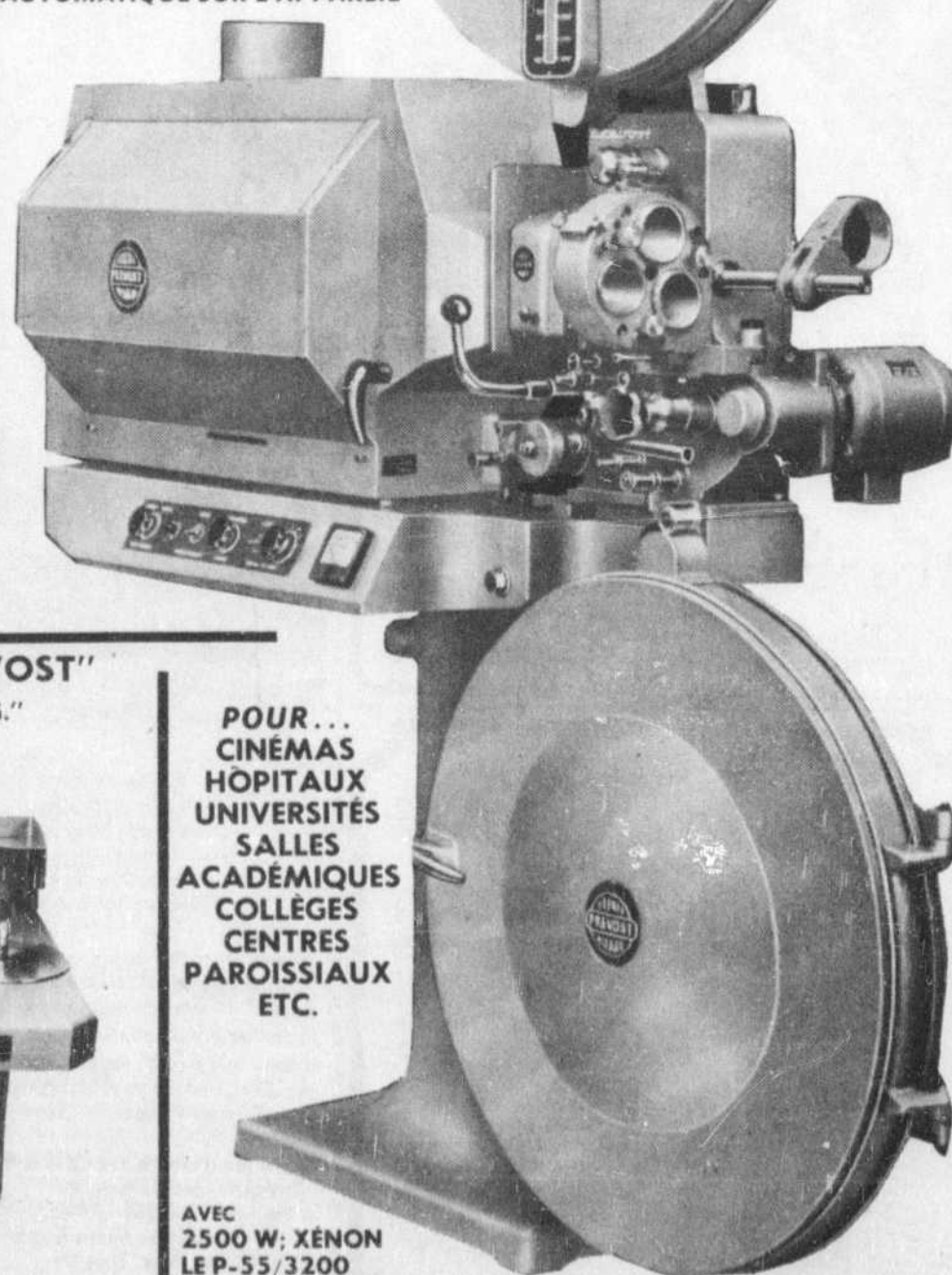


PRIX ÉDUCATIF
LA PAIRE \$15,550⁰⁰
PLUS TAXE DE VENTE



P-70 POUR FORMAT 35 m/m et 70 m/m
CINÉMASCOPE - TODD-AO - 6 PISTES MAGNÉTIQUES

CI-CONTRE ILLUSTRATION
DÉMONTRANT LA
SUPER-BOBINE AVEC
RE-ENROULEMENT
AUTOMATIQUE SUR L'APPAREIL



POUR...
CINÉMAS
HÔPITAUX
UNIVERSITÉS
SALLES
ACADÉMIQUES
COLLÈGES
CENTRES
PAROISSIAUX
ETC.

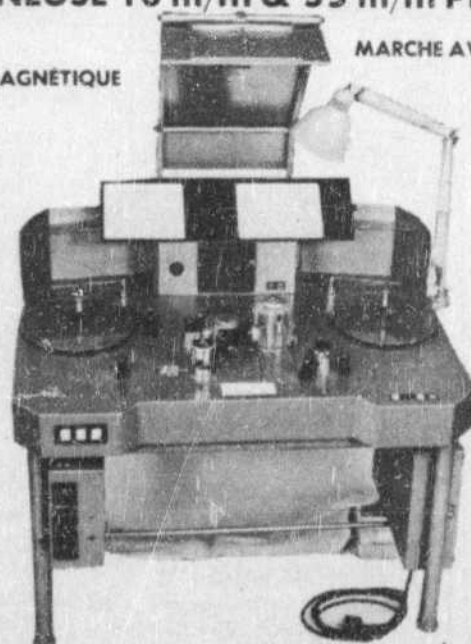
AVEC
2500 W. XÉNON
LE P-55/3200

PRIX ÉDUCATIF \$9950⁰⁰ COMPLET
PLUS TAXE PROV. SI APPLICABLE

VISIONNEUSE 16 m/m & 35 m/m PREVOST

OPTIQUE & MAGNÉTIQUE

MARCHE AVANT/ARRIÈRE

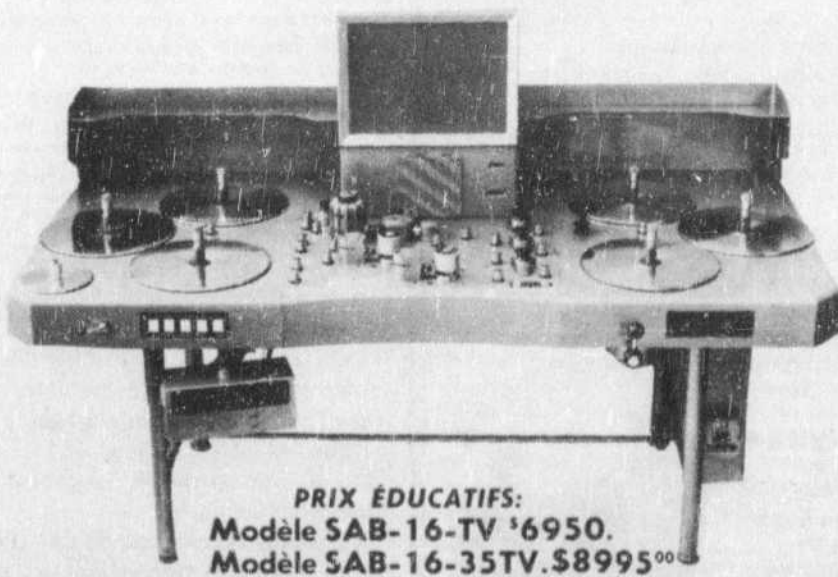


TYPE PROFESSIONNEL
ÉDUCATIF \$4895⁰⁰
PLUS TAXE DE VENTE

Pour la vérification et l'analyse rapide des films avec piste sonore "Opt/mag".

TABLES D'ÉDITION et de MONTAGE "PREVOST"

MODÈLE 16-TV à 6 PLATEAUX ET 35/16 "OPT.-MAG."



PRIX ÉDUCATIFS:
Modèle SAB-16-TV \$6950.
Modèle SAB-16-35TV \$8995⁰⁰
PLUS TAXE DE VENTE

NOUVEAU MODÈLE AVEC ÉCRAN TYPE "TÉLÉVISION"

ÉCHANGE D'ANCIENS APPAREILS
FACILITÉS DE PAIEMENTS -
GARANTIE "SANS-CONDITION"
LIVRAISON IMMÉDIATE DES PROJECTEURS

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS
H. de LANAUZE Inc.

1027 rue BLEURY - MONTRÉAL - QUÉ. *861-2825

ÉCRANS CINÉMASCOPE & RÉGULIERS
HAUT-PARLEURS "ALTEC-LANSING"
COLLEUSES À BANDE SCOTCH - 16 ou 35
ENROULEUSES POUR TOUS FORMATS